

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mardi 23 avril 2024 / 14 Chawwal 1445 - N° 3537 - 11^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



www.dknews-dz.com

PREMIÈRE RÉUNION CONSULTATIVE
ALGÉRIE - TUNISIE - LIBYE

Le président de la République s'entretient à Tunis avec son homologue tunisien

PARLEMENT
Le président de l'APN s'entretient avec le président du Conseil consultatif omanais

AGGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA
11 000 disparus sous les décombres

P. 24

P. 4

P. 15

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

L'état civil, les statuts des corps médical et paramédical, le financement des start-up et le projet de la nouvelle Cité médiatique algérienne à l'ordre du jour

"Monsieur Abdelmajid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale a présidé, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée à un projet de loi relatif à l'état civil et à d'autres exposés liés essentiellement aux statuts des corps médical et paramédical, au financement des start-up et au suivi de la réalisation et de l'équipement du projet de la nouvelle Cité médiatique algérienne", indique un communiqué du Conseil. Après l'ouverture de la réunion par Monsieur le président de la République et la présentation par le Premier ministre de l'ordre du jour et de l'activité gouvernementale pour les deux dernières semaines, Monsieur le président de la République a donné les instructions et directives aux membres du gouvernement.

P. 3



ALGÉRIE - ORGANISATION

**internationale du Travail
Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale s'entretient avec le DG de l'OIT**

P. 3

CULTURE

Ouverture à Alger, d'une nouvelle salle de cinéma

P. 24

ROUTES

Proposition d'une voie de contournement entre les localités d'El Guitoune (Jijel) et de Takser (Bejaïa)

P. 24

SANTÉ

**LES PRODUITS LAITIERS
Bons ou mauvais pour notre santé ?**

P. 12-13

FOOTBALL

JSK

Assemblés général Aujourd'hui au siège de Mobilis à Bab Ezzouar

Par Yanis F

P. 21



**HUMOUR
Le 6^e Festival du rire "Algé'Rire" du 30 avril au 3 mai prochain**

P. 16

IMPÔTS

Prorogation du délai de souscription des déclarations de résultats et de revenus jusqu'au 2 juin

P. 2

IMPÔTS

Prorogation du délai de souscription des déclarations de résultats et de revenus jusqu'au 2 juin (DGI)



La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé, dimanche dans un communiqué, la prorogation du délai de souscription des déclarations annuelles de résultats et de revenus de l'exercice 2023, jusqu'au 2 juin prochain. Cette mesure concerne les déclarations annuelles de résultats (série G numéro 4 et série G numéro 11) et la déclaration annuelle de revenus série G numéro 1 relatives à l'exercice 2023, ainsi que des documents y annexés. Elle concerne également la déclaration annuelle des prix de transfert, par télé déclaration, prévu à l'article 151 ter du code des impôts directs et taxes assimilées, selon le communiqué. La souscription de ces déclarations a été prorogée initialement jusqu'au 31 mai 2024. Toutefois, l'échéance est reporté au prochain jour ouvrable, c'est à dire le dimanche 2 juin 2024, vu que cette date coïncidera avec un jour de congé légal, explique la DGI.

EL BAYADH

Décès du moudjahid Sassi Chellali



Le Moudjahid Sassi Chellali de la wilaya d'El Bayadh est décédé à l'âge de 87 ans, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale des moudjahidine et des ayants-droits. Selon la même source, le moudjahid défunt, est né en 1937 dans la commune de Boualem (El Bayadh). Il avait rejoint l'Organisation civile du Front de libération nationale (OCFLN) en 1960. Le directeur des moudjahidine et des ayants droit de la wilaya d'El Bayadh, Ahmed Trari a adressé un message de condoléances à la famille du défunt, dans lequel il a exprimé ses sincères condoléances et sa sympathie, priant Dieu le Tout-puissant de lui accorder sa Sainte miséricorde et l'accueillir dans son vaste Paradis et de procurer à sa famille patience et réconfort.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

4 morts et 263 blessés en 24 heures

Quatre (4) personnes ont trouvé la mort et 263 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés au cours des derniers 24 heures à travers le pays, indique dimanche un communiqué de la Protection civile. Les éléments de la Protection civile sont intervenus, durant la même période, pour le repêchage des corps de trois personnes, dont un en mer dans la wilaya de Tipaza, alors que les deux autres dans des réserves d'eaux dans les wilayas d'El-M'Ghair et Ouled-Djellal, note la même source.

CHINE

Nouvelle alerte orange aux pluies torrentielles

Le Centre météorologique national (CMN) de la Chine a maintenu l'alerte orange aux pluies torrentielles dimanche, de fortes précipitations devant s'abattre sur certaines parties du pays. De dimanche soir à lundi soir, de fortes pluies et des tempêtes de pluie sont attendues dans certaines parties du Guangxi, du Guangdong, du

Fujian et du Zhejiang, prévoit le centre. En particulier, certaines parties du Guangdong connaîtront des pluies torrentielles atteignant entre 100 et 180 mm, d'après le CMN. La Chine dispose d'un système d'alerte météorologique codé à quatre couleurs, le rouge représentant le niveau le plus sévère, suivi de l'orange, du jaune et du bleu.

CONSTANTINE

Un homme mortellement électrocuté dans un chantier de construction



Un homme, âgé de 56 ans, est mort, dimanche soir, électrocuté dans un chantier de construction situé au niveau du secteur urbain d'Ain El Bey, relevant du chef-lieu de wilaya de Constantine, a-t-on appris auprès de la Direction de la protection civile. La victime a rendu l'âme suite à un court-circuit survenu vers 15h 32, dans un réseau électrique de 380 volts, dans un chantier de construction de logements promotionnels confiés à l'entreprise Cosider, a précisé la cellule d'information et de communication de la Direction de wilaya de la protection civile. En dépit de l'intervention à temps réel des éléments de la Protection civile et les secours prodigués par le médecin pompier, l'homme a rendu l'âme sur les lieux, a-t-on affirmé. Le corps sans vie de la victime a été acheminé vers la morgue du Centre hospitalo-universitaire (CHU), Dr. Benbadis, a indiqué la même source.

CHLEF

Huit blessés dans un accident de la route à Ain Merane



Huit (08) personnes ont été blessées dans un accident de la route, survenu samedi soir sur le chemin de wilaya (CW 102) dans la commune d'Ain Merane (Nord-Ouest de Chlef), a-t-on appris de la direction de wilaya de la Protection civile. Survenu à 18h30 sur le CW 102 dans la commune d'Ain Merane, l'accident s'est produit suite à une collision entre une voiture de tourisme et un véhicule utilitaire, selon un communiqué de la cellule de l'information et de la communication de ce corps constitué. L'accident a fait huit (08) blessés à différents degrés, lesquels ont reçu les premiers secours prodigués par les éléments de la Protection civile de la commune d'Ain Merane, appuyés par les unités de la commune de Taougrite, puis ils ont été évacués vers l'établissement public hospitalier (EPH) d'Ain Merane, autre des dégâts matériels (deux véhicules endommagés).

DJANET

15 autorisations de forage délivrées depuis début 2024

Quinze (15) autorisations de forage de puits ont été attribuées à leurs bénéficiaires, dans la wilaya de Djane, depuis début 2024, a-t-on appris auprès de la direction locale des Ressources en eau (DRE). Le traitement d'un total de 17 demandes d'autorisations de forage de puits a donné lieu à l'attribution de 15 autorisations dont 13 octroyées aux agriculteurs et deux aux opérateurs économiques porteurs de projets de remplissage de bouteilles d'eau minérale, alors que deux autres demandes ont été mises sous réserve, a précisé à l'APS le directeur du secteur, Abdallah Ghodbane. Il a ajouté que cette opération a pour objectif d'encourager l'accès des investisseurs à l'eau destinée à l'irrigation agricole ou utilisée à des fins industrielles, ce qui permettra d'augmenter, a-t-il poursuivi, le rendement des exploitations agricoles concernées et de contribuer à dynamiser l'activité économique en plus de favoriser la création d'emplois.

**SETIF**

Projet de rénovation des principaux axes routiers



Un total, 27 tronçons des principaux axes routiers de la commune de Sétif seront rénovés «avant la fin de l'année en cours 2024», a indiqué le chef de bureau des routes de cette collectivité locale. La même source a fait savoir qu'une enveloppe financière globale de plus de 760 millions DA a été dégagée du budget de la commune pour ces travaux qui seront lancés dès le parachèvement des procédures administratives requises. La longueur totale des tronçons concernés par la rénovation dans la commune de Sétif atteint 80 km et les travaux seront répartis entre le plus grand nombre d'entreprises pour gagner du temps et les livrer dans les délais fixés, a affirmé le même responsable qui a ajouté que «le travail est en cours pour inscrire d'autres projets similaires».

MOSTAGANEM

Perturbation de l'AEP pour cause de travaux d'entretien (ADE)



L'approvisionnement en eau potable (AEP) sera perturbé, lundi, dans l'ensemble des communes de la wilaya de Mostaganem, a indiqué dimanche un communiqué de l'unité de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE). La même source a expliqué que cette perturbation est due à l'arrêt programmé de la station de dessalement de l'eau de mer Sonactar (Mostaganem), en vue d'assurer la maintenance périodique des équipements. L'approvisionnement des foyers sera rétabli dès l'achèvement des travaux à raison de 12 heures par jour de 8 à 20 heures, a-t-on fait savoir.

MALDIVES

Le parti PNC en tête aux législatives

Le Congrès national du peuple (PNC), le principal parti au pouvoir aux Maldives, a remporté la majorité des sièges lors des élections législatives de dimanche, ont rapporté des médias locaux. A 20H00 heure locale, le PNC avait déjà obtenu 50 des 93 sièges du Parlement, selon la presse. D'après la Commission électorale, 368 candidats étaient en lice pour 93 sièges à pourvoir au Parlement.

EQUATEUR

Un directeur de prison assassiné



Le directeur d'une prison en Equateur a été abattu dimanche, en plein référendum national visant à durcir la lutte contre le trafic de drogue et les groupes criminels, a annoncé l'administration pénitentiaire. Le directeur du pénitencier n° 4 de Manabi, dans l'ouest de l'Equateur, «a été victime d'un attentat qui a malheureusement abouti à sa mort», a déclaré l'administration dans un communiqué.

APS

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

L'état civil, les statuts des corps médical et paramédical, le financement des start-up et le projet de la nouvelle Cité médiatique algérienne à l'ordre du jour

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés inhérents à plusieurs secteurs, indique un communiqué du Conseil dont voici la traduction APS:

"Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale a présidé, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée à un projet de loi relatif à l'état civil et à d'autres exposés liés essentiellement aux statuts des corps médical et paramédical, au financement des start-up et au suivi de la réalisation et de l'équipement du projet de la nouvelle Cité médiatique algérienne."

Après l'ouverture de la réunion par Monsieur le président de la République et la présentation par le Premier ministre de l'ordre du jour et de l'activité gouvernementale pour les deux dernières semaines, Monsieur le président de la République a donné les instructions et directives suivantes:

Concernant le projet de loi relatif à l'état civil:

Monsieur le président de la République a ordonné le report du débat dudit projet en vue de son enrichissement, soulignant l'importance particulière que revêt la loi sur l'état civil en tant que base de données qui doit être moderne et permanente et dont la gestion doit être confiée aux élus, représentants de la société. Monsieur le président a, également, instruit le ministre de la Justice à l'effet d'associer magistrats et walis à l'enrichissement de ce projet de loi.

S'agissant du rapport d'étape sur l'évolution du processus de numérisation :

Le Président de la République ordonne un nouvel examen du projet de loi relatif à l'état civil

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné, dimanche lors du Conseil des ministres qu'il a présidé, un nouvel examen du projet de loi relatif à l'état civil en y

Monsieur le président de la République s'est félicité de la cadence positive du processus, notamment en ce qui concerne la numérisation des départements ministériels.

Concernant les statuts des corps médical et paramédical :

Monsieur le président de la République a mis en avant le rôle pionnier des corps médical et paramédical dans la garantie de la sécurité sanitaire nationale, d'où l'impératif d'accorder une place particulière à ce secteur, impliquant la protection et la retraite, ainsi que des pensions incitatives en fonction de la nature des zones de travail, les statuts ne devant pas focaliser uniquement sur les aspects financiers. Pour ce faire, Monsieur le président a ordonné un nouvel examen des statuts en Conseil de Gouvernement.

Concernant la revalorisation des pensions et allocations de retraite au titre de l'exercice 2024 pour le régime des retraites pour salariés et non salariés:

Monsieur le président de la République a donné son aval pour la révision des pensions de retraite, toutes catégories confondues, au regard de l'évolution du niveau de vie, en tenant compte des moyens financiers de l'Etat et en veillant à préserver la protection sociale de cette catégorie qui a beaucoup donné au pays, ordonnant au Gouvernement de réexaminer minutieusement en Conseil de Gouvernement et de procéder à des examens approfondis pour définir le niveau

des augmentations à décider de manière progressive lors du prochain Conseil des ministres.

Il a, également, enjoint au Gouvernement de trouver de nouveaux moyens de financement supplémentaires pour la Caisse nationale des retraites (CNR), afin que ces augmentations soient adaptées à l'évolution de l'économie nationale.

Concernant le financement des start-up :

Monsieur le président de la République a affirmé le maintien par l'Etat du financement et du soutien des start-up qui ont évolué de manière remarquable ces dernières années, tout en associant le secteur privé dans cette opération, moyennant des incitations.

La prochaine étape est celle de la Qualité et non de la Quantité, en ce sens que le domaine des start-up est celui de l'économie de la connaissance, de l'intelligence et de l'efficacité économique, affirmant que le financement de ces entreprises doit cibler les jeunes et tenir compte du type de projets créés.

Enfin, le Conseil des ministres a donné son aval pour l'octroi d'une autorisation d'appel d'offres international pour le suivi, la réalisation et l'équipement de la nouvelle Cité médiatique "Dzair Media City".

Dans ce contexte, Monsieur le Président de la République a souligné l'impératif d'associer des entreprises nationales à la réalisation de ce projet vital".

Le Président de la République ordonne un examen approfondi des statuts des corps médical et paramédical

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a enjoint au Gouvernement, dimanche lors du Conseil des ministres qu'il a présidé, de procéder à un examen approfondi des statuts des corps médical et paramédical.

Il a, également, souligné l'impératif de valoriser la place de cette catégorie, de par son rôle dans la préservation de la sécurité sanitaire nationale.

Le Président de la République donne son aval pour la révision des pensions de retraite

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a donné son aval, dimanche lors du Conseil des ministres qu'il a présidé, pour la révision des pensions de retraite, toutes catégories confondues. Cette révision se veut une reconnaissance à l'apport de cette frange au service du pays et tend à en préserver la protection sociale.

ALGÉRIE - ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Attaf reçoit le directeur général de l'OIT

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a reçu, lundi au siège du ministère, le directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT), M. Gilbert Houngbo qui effectue une visite en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère.

La rencontre a permis aux deux parties de passer en revue les relations privilégiées entre l'Algérie et cette organisation internationale et d'examiner les voies et moyens de les renforcer et de les promouvoir à de plus larges perspectives, notamment à travers la mise en œuvre de programmes de coopéra-

tion à dimension régionale et continentale, a précisé la même source.

A cette occasion, M. Attaf a réaffirmé "le soutien absolu de l'Algérie à M. Houngbo, étant le premier responsable africain à occuper le poste de directeur général de l'OIT, un soutien qui s'inscrit dans le cadre de l'atta-

chement permanent de notre pays à renforcer la représentativité africaine au sein des organisations internationales et l'influence continentale sur le processus décisionnel international, au mieux des intérêts des Etats et peuples africains", conclut le communiqué.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale s'entretient avec le DG de l'OIT

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Fayçal Bentaleb, s'est entretenu, dimanche à Alger, avec le directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT), M. Gilbert Houngbo, sur les voies et moyens de renforcer la coopération avec cette agence onusienne.

Intervenant en marge de la visite effectuée par le directeur général de l'OIT en Algérie (du 20 au 23 avril), à la tête d'une importante délégation, la rencontre a été l'occasion pour les deux parties "d'échanger les vues sur les voies à même de renforcer la coopération avec cette agence onusienne et de mettre en avant les grands efforts consentis par l'Algérie pour la promotion du travail décent, du dia-

logue et de la protection sociale". Après avoir salué "l'expérience pionnière de l'Algérie dans le domaine de la sécurité sociale et du dialogue social", M. Houngbo s'est félicité des "bonnes" relations liant l'OIT et l'Algérie dans les domaines du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, exprimant "l'entièvre disposition de l'organisation à renforcer et à approfondir cette coopération".

A son tour, M. Bentaleb a mis en avant "l'expérience de l'Algérie en matière de promotion du dialogue social, insistant sur les acquis réalisés au profit des travailleurs dans le domaine de la sécurité sociale et du travail décent, ainsi que l'évolution enregistrée dans les mécanismes de l'emploi et le système de sécurité sociale en Algérie". Cette

rencontre s'est déroulée en présence du secrétaire général et du chef de cabinet du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, ainsi que de cadres du ministère et des représentants du Bureau de l'OIT en Algérie.

Il convient de rappeler que "l'Algérie qui abrite le bureau de l'OIT pour les pays du Maghreb depuis 1967, compte plusieurs programmes de coopération avec ce bureau, étant considéré comme l'un des pays pionniers en matière de promotion du dialogue et de la protection sociale, en consécration de l'Etat social fondé sur les valeurs et principes de la justice sociale".

PARLEMENT

Le président de l'APN s'entretient avec le président du Conseil consultatif omanais

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali et la délégation l'accompagnant, ont été reçus, dimanche au siège du Conseil consultatif (Conseil de la Choura) omanais, par le président du conseil, Cheikh Khalid Bin Hilal Bin Nasser Al Maawali, les deux parties ayant évoqué les relations bilatérales profondes et ancestrales liant les deux peuples et les deux pays, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement.

Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur d'Algérie au Sultanat d'Oman, Mohamed Ali Boughazi, «M. Boughali a adressé ses sincères condoléances au Sultanat d'Oman suite aux inondations qui ont frappé le pays récemment et qui ont fait des victimes, avant d'entamer les entretiens en mettant en exergue les relations bilatérales profondes et ancestrales liant les deux peuples et les deux pays». Dans ce contexte, le président de l'APN a affirmé que les relations entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman «doivent être hissées au niveau des relations politiques solides liant les dirigeants des deux pays», soulignant la «nécessité de renforcer les échanges commerciaux, culturels et académiques, et d'encourager les hommes d'affaires à investir dans les deux pays vu les potentialités économiques importantes dont ils disposent». Sur le plan parlementaire, M. Boughali a mis en avant «les efforts parlementaires dans l'accompagnement de la

diplomatie officielle», et leur rôle dans l'échange d'expertises et d'expériences et dans la coordination des positions entre les deux pays dans les fora internationaux», ajoute le communiqué.

A cette occasion, le président de l'APN a appelé les deux groupes d'amitié Algérie-Sultanat d'Oman à «intensifier» le dialogue et les consultations», se félicitant de «l'importante évolution» observée dans les relations entre les conseils des deux pays au cours du mandat parlementaire actuels».

S'agissant de la conjoncture internationale, le président de l'APN a réaffirmé «la position ferme de l'Algérie en faveur des causes justes dans le monde, à leur tête la cause palestinienne étant la cause centrale», affirmant que «l'Algérie la défendra dans les fora régionaux et internationaux jusqu'à ce que le peuple palestinien recouvre tous ses droits». Il a en outre salué «la convergence de vues entre les deux pays qui partagent les mêmes prin-



cipes et positions concernant plusieurs questions d'intérêt commun».

De son côté, le président du Conseil consultatif omanais a qualifié les relations entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman d'«historiques et étroites», soulignant le grand intérêt accordé par les autorités omanaises au renforcement et au développement de la coopération

pour inclure les différents domaines, notamment le volet économique qui constitue une priorité pour les deux parties».

Le président du Conseil de la Choura du Sultanat d'Oman s'est félicité de «la hausse du niveau d'échange d'investissements», exprimant son «souhait de le voir se renforcer davantage compte tenu des opportunités prometteuses

dans les deux pays». Le Cheikh Khalid Ben Hilal Bin Nasser Al-Maawali a insisté sur «le rôle que doivent jouer les parlements en faveur de la cause palestinienne», relevant que la situation en Palestine «requiert un intérêt particulier». Il a appelé à consentir davantage d'efforts et à intensifier la consultation dans ce cadre. A l'issue de la rencontre, M. Boughali et la délégation l'accompagnant ont visité le siège du Conseil de la Choura et ses différentes salles et structures.

Au terme de la visite, «M. Boughali a fait une déclaration à la presse locale, lors de laquelle il a évoqué les principaux thèmes qu'il avait abordés lors de sa rencontre avec le président du Conseil de la Choura du Sultanat d'Oman». La délégation s'est rendue, par la suite, à la Grande mosquée du Sultan Qaboos et à l'Opéra royal de Mascate, où elle a visité les différentes structures et écouté les explications données sur ces deux «édifices importants au Sultanat d'Oman».

Une délégation de l'APN en République d'Azerbaïdjan

Une délégation parlementaire du groupe d'amitié «Algérie-Azerbaïdjan», effectue, du 22 au 25 avril, une visite à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, a indiqué dimanche un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN). La vi-

site de la délégation parlementaire, présidée par le président de la Commission de la défense nationale de l'APN et président du groupe parlementaire d'amitié «Algérie-Azerbaïdjan», Gharbi Abdelbasset, intervient à l'invitation de

son homologue à l'Assemblée nationale d'Azerbaïdjan», a précisé la même source. Cette visite «verra l'organisation de plusieurs activités visant le renforcement des liens d'amitié et la promotion de la coopération parlementaire bilatérale», a ajouté la même source. La délégation parlementaire sera composée des députés Khouane Mohammed, Belhadj Fethi, Djabali Farida, Bouchama Ahmed, Tebbal Abdelkrim, Dekhlia Rachid et Bencherif Mohammed Menaoûar.

CULTURE

Lutte contre l'atteinte au patrimoine culturel: Mme Mouloudji préside le lancement d'une session de formation au profit des cadres de la DGSN

La ministre de la Culture et des Arts, Soraia Mouloudji, a présidé, dimanche à Alger, l'ouverture officielle de la 6e session de formation sur «la protection du patrimoine culturel et la lutte contre le trafic illicite des biens culturels», au profit des cadres de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN), et ce dans le cadre de la célébration du mois du patrimoine.

Le coup d'envoi de la 6e session de formation organisée par le ministère de la Culture et des Arts, en coordination avec la DGSN, au profit des cadres de la DGSN sous le thème de la lutte contre l'atteinte au patrimoine culturel (21-25 avril en cours) a été donné à l'Ecole supérieure de Police «Ali-Tounsi», en présence du chef de cabinet du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, du directeur général de la Sécurité nationale et des cadres des corps de sécurité et de l'Armée.

Mme Mouloudji a indiqué que cette session de formation s'inscrit dans le cadre de la célébration par l'Algérie du mois du patrimoine culturel qui se renouvelle chaque année d'18 avril au 18 mai, sous le slogan «Patrimoine culturel et gestion des risques dans un contexte de crises et de catastrophes naturelles», et ce en vue de «mettre en avant l'importance capitale du patrimoine matériel et immatériel, de débattre des différentes questions sensibles et dossier liés aux modes de gestion du patrimoine culturel en période de crises et de catastrophes naturelles, et de trouver des solutions permettant la mise en place des différentes stratégies pour renforcer la protection globale du patrimoine culturel».

«Le phénomène de trafic de biens culturels étant la troisième activité criminelle après le trafic d'armes et de drogues, de tels dépassements nous amènent, aujourd'hui, a-t-elle dit, à redoubler d'efforts pour mettre en œuvre des accords communs et créer des commissions nationales et régionales qui œuvrent ensemble pour défendre le patrimoine de la Nation».

«Il y a, aujourd'hui, une prise de conscience de l'importance de la coopération communie et de la coordination des efforts pour protéger le patrimoine culturel national que recèle notre pays, étant une partie du patrimoine de l'humanité, la mémoire et l'identité de notre Nation, et ce dans le cadre de la lutte contre les crimes y afférents», a poursuivi Mme Mouloudji, soulignant la nécessité de contenir les menaces qui planent sur notre patrimoine riche et diversifié en avortant toute activité criminelle y afférente».

La ministre a mis l'accent sur «l'importance de l'action bilatérale et même collective pour sensibiliser l'ensemble des intervenants en matière de protection et de valorisation du patrimoine culturel pour contribuer au rayonnement culturel et renforcer la coordination opérationnelle, notamment dans la lutte contre le trafic des pièces archéologiques et les formes de criminalité organisée qui y sont liées».

La ministre a salué, à cette occasion, «le professionnalisme» des corps sécuritaire et militaire, notamment la Sécurité nationale ainsi que «travail colossal» que mènent ses différentes unités pour lutter contre les différentes formes d'atteinte au patrimoine culturel au niveau national, la plus grande

opération de saisie ayant été enregistrée fin 2023 avec la récupération de deux trésors monétaires estimés à 15.346 pièces archéologiques grâce à la vigilance des corps de sécurité de la wilaya de Sidi Bel-Abbès.

De son côté, le directeur général de la Sécurité nationale, Ali Badaoui, a affirmé que la question de l'atteinte au patrimoine culturel «revêt une importance majeure qu'elle repose sur le principe de la protection des propriétés culturelles dont regorge notre pays avec son patrimoine matériel, immatériel et intellectuel sur le double plan national et international», précisant que «ce principe se traduit par les actes criminels attentat à ce legs, que les services de sécurité enregistrent chaque année».

M. Badaoui a également évoqué les affaires traitées par les services de police dans le cadre de la sauvegarde des biens culturels nationaux, affirmant que ces affaires témoignent de la poursuite des efforts visant à lutter contre les activités de certains réseaux criminels spécialisés dans ce domaine, notamment les biens mobiliers cibles qui peuvent faire l'objet de trafic illégal. Il a précisé que les enquêtes menées par les services de sécurité ont révélé que certains groupes criminels organisés ont recours aux technologies de l'information et de la communication (TIC) pour attirer leurs clients».

Concernant la session de formation, l'intervenant a évoqué le contenu du programme de formation destiné aux cadres de la Sécurité nationale, qui prévoit l'animation de communications spécialisées et la visite de trois musées nationaux pour bénéficier de présentations pratiques permettant de

découvrir les composantes des biens culturels, outre des rencontres avec des experts et des spécialistes, en associant le secteur de la justice «pour fournir aux services chargés de l'application de la loi, les techniques de recherche et d'enquête dans le domaine du blanchiment d'argent provenant du crime d'atteinte au patrimoine culturel».

ALGÉRIE-MAURITANIE Accord de coopération académique entre le centre universitaire de Naama et l'université de Nouakchott

Un accord de partenariat académique dans les domaines de la recherche, de l'édition et de l'échange des étudiants et des membres des conseils pédagogiques a été signé dimanche à Nouakchott (Mauritanie), entre le centre universitaire «Salhi Ahmed» de Naama et l'université de Nouakchott, a indiqué une source du centre. L'accord a été paraphé au siège de l'université Mauritanienne, du côté du centre de Naama par le Pr Mabkhout Boudouaïa, doyen de l'institut des sciences humaines et sociales, en sa qualité de représentant du recteur du centre universitaire de Naama, Pr Safi Habib, et du côté Mauritanien par le président de l'université de Nouakchott Dr Cheikh Saad Camara. L'accord prévoit la diversification des domaines de coopération scientifique, académique et de recherche dans diverses spécialités et matières de la connaissance et de la technologie et l'échange de publications entre les membres des conseils pédagogiques des deux établissements universitaires, ainsi que les échanges en matière de recherche scientifique, d'enseignement et de formation dans différentes disciplines. Cette collaboration s'inscrit dans le cadre de l'activation et du renforcement de l'ouverture et des échanges scientifiques, académiques et culturels entre les établissements universitaires algériens et mauritaniens et de la consolidation des relations bilatérales entre les deux pays frères, a-t-on conclu.

COMMERCE

Les moutons importés de Roumanie sont destinés à l'approvisionnement du marché et non pour l'Aïd d'El-Adha (ALVIAR)

L'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR), a affirmé, dimanche, dans un communiqué, que les moutons importés de Roumanie sont destinés à l'abattage pour l'approvisionnement du marché national en viande ovine, et non à la vente directe au citoyen pour l'Aïd El-Adha. «Suite aux informations erronées relayées sur certains

réseaux sociaux, faisant état de l'importation de moutons de la Roumanie à des fins de vente au citoyen en prévision de l'Aïd el-Adha, l'Algérienne des viandes rouges informe l'opinion publique que les quotas de moutons importés s'inscrivent dans le cadre de l'opération d'approvisionnement du marché national en viande ovine, et se-

ront destinés directement à l'abattage sous la supervision des autorités vétérinaires compétentes», précise le communiqué. «A ce jour, aucun programme d'importation de moutons destinés à la vente directe au citoyen pour l'Aïd El-Adha n'a été mis en place», souligne ALVIAR.

APS

ORAN**Nécessaire codification des règles de la morale pour faire face aux défis et mutations de la société humaine (participants)**

Les participants à un colloque international sur les méthodes de codification des règles et des concepts moraux, organisée dimanche à l'université d'Oran 1 «Ahmed Ben Bella», ont appelé à œuvrer à codifier les règles morales pour faire face à la régression morale dans le monde et à protéger les sociétés humaines des défis auxquels elles sont confrontées.

Dr. Dahou Faghrour, doyen de la faculté des lettres et des sciences Islamiques de l'Université d'Oran 1 a affirmé, lors de cette rencontre organisée par le Laboratoire des études coraniques en collaboration avec le département de civilisation Islamique de la même université que «le monde nécessite actuellement une conversion des règles morales islamiques en textes juridiques permettant de faire face aux défis qu'affronte la société humaine confrontée à des mutations rapides qui menacent son existence, violentes soient-elles comme les guerres que connaissent de nombreuses régions dans monde, ou pacifiques comme les dangers de l'intelligence artificielle et autres». Pour sa part, Dr Ounis Guergal de l'Institut européen des sciences humaines de France a indiqué que «des règles de morale islamiques nécessitent un effort de spécialistes pour les codifier comme universelles qui ser-

vent les êtres humains en général, quelles que soient leurs croyances et imposent aux Musulmans d'y adhérer, quelle que soit la partie avec laquelle ils traitent», faisant savoir «qu'elles se caractérisent également par l'intégration des aspects de la vie, de la relation de l'homme avec son Créateur, avec les autres en tant qu'individus et avec la société locale et humaine». Dr Lakhdar Lakhdar, enseignant à la faculté des sciences humaines et sciences islamiques de l'université d'Oran a indiqué que «la codification des règles de la morale est passée par plusieurs étapes dans l'histoire du monde musulman et a vu la contribution d'écoles de pensées dont l'école soufie».

«Il faut actuellement œuvrer à codifier les règles morales suivant une vision rassembleuse ne laissant aucun domaine à la divergence entre savants dans différents arts du savoir et permettant de traiter les mutations», a-t-il ajouté.



Dr Serir Hadj Kheira, directrice du Laboratoire des

études coraniques a noté que ce colloque, qui a vu la participation de 70 chercheurs du pays et de l'étranger, vise à réguler les méthodes de formulation du terme moral, à valoriser la règle morale puisée d'approches juridiques contemporaines et à présenter les approches contemporaines dans la formulation et la codification du concept moral et la méthodes de sa réflexion sur la réalité et les pratiques scientifiques.

EL-OUED**Large affluence sur les journées d'information sur la Garde républicaine**

Les journées d'information sur la Garde républicaine ouvertes, dimanche dans la wilaya d'El-Oued, ont drainé une large affluence du public, notamment les jeunes venus s'enquérir des missions de ce corps de l'Armée nationale populaire (ANP). Dans son allocution d'inauguration aux noms du commandant de la Garde républicaine, et du commandant de la 4ème région militaire (4ème RM), le Lieutenant-colonel, Rachedi Hachoud, a souligné que cette manifestation d'information s'inscrit au titre du plan de communication 2023/2024 du haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) portant vulgarisation de l'arme de la Garde républicaine et ses différentes missions. Selon l'officier supérieur, ces

journées tendent à raffermir la relation Armée-Nation, la préservation de l'image d'honneur de l'institution militaire, digne héritière de l'armée de libération nationale (ALN) au travers les acquis réalisés par la Garde républicaine. Cette manifestation d'information a été mise à profit par les jeunes notamment, les universitaires, pour s'enquérir des conditions d'accès à cette institution militaire et les différentes missions et activités, dont la brigades des cavaliers, des fanfares, et autres présents au grand public, a ajouté l'officier supérieur. Notons que la maison de la culture «Mohamed Lamine Lamoudi» d'El-Oued sert de cadre à ces journées d'information devant s'étaler sur quatre jours.

SÉTIF**Journées d'information sur le centre d'instruction de l'infanterie Chahid Ahmed-Kadoudj d'Aïn Arnat**

Des journées d'information sur le centre d'instruction de l'infanterie Chahid Ahmed-Kadoudj d'Aïn Arnat (nord de Sétif) ont été inaugurées, dimanche au Centre d'information territorial de l'Armée nationale populaire (ANP) Chahid Laïfa-Bourkha, à Sétif, en présence des autorités civiles et militaires. Présidant la cérémonie d'inauguration de cette manifestation de 3 jours, le commandant du secteur militaire de Sétif, le colonel Rafik Ghousa, intervenant au nom du commandant de la 5ème région militaire, a souligné que ces journées «représentent une occasion de rapprocher l'institution militaire du citoyen et de consolider le lien armée-nation». Il a indiqué que cet événement «permettra au public de s'informer des différentes missions

opportunités adaptées à leurs aptitudes. Le rôle du Centre d'instruction d'Aïn Arnat consiste à former des élèves sous-officiers du contingent, et des élèves gradés contractuels et du contingent. L'occasion a permis au public de s'informer sur le rôle du centre à travers les différents ateliers ouverts, où ils ont reçu des explications de la part des cadres de l'institution militaire au sujet des moyens de formation et des conditions de recrutement. De nombreux jeunes, approchés par l'APS dès l'ouverture de la manifestation, ont salué l'initiative d'organiser ces journées d'information qui leur permettent de mieux connaître leur armée et ses moyens de formation pour les différentes armes, et en particulier celle de l'infanterie.

AIN DEFLA**Ensemencement prévu de 150.000 alevins de Tilapia rouge en 2024 (direction)**

Un ensemencement de pas moins de 150.000 alevins de tilapia rouge est prévu cette année dans la wilaya d'Aïn Defla, dans le cadre de la promotion de l'aquaculture intégrée à l'agriculture, a-t-on appris, dimanche, de la direction locale de la Pêche et de l'Aquaculture. Le premier responsable du secteur, Abdelhakim Lazaar, a indiqué à l'APS que «150.000 alevins de Tilapia rouge seront ensemencés cette année au niveau de plusieurs communes de la wilaya en vue de déve-

lopper l'aquaculture intégrée à l'agriculture», ajoutant que la première opération d'ensemencement de 10.000 alevins a eu lieu mardi dernier dans la commune d'El Abadia.

L'opération d'ensemencement s'inscrit dans le cadre de la politique et la stratégie du secteur qui consiste à développer cette filière en exploitant les bassins agricoles dans le but d'augmenter la production halieutique nationale, a souligné M. Lazaar. Des opérations

d'ensemencement sont également prévues dans les semaines qui viennent à travers d'autres communes de la wilaya, a-t-il affirmé, indiquant que près 8 agriculteurs se sont engagés pour ensemencer leurs bassins et plusieurs autres ont affiché leur intérêt pour se lancer dans cette activité. «Nous avons mené une grande campagne de sensibilisation pendant des mois au profit des agriculteurs de la wilaya pour pouvoir les convaincre de l'importance de cet investisse-

ment», a ajouté le premier responsable du secteur. Il a fait savoir, à cet effet, que l'activité aquacole, en particulier l'aquaculture intégrée à l'agriculture, dans la wilaya, «commence à susciter l'intérêt chez les professionnels du secteur agricole, soulignant que plusieurs fellahs adhèrent chaque année à l'idée d'investir dans ce créneau. Cet engouement s'explique par les nouvelles mesures incitatives qui ont été prévues par la loi de finances 2024, estime le même responsable,

ajoutant que les mesures prévoient des aides au profit des producteurs de poisson d'élevage, dont une aide de 50 DA pour chaque kilo de poisson produit et une réduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Par ailleurs, le secteur de la pêche et de l'aquaculture à Aïn Defla a réalisé une production de plus de 301 tonnes de poisson en 2023, dont 273 tonnes de la pêche continentale et près de 28 tonnes provenant de l'aquaculture, a-t-il noté.

APS

OUM EL BOUAGHI**Le rôle déterminant des incubateurs d'entreprises dans l'accompagnement et le développement des startups mis en exergue (colloque)**

Les participants à un colloque consacré, dimanche à Oum El Bouaghi, aux start-ups et à leur développement, ont mis en avant le «rôle déterminant des incubateurs d'entreprises dans l'accompagnement et le développement des start-ups» et dans «l'émergence d'un esprit entrepreneurial».

Le cours de cette rencontre intitulée «Le rôle des incubateurs universitaires dans l'accompagnement des startups, le développement de l'esprit entrepreneurial et le soutien à l'innovation», organisée par l'université Mohamed Larbi Ben M'hidi, les différents intervenants ont débattu du rôle des incubateurs et des pépinières d'entreprises, qu'ils soient universitaires ou de statut privé. Égalem ent organisée par l'Union nationale des compétences et des cadres (bureau exécutif de wilaya), en coopération avec l'incubateur d'entreprises de l'université, la Chambre de commerce et d'industrie et la direction de wilaya de l'industrie, la rencontre a donné lieu à une communication du Pr Hamda Daoudi, du centre universitaire Abdelfatih-Boussouf de Mila, intitulée «Le rôle des incubateurs d'entreprises dans la qualification de startups aptes à obtenir un financement».

Le Pr Daoudi a mis l'accent sur les services rendus par les incubateurs d'entreprises aux startups, tels que les espaces de travail (bureaux), l'infrastructure, l'orientation, les opportunités de réseautage et l'accès à l'expertise de l'industrie. Il a notamment souligné le rôle de ces incubateurs dans le développement des compétences en vue d'un financement, «en aidant les startups à préparer un plan d'affaires, une analyse de marché et autres informations exigées pour un financement».

Le Pr Daoudi a aussi évoqué les services que les pépinières d'entreprises peuvent fournir en matière d'accompagnement juridique et administratif des startups, tels que l'enregistrement des entreprises, la protection de la propriété intellectuelle, la rédaction de contrats et le respect des exigences réglementaires, ce qui les qualifie -selon lui- pour obtenir des financements auprès de différentes sources.

Lors d'une intervention à l'ouverture de cette rencontre scientifique, le président de l'Union nationale des compétences et des cadres, Walid Fadli, a fait état des tâches et des rôles des pépinières d'entreprises universitaires dans le soutien aux startups, faisant référence à l'arrêté ministériel n 1275 portant sur le mécanisme «un diplôme, une start-up». Les travaux de ce colloque national, pour lequel le slogan «Entre les exigences de la réussite et celles de la pérennité» a été choisi, ont également donné lieu à plusieurs conférences académiques, animées par des enseignants universitaires issus de plusieurs wilaya du pays (Mila, Khencelia, Tébessa Constantine et Oum El Bouaghi), au cours desquelles ils ont abordé le rôle des incubateurs universitaires d'entreprises dans l'émergence de «l'étudiant entrepreneur», et dans l'accompagnement des start-ups en général. La rencontre a été ponctuée par la lecture d'un certain nombre de recommandations dans lesquelles «la nécessité de développer des mécanismes efficaces pour soutenir, financer et accompagner les start-ups, et encourager l'innovation dans le domaine des sciences humaines et sociales» a été mise en exergue, de même que «la nécessité d'enseigner l'entrepreneuriat comme matière principale tout au long du cursus universitaire et dans toutes les disciplines».

ALGÉRIE - CORÉE DU SUD

Les opportunités de coopération dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, thème d'un forum algéro-sud-coréen

Les opportunités de coopération entre l'Algérie et la Corée du Sud dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture ont été au cœur d'un Forum organisé, dimanche à Alger.

Cette 10e édition du Forum Corée-Afrique sur la pêche "KORAFF 2024", a été organisé par l'Institut maritime coréen (KMI) et le ministère de la Pêche et des Produits halieutiques, en coordination avec l'ambassade de la Corée du Sud en Algérie et l'Agence coréenne pour la coopération internationale (KOICA), sous le thème "Passé, réalité et perspective de la coopération entre l'Algérie et la Corée dans le domaine de la pêche".

L'ouverture du Forum s'est déroulée, sous la supervision de l'Inspecteur général auprès du ministère, Farid Harouadi, en tant que représentant du ministre du secteur, Ahmed Badani, avec le vice-président du KMI, ChoJung Hee, en présence de cadres de plusieurs départements ministériels, de chercheurs, de différentes instances et entreprises coréennes et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Dans une allocution lue en son nom par M. Harouadi, le ministre de la Pêche et des Produits halieutiques, a affirmé que cette édition vise à renforcer la coopération Algérie-Corée dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, laquelle "continue d'atteindre des niveaux excellents", à la faveur de la concrétisation de plusieurs projets techniques, programmes de recherche et de formation qui seront passés en revue lors de ce Forum de deux jours, en vue de débattre des moyens de leur développement et promotion.

Parmi ces projets, le ministre a cité en particulier, le projet expérimental d'élevage de la crevette en eau de mer dans la wilaya de Skikda et le projet expérimental d'élevage de la crevette en eau douce, outre la production des aliments pour poissons dans la wilaya de Ouargla.

Le ministre a également estimé que cet événement qui se tient pour la première fois en Algérie, constitue "une étape importante" pour s'enquérir des opportunités d'investissement et de commerce offertes entre les deux pays dans diverses activités liées au secteur.

M. Badani a également exprimé sa satisfaction quant à la dynamique que connaît son secteur, au regard des indicateurs positifs qui se sont traduits par une augmentation de l'offre nationale de produits halieutiques et aquacoles, avec le renforcement et le développement des capacités de la flotte algérienne de pêche.

Dans ce contexte, il a souligné le "grand" intérêt accordé au secteur de la Pêche en Algérie par les pouvoirs publics, au vu de sa contribution directe au développement de l'économie nationale et au renforcement de la sécurité alimentaire du pays, reflété via un ambitieux programme visant principalement à augmenter les capacités productives du secteur à travers le développement de ses différentes activités notamment l'aquaculture, la pêche en haute mer et les industries afférentes.

De son côté, le vice-président du KMI s'est félicité du niveau de coopération établie avec l'Algérie, partenaire important dans ce secteur, soulignant la nécessité d'intensifier cette coopération notamment en termes de ressources humaines, de formation et du transfert d'expériences. Dans des déclarations à la presse, l'inspecteur général du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques a qualifié la coopération entre les deux pays de "fructueuse, sérieuse et efficace", traduite par des projets concrets réalisés sur le terrain en Algérie.

Le premier jour du Forum, fondé en 2010, a connu plusieurs présentations sur les changements et les défis rencontrés par le secteur de la pêche dans les pays de l'Afrique du Nord, mais aussi sur les expertises de l'Algérie et de la Corée du Sud en la matière.

Dans ce cadre, le responsable régional à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA), Ahmed Al-Mazrouai, a mis l'accent sur l'importance majeure de l'aquaculture dans la région MENA, ainsi que son rôle prépondérant dans la sécurité alimentaire, précisant que cette filière avait augmenté de 132% au cours de 20 ans pour atteindre près de 1,8 millions de tonnes en 2021, d'une valeur de plus de 2,5 milliards de dollars dans cette région.

En outre, il a évoqué les bienfaits des aliments aquatiques, source directe d'acides gras oméga-3 et de plusieurs éléments nutritifs essentiels ayant prouvé leur efficacité dans la réduction de la tension artérielle et des niveaux de cholestérol, en plus de l'amélioration du système cardiovasculaire. Plusieurs interventions par des cadres du ministère et des représentants d'entreprises coréennes ont été au programme de cette journée, à travers lesquelles l'accent a été mis sur le programme et la stratégie des deux pays dans le développement du secteur de la Pêche et des Productions halieutiques, mais aussi de l'aquaculture.

KHENCHELA

Le programme de l'économie sociale et solidaire vise à améliorer l'employabilité des jeunes (rencontre)

Les participants à une journée d'information sur le programme de l'économie sociale et solidaire au service d'une inclusion économique durable organisée dimanche à Khenchela au profit des jeunes entrepreneurs ont indiqué que ce programme "vise à améliorer l'employabilité des jeunes et la création de richesses".

Le coordinateur local du programme Mahieddine Djebar a précisé en marge de la rencontre organisée par la direction de wilaya de l'emploi en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) que cela se concrétise à travers la mise en place d'un système adéquat pour le développement économique, social et solidaire contribuant au soutien du processus de concrétisation de projets dans ce domaine et l'inclusion économique durable pour les entrepreneurs et



incluses dans le cadre de ce programme, et comment y adhérer.

Il a précisé que la rencontre a été mise à profit pour faire connaître le système de l'économie sociale et solidaire en Algérie, le rôle des instances concernées localement et les méthodes de concertation et de collaboration à adopter pour relancer le dynamisme économique,

social et solidaire à l'échelle locale. Dans ce cadre il a indiqué que le programme cible à titre prioritaire les secteurs de l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'aquaculture, le patrimoine, l'artisanat, la collecte et le recyclage des déchets, ajoutant que la validation des projets des jeunes et des femmes prendra en considération l'évaluation des projets innovants,

notamment ceux contenant ou portant des solutions numériques. M. Djebar a indiqué que pour sélectionner des projets de l'économie sociale et solidaire, il est obligatoire que ces projets soient menés par des jeunes ou femmes qui emploieront la même catégorie pour une durée de réalisation fixée entre 6 et 12 mois avec un budget oscillant entre 2,2 millions DA et 3 millions DA.

Ce programme a été lancé à Alger le 29 janvier dernier et ce, dans le cadre de la convention de coopération entre le ministère du Travail, de l'emploi et de la Sécurité sociale et l'Union européenne, a-t-on rappelé.

Le PNUD supervise la concrétisation de ce programme dans 12 wilayas du pays, à savoir Timimoun, El Baydh, Meniaâ, Béni Abbès, Bouira, Tizi Ouzou, Boumedès, Médéa, Batna, Khenchela, Oum El Bouaghi et M'sila, a-t-on noté.

AGRICULTURE

Concours Africa Sipsa Innov Award: lancement de la 4^e édition samedi prochain

La 4^e édition du concours de l'innovation dans l'agriculture en Afrique "Africa Sipsa Innov Award" sera lancée samedi prochain, a annoncé dimanche dans un communiqué le cercle de réflexion de l'incubateur Filaha Innov (GRFI), organisateur du l'événement.

Ce concours est destiné aux porteurs d'idées et de projets innovants africains dans les différents domaines de l'agriculture, de l'agro-alimentaire, de la pêche et de l'aquaculture, précise la

même source, ajoutant que le trophée de cette édition est baptisé "Trophée Sid Ahmed Ferroukhi", en hommage à l'ancien ministre de l'Agriculture, décédé en juin 2022.

A travers cette compétition africaine, les organisateurs visent à "contribuer à la mise en place d'un écosystème favorable à l'élosion du génie créatif de la jeunesse, à la promotion et au développement de startups et de micro-entreprises pérennes et pro-

pères soutenues par des dispositifs réglementaires et financier évolutifs, souples et dynamiques mis en place par l'Etat" selon le communiqué.

Le concours offrira également "un espace privilégié à une jeunesse débordante de créativité pour valoriser ses connaissances scientifiques et le savoir-faire ancestral de notre paysannerie, par l'intégration notamment d'outils technologiques des temps nouveaux".

ALGÉRIE - POLOGNE

Des opérateurs polonais intéressés par l'investissement dans l'Agriculture et les Energies renouvelables en Algérie

Plusieurs investisseurs polonais ont affiché, dimanche à Alger, leur intérêt concernant l'investissement dans divers secteurs en Algérie, notamment l'Agriculture, l'Agroalimentaire et les Energies renouvelables, et ce, après avoir pris connaissance de l'évolution du climat d'affaires en Algérie au cours des dernières années.

Les investisseurs polonais s'exprimaient lors d'une rencontre de travail entre l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et une délégation d'hommes d'affaires polonais, présidée par le Directeur général (DG) de l'Agence, M. Omar Rekkache, en présence du Directeur de la promotion et du soutien aux échanges économiques au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Rabah Fassi, et de la chargée des Affaires économiques à l'ambassade de Pologne en Algérie, Mme Ewa Niemier-Pawlowska.

La délégation polonaise était composée de représentants d'une vingtaine de sociétés,

tés, spécialisées principalement dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire et des énergies renouvelables.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Rekkache a affirmé que cette rencontre constitue une occasion pour mettre en avant les opportunités d'investissement disponibles en Algérie, ainsi que pour l'examen des moyens de concrétisation des projets communs entre les investisseurs polonais et leurs homologues algériens.

A cet égard, le DG a relevé que l'Algérie "offre de grands avantages concurrentiels, notamment pour les coûts des éléments de la production (énergie et main-d'œuvre), outre sa situation géographique l'émergeant en portail du marché africain et même européen".

Ces avantages ont permis à l'AAPI d'enregistrer depuis le 1er novembre 2022 (date du début de son activité) et jusqu'à la fin du mois de mars 2024, 118 projets d'investissements liés à des étrangers, a ajouté M. Rekkache, qui a fait

savoir que des sociétés polonaises avaient affiché une volonté de réaliser "d'importants investissements" en Algérie.

De son côté, M. Fassi a mis en avant les relations politiques "solides" liant l'Algérie et la Pologne, soulignant l'importance de promouvoir les relations économiques entre les deux pays notamment après les réformes qu'a effectuées l'Algérie pour améliorer le climat d'affaires.

Mme Pawlowska a, pour sa part, affirmé que des efforts étaient en cours pour relancer des investissements polonais en Algérie notamment dans les domaines de l'agriculture, des produits alimentaires, de l'emballage et des énergies renouvelables (EnR), affirmant la disponibilité des entreprises polonaises pour contribuer à l'augmentation des exportations de l'Algérie, en particulier vers les pays africains.

Par ailleurs, elle a souligné que la Pologne sera présente au Salon professionnel de la production agroalimentaire (DJAZAGRO), au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger, mais aussi au Salon international de l'investissement et des Produits africains dans la wilaya d'El Oued, prévu du 22 au 25 avril.

Le représentant de l'Agence polonaise d'investissement et de commerce, Maciej Kłosak, a, à son tour, expliqué que l'importance accordée par l'Algérie au développement des secteurs de l'agriculture et des EnR a suscité l'intérêt d'entreprises polonaises activant dans la production des machines agricoles, d'engrais et de panneaux solaires.

La rencontre a permis à des cadres de l'AAPI d'échanger avec la délégation polonaise et de lui fournir des explications sur le système incitatif d'investissement, le rôle de l'Agence dans l'accompagnement des investisseurs, les conditions d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat aux fins de réalisation de projets d'investissement, et les facilitations apportées par la plateforme numérique de l'Investisseur.

MARCHÉS BOURSIERS

Les Bourses chinoises indécises à l'ouverture

Les Bourses chinoises ont ouvert lundi sans direction claire, les yeux rivés sur le Proche-Orient. Dans les premiers échanges à Hong Kong, l'indice Hang Seng gagnait 1,15% à 16.410,83 points.

De son côté, l'indice composite de la Bourse de Shanghai cédait 0,20% à 3.059,06 points, tandis que la place de Shenzhen était en baisse de 0,55% à 1.677,32 points.



La Bourse de Tokyo en rebond après une semaine désastreuse

La Bourse de Tokyo partait lundi en rebond après avoir dévissé la semaine dernière, l'indice vedette Nikkei reprenant 0,54% à 37.268,46 points vers 00H40 GMT, alors que l'indice élargi Topix progressait de 1,37% à 2.662,32 points. Cependant, la déprime dans le secteur des semi-conducteurs, un autre facteur de la dégringolade

de la Bourse de Tokyo la semaine dernière, perdurait lundi, dans la foulée du dérapage de la tech américaine vendredi, Nvidia en tête. Le dollar était stable mais restait à un niveau très élevé par rapport au yen, à raison d'un dollar pour 154,62 yens vers 00H30 GMT contre 154,64 yens vendredi à 21H00 GMT. L'euro s'appréciait à

164,85 yens contre 164,78 yens en fin de semaine dernière, et cotait à 1,0660 dollar contre 1,0656 dollar vendredi à 21H00 GMT. Le pétrole était en retrait; peu après 00H00 GMT le baril de WTI américain cédait 0,14% à 83,02 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord perdait 0,57% à 86,79 dollars.

ETATS UNIS

L'économie américaine poursuit sa "légère expansion" en mars (rapport)

L'activité économique aux Etats-Unis a poursuivi sa vitesse de croisière, montrant une "légère expansion" en mars, un peu plus répandue que le mois d'avant, selon le Livre beige de la Réserve fédérale, un rapport économique mensuel publié mercredi.

Dix régions sur la douzaine qui comprend le système de Réserve fédérale (Fed) ont connu une modeste croissance économique, davantage qu'en

février où huit régions étaient en croissance. Les régions industrielles de New York et de Philadelphie ont vu leur activité stagner. Ce rapport qui glane sur le terrain des données économiques dans tout le pays est le bilan de santé le plus frais, établi par la Fed avant sa prochaine réunion monétaire le 1er mai. Il indique que les dépenses des consommateurs ont "à peine augmenté" et que les acteurs économiques "sont

prudemment optimistes" pour la suite de l'activité. L'emploi est resté généralement positif, en modeste croissance dans neuf régions tandis qu'il a stagné dans trois autres.

Les salariés ont progressé "à un rythme modéré" dans huit régions. Les hausses de prix sont restées "modestes" en moyenne comparables à ce qu'elles étaient le mois dernier. Le rapport mentionne les risques géopolitiques autour

de la Mer Rouge mais aussi l'écroulement du pont du port de Baltimore (nord-est), détruit fin mars par un immense porte-conteneurs, qui peuvent "causer des retards de livraison mais qui n'ont jusqu'ici pas provoqué de hausses de prix répandues". L'enquête signale par ailleurs que les entreprises se plaignent de plus en plus d'avoir du mal à faire passer les hausses de coûts sur les prix à la clientèle.

IRAK

Des accords énergétiques avec des entreprises américaines

L'Irak a signé plusieurs mémorandums d'entente dans le domaine de l'énergie et des hydrocarbures lors de la visite de son Premier ministre aux Etats-Unis, Mohamed Chia al-Soudani, notamment un partenariat dévoilé jeudi qui permettrait en fine d'augmenter la production électrique du pays de 3.000 MégaWatts. Le chef du gouvernement qui avait entamé samedi une visite de sept jours aux Etats-Unis, a assisté mercredi à la signature de dizaines de protocoles d'accord portant notamment sur la réhabilitation des centrales électriques irakiennes et l'exploitation du gaz libéré et actuellement brûlé sur les champs

pétroliers. Actuellement les centrales électriques irakiennes sont ultra-dépendantes du gaz fourni par l'Iran voisin, qui couvre près d'un tiers des besoins énergétiques de l'Irak. L'un des protocoles d'accord a été conclu avec l'entreprise General Electric pour "assurer l'entretien et la modernisation du secteur électrique en Irak sur une période de cinq ans", a indiqué le ministre de l'Électricité, Ziad Fadel. Le projet concerne 18 centrales électriques d'une capacité totale de production de 7.500 MégaWatts (MW), et doit permettre également "la fourniture de 3.000 MW supplémentaires au réseau national", a-t-il dit.

ALLEMAGNE

L'économie devrait légèrement croître au 1^{er} trimestre (Banque centrale)

L'économie allemande devrait légèrement croître au premier trimestre de l'année en cours 2024, évitant le spectre d'une récession hivernale grâce à un réveil de la production et des exportations, a indiqué jeudi la Banque fédérale allemande.

Le produit intérieur brut réel (PIB) de la première économie européenne "devrait avoir légèrement augmenté au premier trimestre", après le recul de 0,3% enregistré lors du dernier trimestre de 2023 et sur l'année écoulée, écrit la

Bundesbank dans son bulletin mensuel. L'institution estimait encore en février que l'économie allemande connaîtrait une nouvelle contraction de janvier à mars. Une deuxième baisse consécutive qui aurait plongé le pays dans une récession technique. Or, l'activité "s'est quelque peu améliorée", même si "une reprise complète n'est pas encore assurée", selon la Buba.

L'embellie vient d'"une production industrielle légèrement plus élevée" ces

dernières semaines, ainsi que d'une "augmentation des exportations de biens". En outre, le temps "exceptionnellement doux" en février a entraîné un très fort rebond de la production dans le secteur très affaibli de la construction, note l'institution. De son côté, le Fonds monétaire international a abaissé mardi sa prévision de croissance allemande à 0,2% pour 2024, égale désormais à celle du gouvernement allemand, et contre 0,5% attendu en janvier.

NORVÈGE

Le fonds souverain a gagné plus de 100 mds d'euros au 1^{er} trimestre

Le fonds souverain de la Norvège, le plus gros au monde, a gagné plus de 100 milliards d'euros au premier trimestre, bénéficiant de la reprise boursière, a-t-il annoncé jeudi. Le fonds pétrolier, son nom courant car il est abondé par les revenus que l'Etat norvégien tire de l'exploitation des hydrocarbures, fait état d'un rendement de 6,3% sur les trois premiers mois de l'année. Les 1.210 milliards de

couronnes (103 milliards d'euros) de gains ont contribué à porter sa valeur au niveau faraïmieux de 17.719 milliards de couronnes (1.508 milliards d'euros) à la fin du trimestre.

"Nos investissements en actions ont enregistré un rendement très solide au cours du premier trimestre, notamment grâce au secteur technologique", a commenté le numéro deux du fonds, Trond Grande, dans un communiqué.

Les placements en actions, qui représentent 72,1% du portefeuille, ont gagné 9,1%, portés par l'embellie boursière liée aux espoirs d'un reflux des taux d'intérêt. Le fonds norvégien est le plus gros investisseur individuel au monde: avec des parts dans près de 9.000 entreprises, il détient en moyenne 1,5% de tous les groupes cotés sur la planète.

Ses investissements obligataires (26% des actifs) ont en

revanche perdu 0,4% au premier trimestre. Les autres classes d'actifs sont aussi dans le rouge: les placements immobiliers et ceux, encore très marginaux, dans les projets d'énergies renouvelables non cotés ont cédé respectivement 0,5% et 11,4%.

Mis au pied au début des années 1990, le fonds est censé financer les dépenses futures du généreux Etat-providence norvégien.

BRÉSIL

Production historique de sucre

La production de sucre au Brésil a atteint un niveau historique sur la saison 2023-2024, confortant le pays comme premier producteur mondial, ont annoncé jeudi, les autorités brésiliennes.

La production s'est élevée à 45,7 millions de tonnes, soit une augmentation de 24%, a annoncé dans son dernier rapport la Compagnie nationale d'approvisionnement (Conab). Premier exportateur mondial de sucre, le Brésil a en outre atteint un record de ventes à l'étranger entre avril 2023 et mars 2024, à 35,2 millions de tonnes, une hausse de 26,8% par rapport à la saison précédente.

Outre la hausse des prix mondiaux, la Conab pointe une "baisse des expéditions de producteurs importants tels que l'Inde et le Pakistan, qui ont souffert de problèmes climatiques". Le brésilien a récolté 713,2 millions de tonnes de canne à sucre durant cette saison (+16,8%). Ce résultat reflète la hausse de la productivité dans les principales régions productrices, poussée à la fois par les investissements du secteur pour renouveler les plantations et par des conditions climatiques favorables, notamment dans l'Etat de São Paulo (sud-est), explique l'organisme public.

La productivité dans les champs a atteint 85,58 kilos par hectare, en hausse de 16,2% par rapport à la précédente récolte. Face à des prix mondiaux du sucre attractifs, les producteurs brésiliens ont favorisé la production de la matière première plutôt que celle de l'éthanol produit à partir de la canne à sucre, qui a tout de même augmenté de 12%, à 29,7 milliards de litres.

Après avoir atteint en septembre dernier leur plus haut niveau depuis 2010, les prix mondiaux du sucre tels que calculés par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sont depuis redescendus, notamment au vu des perspectives de récolte abondante au Brésil.

En mars, l'ampleur des exportations en partance du Brésil a également pesé sur les prix mondiaux du sucre". Mais des " craintes persistantes quant à la récolte" dans le pays sud-américain, "qui a souffert de conditions météorologiques sécheres prolongées", ont cependant "limité le recul des prix", écrivait la FAO dans son rapport mensuel sur les prix alimentaires début avril.

TUNISIE

Hausse de plus de 6% des projets industriels déclarés au premier trimestre de 2024

Le nombre de projets industriels déclarés, au cours du premier trimestre de 2024 en Tunisie, a augmenté de 6,9%, soit 966 déclarations, contre 904 au cours de la même période 2023, indique l' Agence tunisienne de promotion de l'industrie et de l'innovation (APII).

Ces projets permettront de créer plus de 10.000 postes d'emploi, selon l'APII.

Selon un communiqué publié, jeudi, par le ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, l'APII a évoqué le développement des investissements étrangers d'une valeur de 15,2%, soit 164,4 millions de dinars tunisiens (DT) en valeur. Le nombre des nouvelles créations a également évolué de 16,7 %, ce qui représente 34 % de toutes les déclarations.

La valeur des exportations du secteur industriel s'est sensiblement améliorée de 3% pour atteindre 14.637 millions de DT générant un excédent au niveau de la balance commerciale industrielle de 635,1 millions de DT, contre un déficit de 438,4 millions de DT au cours du premier trimestre de 2023.

Au niveau des services, les investissements ont augmenté de 63,4 % (13,1 millions DT au cours du premier trimestre de cette année, contre 191,6 millions DT au cours du premier trimestre de 2023).

Les mêmes données indiquent que 2.772 sur un total de 4.198 projets sont achevés ou lancés, soit 66 % contre 63,9 % en 2023 et 43 % en 2022.

JAPON

L'inflation a ralenti en mars (+2,6% hors produits frais)

La hausse des prix à la consommation au Japon a ralenti un peu plus que prévu en mars (+2,6% hors produits frais, contre +2,8% en février), selon des données publiées vendredi par le ministère des Affaires intérieures.

Le consensus d'économistes de l'agence de presse financière Bloomberg tablait sur une inflation légèrement supérieure (+2,7%).

PROGRAMME DE FORMATION À L'ACTION SOCIALE Lancement de sessions pour les présidents d'APC à Alger...

Le programme de formation des présidents des Assemblées populaires communales (APC) sur la politique d'action sociale, organisé par la Direction de l'Action sociale et de la Solidarité de la wilaya d'Alger en coordination avec les services de la wilaya, a été lancé dimanche à Alger.

Ce programme, qui s'inscrit dans le cadre de la série de sessions de formation lancées par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire au profit des présidents d'APC, comprend deux sessions de formation qui se dérouleront du 21 au 25 avril et du 5 au 9 mai 2024.

Les 29 présidents d'APC concernés par cette session dans

sa première étape, auront l'occasion de s'informer sur la politique d'action sociale et l'organigramme de la Direction. Ils aborderont, par la suite, la question de l'allocation forfaitaire de solidarité, les cellules de proximité de solidarité, ainsi que le dossier des patients démunis sans couverture sociale.

Le programme abordera également la prise en charge des catégories vulnérables à travers la garantie de différentes aides sociales, telles que les opérations de solidarité pendant le mois de Ramadhan et le cartable scolaire, ainsi que les mesures et les mécanismes adoptés pour prendre en charge les familles, les personnes aux besoins spécifiques, les personnes âgées, les enfants, les adolescents, les démunis et les nécessiteux.

gories vulnérables à travers la garantie de différentes aides sociales, telles que les opérations de solidarité pendant le mois de Ramadhan et le cartable scolaire, ainsi que les mesures et les mécanismes adoptés pour prendre en charge les familles, les personnes aux besoins spécifiques, les personnes âgées, les enfants, les adolescents, les démunis et les nécessiteux.



... Ouargla et Touggourt ...

Une session de formation dédiée à la vulgarisation de la stratégie du secteur de l'action sociale et de la solidarité, les cadres juridiques et réglementaires de sa mise en œuvre, au profit des présidents des Assemblées populaires des communes des wilayas d'Ouargla et Touggourt, a été ouverte dimanche dans la wilaya d'Ouargla dans le cadre de la mise en œuvre du programme du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire. En-

cadré par des responsables de la Direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS), cette session, devant s'étaler sur cinq jours (du 21 au 25 avril), vise à soutenir les connaissances des élus locaux sur la stratégie sociale de l'Etat, le cadre juridique et réglementaire pour sa concrétisation, les dispositions et mécanismes pronées par le secteur pour la prise en charge et la protection des catégories vulnérables, la famille, les personnes aux besoins spécifiques, l'enfance et les personnes âgées, a

expliqué le directeur du secteur, Ahmed Sakhi. Les missions assignées aux différents services et organismes spécialisés relevant du secteur de la solidarité des deux wilayas, et le rôle socio-économique du secteur, partenaire social, seront abordés, lors de cette session qu'abrite le Centre national de formation et de perfectionnement des personnels des collectivités locales d'Ouargla, en présence de 21 présidents des Assemblées populaires des communes des wilayas d'Ouargla et Touggourt, d'ouverture de cette session.

a indiqué le même responsable. Retenu au titre des efforts de l'Etat portant amélioration du service public et de la gestion de la structure publique locale, cette session tend à soutenir et accompagner les P/APC à accomplir leurs missions d'une manière efficace au regard de l'importance que revêt la commune, cellule essentielle dans les stratégies de développement local, a fait savoir, de son côté, le secrétaire général de la wilaya, Tahar Chettih, en ouverture de cette session.

... et Tissemsilt

La direction de l'action sociale et de la solidarité de la wilaya de Tissemsilt a lancé une session de formation, au profit des présidents des Assemblées populaires communales (P/APC) de 22 communes de la wilaya, sur les programmes importants pris en charge par le secteur, ciblant essentiellement les catégories vulnérables. Le directeur de l'action sociale et de la solidarité, Mohamed Boukhal a indiqué que cette formation de cinq jours, assurée par les cadres de la direction et des cellules de proximité de solidarité, s'inscrit dans le cadre de la politique tracée par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire pour former les présidents des

Assemblées populaires communales. Cette session de formation, s'articulant autour de cinq axes majeurs liés aux mesures et mécanismes adoptés par la direction de l'action sociale et de la solidarité, vise à prendre en charge les catégories vulnérables, les personnes âgées, les personnes à besoins spécifiques, les enfants défavorisés et les nécessiteux. Elle a également pour objectif de mettre en valeur les textes juridiques et la législation en la matière afin de mieux répondre aux besoins de cette frange et d'améliorer le cadre de vie des citoyens, à travers divers programmes de développement dont notamment ceux inscrits à l'indicatif du secteur de l'action sociale dans la wilaya.

SEAL

Près de 31 millions m³ d'eau potable produits durant le mois de Ramadhan

Près de 31 millions m³ d'eau potable ont été produits pour répondre aux besoins des habitants des wilayas d'Alger et de Tipasa pendant le mois de Ramadhan, selon un bilan publié ce dimanche par la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAL). La SEAL a indiqué, dans son bilan, que depuis le début de 2024, elle a assuré l'approvisionnement en ressources en eau nécessaires pour garantir la continuité du service public de l'eau durant tout le mois de Ramadhan, ce qui a permis de produire près de 31 millions m³ d'eau potable, soit une moyenne de 865.000 m³/jour pour la wilaya d'Alger, et 176.000 m³/jour pour la wilaya de Tipasa.

Ainsi, la société a réussi à maintenir le programme de distribution habituel en dépit de l'augmentation de la demande en eau durant le mois de ramadan, en apportant quelques ajustements «légers» au niveau des régions où les structures de stockage permettent de renforcer la distribution. Le programme de distribution a donc été maintenu pour approvisionner 60% des communes d'Alger en eau pendant le ramadan au quotidien, avant d'augmenter cette proportion à 80% pendant les jours précédant Aid El-Fitr et durant les jours de fête. La SEAL a souligné que ses équipes opérationnelles chargées de la distribution avaient assuré une surveillance continue des horaires et des périodes d'approvisionnement en eau, 24/24h, afin de garantir une pression et un débit suffisants de cette ressource vitale. Ainsi, au moins 30 essais de pression et de débit ont été effectués quotidiennement dans les différents centres opérationnels de la société. Dans le cadre des mesures proactives prises pour assurer la pérennité du service public, les centres opérationnels de la SEAL ont assuré la maintenance des différentes structures de production et mené 118 opérations d'aménagement de puits artésiens dont 61 au niveau de la wilaya d'Alger et 54 à Tipasa.

La société a, également, mené 22 opérations de réparation au niveau des grands systèmes de transfert d'eau, ce qui a permis un approvisionnement régulier des consommateurs durant ce mois, selon le

même bilan. Elle a assuré, en outre, la réparation des fuites d'eau au niveau du système «Isser-Kedara», et ce de par les nombreuses interventions stratégiques de son équipe, via les structures et réseaux exploités au niveau des wilayas d'Alger et de Tipasa, les équipes opérationnelles ayant réparé 32 fuites enregistrées au niveau des différents grands systèmes de transfert d'eau pour assurer le transfert de cette ressource vitale et réduire les dégâts matériels. Dans cette même perspective, la SEAL a mis en place, durant le mois de Ramadhan, un plan opérationnel mobilisant 38 équipes d'intervention pour le constat et la maintenance des différents canaux de distribution d'eau sur une étendue de 6.653 km, en sus de l'appui des entreprises conventionnées avec la Direction de l'hydraulique de la wilaya d'Alger (DHW).

Cette mobilisation a permis de travailler

à un rythme d'intervention rapide pour réparer 66 fuites quotidiennement, avant la réparation d'un total de 5.941 fuites depuis le début 2024, dont 1895 fuites réparées, enregistrées durant le mois de Ramadhan au niveau des wilayas d'Alger et de Tipasa.

Pour ce qui est du suivi de la qualité de l'eau, le laboratoire central de la SEAL et les directions opérationnelles ont

effectué plus de 19.000 analyses physico-chimiques et plus de 4.400 analyses bactériologiques au niveau des centres de production, des structures de stockage et auprès des clients dans les deux wilayas au cours du premier trimestre de 2024, outre 42.000 tests de chlore sur le terrain, afin de s'assurer de leur conformité aux normes en vigueur. «La SEAL accorde une importance majeure à la garantie de la qualité de l'eau produite et distribuée, sachant que ses opérations font l'objet d'un contrôle strict qui assure son laboratoire central, agréé par l'Organisme algérien d'accréditation (ALGERAC)», selon la même source.

Par ailleurs, afin de prendre en charge les préoccupations des clients durant cette occasion de manière rapide et efficace, la Société a redoublé d'efforts en matière de réactivité via le centre d'accueil téléphonique opérationnel, outre sa présence active sur les plateformes des réseaux sociaux. Dans son bilan, la SEAL a fait état d'une série d'actes de vandalisme durant le mois de Ramadhan dernier, au niveau de 17 puits artésiens, engendrant un déficit de 15.269 m³/jour, soulignant qu'une action avait été engagée pour remettre en service les puits en question et assurer la continuité du service.



EL TARF

Saisie de plus de 2kg de corail brut destiné à la contrebande

Les services de la police judiciaire de la sûreté de wilaya d'El Tarf sont parvenus à la saisie d'une quantité de 2,3kg de corail brut destiné à la contrebande, a-t-on appris dimanche du responsable de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps constitué.

L'opération a permis l'arrestation d'un individu âgé de 40 ans originaire de la wilaya d'El Tarf, impliqué dans un crime de « possession de corail brut sans justificatif légal destiné à la contrebande », a précisé l'officier principal de police, Hamza Djellab. La concrétisation de l'opération a eu lieu sur la base de renseignements parvenus aux éléments de police dénonçant un individu résidant sur la bande frontalière de la wilaya d'El Tarf qui détenait et stockait une quantité considérable de corail rouge brut obtenue suite à des actes de pillages et de pêche illégale,

selon le même responsable. Munis d'un mandat de perquisition dans le domicile du suspect, les éléments de la police sont parvenus à l'arrêter, a ajouté la même source. L'opération a donné lieu à la saisie d'équipements de récolte de corail de manière illégale dont, notamment une combinaison de plongée, 2 haches de format moyen, des filets, un moteur de bateau de pêche (40 chevaux), 2 bouteilles d'oxygène, une somme d'argent en monnaie nationale en plus d'un véhicule de tourisme doté d'un réservoir d'essence aménagé pour servir la contrebande de diesel, a souligné la même source. Un dossier judiciaire a été élaboré à l'encontre de l'individu arrêté qui a été présenté devant les instances judiciaires concernées qui l'ont placé sous mandat de dépôt.

APS

CENTRAFRIQUE

Le bilan du naufrage d'une baleinière s'alourdit à 62 morts

Au moins 62 personnes sont mortes et plusieurs autres portées disparues après le naufrage d'une baleinière survenu vendredi sur la rivière Mpoko, près de la capitale centrafricaine, alors qu'elles se rendaient au village Mokélo pour l'enterrement d'un notable récemment décédé.

Près de 48 heures après le naufrage, le bilan est passé de 58 à 62 morts, après que les corps sans vie de trois femmes et d'une enfant ont été repêchés dans la nuit de samedi à dimanche non loin du reste de la baleinière près des rives, ont confirmé plusieurs témoins. «Nous avons retrouvé les corps sans vie de trois femmes et une jeune fille. Leurs corps ont été inhumés juste au bord de la rivière, non

loin du lieu du drame», a indiqué à l'agence Chine nouvelle, Maïck Azoumalé, un plongeur de sable.

Le bilan provisoire a été confirmé par Thomas Dimassé, directeur général de la Protection civile. «Nous travaillons actuellement avec des volontaires, surtout des plongeurs qui nous aident à retrouver les corps des disparus», a ajouté M. Dimassé.



Poursuite des recherches des disparus

Les recherches des personnes portées disparues lors du naufrage d'une péniche surchargée en Centrafrique, dans laquelle au moins 58 personnes sont mortes vendredi sur la rivière Mpoko à Bangui, se poursuivaient dimanche. Pour l'heure, le bilan définitif des victimes n'a pas été communiqué et des familles sont toujours à la recherche de leurs proches. La péniche dédiée au transport de personnes, appelée baleinière, était surchargée de passagers se rendant aux obsèques

d'un chef de village, selon des témoins. La structure en bois du bateau à un étage a cédé sous le poids des passagers restés debout ou juchés sur l'éclat. L'embarcation s'est brisée à la dévastation ainsi qu'au niveau des latrines. Il y avait énormément de monde déjà en haut, c'était rempli et à l'intérieur aussi, relate Asael Bissa, un riverain qui a assisté au chavirement très peu de temps après son départ de l'embarcadère. Les extracteurs de sable et les pêcheurs des environs ont été les

premiers à porter secours aux naufragés avant que les équipes de la protection civile ne repêchent «58 corps» vendredi. Les familles des disparus ont monnayé ce weekend les services des piroguiers pour sonder les eaux de la rivière. Dans une allocation enregistrée vendredi, diffusée samedi à la radio publique, le porte-parole du gouvernement, Maxime Balalou, a fait état «d'un bilan provisoire d'au moins 30 personnes décédées, des disparus et plusieurs blessés».

CHINE

Des pluies diluviales dans le sud du pays font au moins trois morts

Au moins trois personnes ont perdu la vie en Chine après des pluies torrentielles dans le sud du pays, qui ont provoqué des inondations et entraîné l'évacuation de dizaines de milliers d'habitants, ont indiqué lundi des médias locaux.

Des pluies diluviales frappent depuis jeudi la province du Guangdong. Les fortes précipitations ont fait gonfler les cours d'eau à un niveau tel qu'il fait craindre les «inonda-

tions du siècle», selon les autorités locales. «Trois personnes ont péri», a indiqué l'agence de presse Chine nouvelle, citant l'organisme supervisant les situations d'urgence, tandis que 11 personnes sont toujours portées disparues. Plus de 53.000 personnes de la province ont dû être relogées, a précisé Chine nouvelle. L'immense majorité a été évacuée de Qingyuan, une ville située à une soixantaine de kilomètres de Canton et traversée par la rivière Bei, un affluent du Delta de la rivière des Perles.

De fortes précipitations, accompagnées d'orages et de vents violents selon les services météorologiques chinois, sont attendues lundi sur la métropole de Shenzhen, limitrophe de Hong Kong et siège de nombreuses entreprises technologiques.

Les intempéries des derniers jours ont provoqué des

glissements de terrain en zones montagneuses. Six personnes ont été blessées et plusieurs autres prises au piège près de la ville de Jiangwan, dans le nord du Guangdong, selon la télévision d'Etat CCTV.

Des images diffusées par la chaîne montrent des habitations au bord d'une rivière détruites par un torrent de boue, et des personnes prises en charge par les secours sur un terrain de sport détrempé.

JAPON

Les recherches continuent après le crash de deux hélicoptères militaires

D'importantes recherches en mer se poursuivent lundi au Japon après le crash ce week-end de deux hélicoptères des Forces d'autodéfense du pays, probablement entrés en collision lors d'un exercice nocturne, un accident ayant fait un mort et sept disparus.

Dix navires et cinq aéronefs de la Force maritime d'autodéfense japonaise sont mobilisés pour ces opérations, ainsi que des éléments de la Force aérienne d'autodéfense et des gardes-côtes nippons, selon un officier de la marine cité par l'AFP. «Nous menons des opérations de recherches 24h/24», a-t-il

expliqué. Les deux hélicoptères patrouilleurs SH-60K, qui se sont abimés en mer avec quatre personnes à bord chacun, participaient au moment de l'accident à un exercice nocturne de lutte anti-sous-marin dans l'océan Pacifique, à plusieurs centaines de kilomètres au sud de Tokyo.

Un seul membre d'équipage, décédé, a été retrouvé pour l'heure, ainsi que des débris des appareils et leurs enregistreurs de vol. Les données de ces enregistreurs éloignent pour l'instant l'hypothèse d'un accident causé par des problèmes techniques, a

souligné le ministre de la Défense Minoru Kibara.

En raison de ce drame, le chef d'état-major des Forces maritimes d'autodéfense, l'amiral Ryo Sakai, a annulé un déplacement en Chine, où il devait participer à un congrès naval international sur le Pacifique occidental.

«Il est extrêmement regrettable que nous ayons perdu du personnel important qui participait à un entraînement très dur, tard dans la nuit», a déclaré lundi le Premier ministre japonais Fumio Kishida.

SERBIE

Evacuation d'urgence de 1.300 personnes pour enlever une bombe datant de 1999

Plus d'un millier de personnes ont dû être évacuées, dimanche, pour permettre à des experts d'enlever une bombe larguée par l'Otan en 1999 à Niš, au sud-est de la Serbie, a indiqué un responsable du ministère de l'Intérieur. La bombe de 1.000 kg, qui n'avait pas explosé, a été retirée d'un chantier. «Elle est en train d'être transportée en lieu sûr pour être détruite» avec l'assistance de la police, de pompiers et d'une équipe médicale, a indiqué à des journalistes Luka Causic, un

responsable du ministère. Quelque 1.300 habitants du quartier ont dû être évacués, a-t-il précisé. La bombe MK84 avait une charge explosive de 430 kg, selon lui. Les bombardements de l'Otan sur la Serbie ont duré 78 jours au printemps 1999. Le 7 mai 1999, une quinzaine de personnes ont été tuées lorsque les avions de l'Otan ont largué des bombes à fragmentation sur un marché en plein air à Niš. Le bombardement a ensuite été décrit comme une «erreur».

INDONÉSIE

La menace d'un volcan persiste après plusieurs éruptions

La menace d'un volcan indonésien qui est entré en éruption plus d'une demi-douzaine de fois cette semaine, n'est pas écartée, a déclaré le responsable de l'agence de volcanologie de l'archipel, alors que le cratère a de nouveau craché des cendres samedi. Le mont Ruang, dans la région réculée de Sulawesi du Nord, était déjà entré en éruption mardi soir, poussant les autorités à évacuer des milliers d'habitants des îles les plus proches. Le volcan est entré de nouveau en éruption avant minuit vendredi et de nouveau samedi

après-midi, expulsant une colonne de cendres à 250 mètres au-dessus de son sommet, a indiqué l'agence de volcanologie, qui a mis en garde contre de possibles nouvelles éruptions majeures. «Avec les tremblements de terre volcaniques enregistrés, la crise n'est pas encore terminée», a déclaré le directeur de l'agence, Hendra Gunawan. «Cela indique que les fluides magmatiques continuent de se déplacer des profondeurs vers la surface. Il n'est donc pas surprenant que des éruptions se produisent encore», a-t-il ajouté. Les autorités ont

maintenu une zone d'exclusion de six kilomètres autour du volcan, qui culmine à 725 mètres au-dessus du niveau de la mer. Plus de 6.000 habitants de l'île voisine de Tagulandang, où vivent environ 20 000 personnes, ont été évacués en dehors de la zone d'exclusion, a déclaré un responsable local vendredi. Il a été conseillé aux habitants de porter des masques pour éviter les problèmes respiratoires, a indiqué l'agence dans un communiqué. La dernière activité du volcan a également incité les autorités à prolonger la fermeture de l'aéro-

MEXIQUE

Huit corps retrouvés au bord d'une route

Huit corps ont été retrouvés dimanche au bord d'une route dans le nord du Mexique, ont indiqué des sources judiciaires. «Huit personnes de sexe masculin ont été retrouvées sans vie» vers 08H30 locales (14H30 GMT) sur la route entre Chihuahua et Ciudad Juarez près de la frontière avec les Etats-Unis, a indiqué le parquet général de l'Etat de Chihuahua dans un communiqué. Une enquête a été ouverte «pour élucider la cause de la mort» et identifier les victimes, ajoute le parquet, précisant qu'aucune preuve balistique n'a été retrouvée. Les corps sont au nombre de neuf, rapportent quant à eux les médias locaux. A côté des corps a été retrouvé «un message présumé attribué au narcotrafic», rapporte le site du journal Milenio. «Les corps ont été retrouvés dénudés et les mains attachées avec du plastique transparent», ajoute Milenio. Toutes les victimes avaient environ entre 35 et 50 ans, de même source. Le Mexique, qui compte 126 millions d'habitants, a enregistré plus de 420.000 meurtres depuis 2006, début d'une vaste offensive antidrogue lancée par le président de l'époque, Felipe Calderon. La plupart sont attribués à des organisations criminelles.

SRI LANKA

Une voiture de course sort de piste, au moins sept morts

Au moins sept personnes ont été tuées et 21 autres blessées quand une voiture a percé des spectateurs, lors d'une course automobile à forte affluence organisée dimanche par l'armée sri-lankaise à l'est de Colombo, a indiqué la police. Le véhicule a percé la foule sur un tronçon non protégé du circuit en terre de Fox Hill, entretenu par l'armée, et situé à environ 180 km de la capitale sri-lankaise. Une vidéo largement partagée sur les réseaux sociaux montre des commissaires de piste agitant des drapeaux jaunes pour avertir les conducteurs de ralentir après qu'une voiture se soit renversée sur la piste. On voit alors plusieurs voitures passer à grande vitesse dans des nuages de poussière orange, jusqu'à ce qu'une voiture rouge percutte la foule et que l'on entende les gens crier. «Au total, 27 personnes ont été transportées à l'hôpital dont sept ont succombé à leurs blessures», a déclaré Nihal Thalduwu, un porte-parole de la police, en précisant qu'une fillette de huit ans figurait parmi les morts.

BANGLADESH

Les écoles fermées pendant une semaine en raison d'une canicule

Le gouvernement du Bangladesh a annoncé la fermeture des écoles pendant une semaine alors qu'une vague de chaleur s'abat sur ce pays d'Asie du Sud. La température la plus élevée du pays a été enregistrée samedi dans la région de Jessore, au sud-ouest, à 42,6 degrés Celsius, la température la plus élevée de la saison, selon le département météorologique.

Le ministère de l'Education et celui de l'Education primaire et de masse ont annoncé samedi dans des notifications distinctes la décision, affirmant que «les écoles primaires et secondaires, les collèges, les écoles islamiques et les établissements d'enseignement technique resteront fermés jusqu'au 27 avril». La décision a été prise en consultation avec le ministère de la Santé et de la Famille, compte tenu de l'alerte de température élevée émise par le Département météorologique pour 72 heures à partir de vendredi.

ORAN

Un premier trauma-center de la région Ouest sera prochainement opérationnel

Un premier trauma-center, un hôpital entier dédié aux urgences, implanté à Oued Tlélat à l'Est d'Oran, sera opérationnel à la fin du premier semestre de l'année en cours, a indiqué le directeur local de la santé et de la population, Hadj Boutouaf.

Cet établissement de 120 lits, dédié exclusivement aux urgences, prendra en charge tous les cas de traumatologie et recevra les patients de toute la région Ouest, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'implanter des trauma-centers dans différentes régions du pays, a souligné M. Boutouaf. Il s'agit d'un établissement hospitalier spécialisé (EHS), qui assurera également une prise en charge de pointe, des poli-trau-

matisés notamment, a-t-il fait savoir, ajoutant que cet hôpital est «quasiment prêt» pour l'ouverture.

«L'hôpital est prêt à l'ouverture, que ce soit par rapport aux équipements ou au personnel», a-t-il fait savoir, notant qu'une opération expérimentale en neurochirurgie a récemment été effectuée avec succès.

Le directeur de la santé a rappelé que la wilaya d'Oran a été doté de plusieurs structures de santé, comme l'hôpital des grands



brûlés (120 lits), l'hôpital de «hai Nedjma» (240 lits), l'hôpital d'El Kerm (60 lits), annonçant que d'autres projets seront réceptionnés prochainement, comme l'institut du cancer à «hai Hayet Regency» et le trauma-center à Oued Tlélat. D'autres projets ont été validés, comme le projet des maladies respiratoires et allergies à Bethioua et un hôpital qui sera implanté à «Hayet Regency», dont les travaux de réalisation seront lancés dès la finalisation des procédures administratives.

Le premier salon dentaire du 25 au 27 avril au Centre des conventions

La première édition du salon dentaire MDEX se tiendra du 25 au 27 avril en cours au Centre des conventions d'Oran (CCO), avec la participation d'une quinzaine d'exposants, a-t-on appris auprès des organisateurs. Organisé par l'agence «Insolite Pro», ce salon s'adresse aux professionnels du monde dentaire, les dentistes, les prothésistes et les étudiants en chirurgie dentaire, a indiqué le gérant

de cette même agence, Chouaib Azzi. Des importateurs et des fabricants d'équipements dentaires et de produits consommables utilisés par les dentistes et les prothésistes, ainsi que des banques, participeront à cette première édition du salon, a-t-il fait savoir.

Plusieurs clubs scientifiques, comme le club Avicenne de la faculté de médecine d'Oran et le club Sylvis de l'université de

Sidi Bel Abbes prendront également part à l'événement, avec des animations scientifiques, a expliqué la même source.

Un programme de conférences et d'ateliers est, en outre, prévu en marge de cette manifestation, en partenariat avec les universités d'Oran, Sétif et de Sidi Bel Abbes, a déclaré M. Azzi, ajoutant que 22 conférences et 14 ateliers animés par des experts du pays et de l'étranger sont au

programme. «Les connexions prothétiques : piliers des dents naturelles», «les clés de la productivité : l'organisation moderne au service de la rentabilité», «les maladies générales et leurs répercussions sur la cavité buccale», «la stérilisation à l'autoclave», «la greffe gingivale libre : avancées et applications actuelles en chirurgie», entre autres, sont autant de thématiques qui seront abordées.

NÂAMA

Mise en exploitation du nouveau service des urgences médicales à l'hôpital de Aïn Sefra

Le nouveau service des urgences médicales a été mis en exploitation, samedi à l'établissement public spécialisé dans les maladies psychiatriques «Zair Abdelkrim» de Aïn Sefra (Nâama), a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de la Santé et de la population. Le nouveau service de cet établissement hospitalier, dont les missions ont été élargies en touchant les services de médecine générale, maladies mentales et psychiques, contribuera à améliorer la prise en charge des malades résidant dans la commune de Aïn Sefra et les communautés limitrophes, notamment les

cas d'urgence, a souligné le directeur de la Santé et de la Population (DSP) de la wilaya, Talha Benoada. Ce nouveau service, qui comprend deux salles de chirurgie, a été équipé en matériels médicaux modernes et renferme un staff médical et paramédical, ainsi que des spécialistes pour assurer une meilleure prise en charge des malades dans les différents cas critiques et urgents, a ajouté le même responsable.

Le directeur de l'Etablissement public spécialisé dans les maladies psychiatriques de Aïn Sefra, Doudi Abdelkrim, a indiqué que le champ des services thérapeutiques

fournis par cet établissement de santé a été élargi pour permettre aux habitants de la région de bénéficier de tous les soins en chirurgie, médecine interne et cardiovasculaire, surtout avec la hausse démographique et des besoins.

Dans ce cadre, cette structure, qui est dotée d'une capacité d'accueil de 120 lits, prend en charge des malades qui souffrent de pathologies mentales et psychiques, sachant que 30 lits sont affectés à l'hospitalisation, avec une prise en charge psychique et de suivi par un orthophoniste pour les enfants autistes et des cas de retard mental.

L'hôpital prend également en charge d'autres traitements spécialisés pour contribuer à alléger la tension sur l'hôpital «Mohamed Boudiaf», de rapprocher les services médicaux des habitants de la commune et d'autres régions avoisinantes.

L'établissement public spécialisé dans les maladies psychiatriques de Aïn Sefra sera renforcé, bientôt, avec d'autres équipements, outre des moyens humains et matériels et la gestion de son administration, et ce pour répondre à l'opération d'élargissement des missions de traitement fourni, a-t-on expliqué.

CENTRE INTERMÉDIAIRE DE SOINS EN ADDICTOLOGIE DE CHLEF

Pour un nouveau départ dans la vie

Le centre intermédiaire de soins en addictologie (CISA) de Chlef, ouvert en 2010, offre une opportunité de réinsertion sociale pour un nouveau départ dans la vie aux personnes addictes aux différentes drogues, jeux électroniques, écrans, travail, nourriture ou aux achats compulsifs, et qui veulent volontairement se soigner.

Cette structure sanitaire disposant de spécialistes en psychiatrie, psychologie et en addictologie, enregistre ces deux dernières années, une affluence de personnes de différents âges et horizons sociaux, qui veulent s'y soigner et bénéficier de la qualité des prestations sanitaires proposées.

Le choix de ce centre par les personnes addictes est aussi dicté par les résultats positifs obtenus dans le traitement de nombreux cas d'addiction et ayant permis aux patients de reprendre une vie normale au sein de la société.

A ce propos, la directrice de l'établissement public de santé de proximité (EPSP) d'Ouled Fares, Hadjira Guermah, a indiqué que durant l'année 2023, plus de 770 cas d'addiction ont été admis au centre, dont 50 femmes. En 2022, le nombre de patients admis était de 470, alors qu'il n'a pas dépassé les 288 cas, dont 8 femmes, en 2021. La hausse du nombre des personnes addictes admises au centre est due à l'émergence d'une prise de conscience parmi

cette catégorie et au sein des familles, de la nécessité de lutter contre les différentes formes d'addiction pour une réinsertion dans la société, ainsi que la mise à la disposition de ces patients d'un staff médical qualifié, a-t-elle expliqué. La mise en place d'un programme de traitement pour le suivi et l'accompagnement des cas psychologiques ou sociaux qui sont pris en charge au sein du CISA, explique aussi cette prise de conscience et la fréquence notable observée, a ajouté la directrice.

La semaine nationale de prévention (15-21 avril) initiée par le ministère de la santé et organisée à travers les différentes wilayas, a été l'occasion, pour l'APS de constater cette forte affluence.

Pas moins de 60 personnes sont reçues quotidiennement au CISA, soit pour une consultation, une prise en charge ou un accompagnement à distance, a fait savoir la cheffe de service de cet établissement, le docteur Souad Djebbara.

Elle a indiqué que le centre accueille des personnes d'âges différents, assure diverses prestations, dont en pédopsychiatrie, ainsi que l'orientation des familles ou des proches des patients dans le cadre de l'accompagnement psychologique et social afin d'éviter une éventuelle rechute. Le CISA de Chlef est encadré par un staff médical composé de quatre psychiatres, deux

psychologues, un médecin spécialisé en addictologie, une assistante sociale, des infirmiers et un personnel administratif.

Traitements intégrés et volonté de lutter contre la toxicomanie

Selon le Dr Razika Chenaoui, psychologue, le centre propose «des étapes de traitement intégré qui contribuent de manière significative à la lutte contre l'addiction en hausse dans la société», soulignant l'importance de la volonté des personnes d'abandonner les habitudes comportementales nuisibles et la consommation de diverses substances stupéfiantes dangereuses, dans la réussite du traitement.

Les spécialistes reçoivent d'abord les personnes addictes et diagnostiquent les facteurs ayant conduit à leur addiction, qu'il s'agisse de facteurs génétiques, de prédispositions psychologiques ou de l'environnement.

Elles sont ensuite orientées vers un neuropsychiatre et subissent des analyses générales, pour certains cas, les patients entament directement des séances avec des psychologues, à raison d'une séance tous les dix jours, pour une durée de 30 à 40 minutes, selon des rendez-vous préétablis, a expliqué Dr. Chenaoui.

Outre le programme de traitement, les patients suivent une phase de réhabilitation supervisée par une infirmière ergo-

thérapeute de la santé publique. Durant cette phase, on enseigne aux toxicomanes des métiers et des activités qui leur permettent d'intégrer le monde du travail une fois guéris de leurs addictions. Intervient ensuite l'assistance sociale qui leur simplifie les nombreuses démarches administratives et veille à ce qu'ils soient recrutés dans des environnements professionnels qui facilitent leur intégration.

Pris en charge par le centre, Salim, 27 ans, originaire de Chlef, souffrait d'une addiction aux drogues depuis 2018, suite à un traumatisme psychologique dû à une bagarre avec l'un de ses pairs et à son emprisonnement pendant six mois, alors qu'il était étudiant universitaire et menait une vie normale. L'histoire de la lutte de ce jeune homme contre l'addiction a commencé, en solo, lorsqu'il s'est abstenu, de son propre gré, de consommer des drogues pendant une année entière, avant de rechuter une première fois, et recommencer à prendre des comprimés hallucinogènes, ce qui l'a décidé à contacter le centre pour bénéficier d'un accompagnement dans sa quête de désintoxication.

Malgré un deuxième échec dans le processus de traitement de Salim, sa forte volonté l'a motivé à suivre un programme de réduction progressive du nombre de cigarettes qu'il fumait et de la quantité de boissons alcoolisées

qu'il absorbait, pour arriver finalement à zéro dose.

Par la suite, il a suivi des séances psychologiques qui ont abouti à sa victoire sur la dépendance et au rétablissement de sa vie normale, selon le médecin spécialiste, Dr Chenaoui.

Outre les cas d'addictions aux drogues et aux boissons alcoolisées, le CISA prend en charge les personnes souffrant d'addiction aux écrans, à la nourriture, aux jeux électroniques, aux achats compulsifs, et toutes autres formes de comportement nocif, même la boulimie.

Les responsables du CISA insistent sur l'importance de l'intensification du travail de sensibilisation et de conscientisation ciblant toutes les tranches d'âge, avec la participation de divers acteurs, notamment les associations et les clubs de jeunes, pour lutter contre toutes les addictions malsaines. A noter que dans le cadre de la semaine nationale de prévention, l'EPSP de Ouled Fares a organisé des portes ouvertes sur le CISA qui ont attiré un grand nombre de visiteurs qui ont reçu des explications détaillées sur les différentes missions du centre et des soins qu'il assure. En parallèle, des opérations de sensibilisation sur la prévention sont organisées à l'université, dans des auberges de jeunes, et à travers des centres de formation professionnelle.

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA L'UNRWA craint des épidémies à cause de la hausse des températures

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), averti, samedi, que la hausse des températures augmente le risque d'épidémies dans la bande de Gaza, au milieu de la guerre génocidaire sioniste qui se poursuit depuis le 7 octobre 2023.

Le directeur adjoint de l'agence onusienne, Scott Anderson, a déclaré à cet effet, qu'il était «nécessaire d'agir pour garder les moustiques et les mouches sous contrôle, éliminer les déchets et améliorer le système d'eau et le système sanitaire dans son ensemble». «Les gens tentent quotidiennement de trouver de l'eau et de la nourriture et maintenant également de l'ombre», a-t-il déclaré. Selon les organisations, «l'infrastructure de santé dans l'enclave palestinienne est complètement en ruine, ce qui implique que les maladies chroniques ne peuvent plus être prises en charge correctement». Aussi, l'accès à la nourriture est également dramatique, les personnes cuisinent sur des feux fa-

briqués par elles-mêmes, causant des émanations de gaz nocifs.

Le chef du bureau des médias, Salama Marouf, a expliqué samedi que «pour cuire, les Palestiniens de Gaza allument des feux en utilisant des matériaux plastiques et chimiques émettant des gaz toxiques, ce qui entraîne des centaines de cas de maladies respiratoires».



L'entité sioniste entrave la livraison de carburant aux hôpitaux de Gaza (OCHA)

Les convois humanitaires ont été empêchés par les forces d'occupation de livrer le carburant aux hôpitaux de la Bande de Gaza, soumise à une agression génocidaire sioniste depuis six mois, a dénoncé samedi, le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies

(OCHA). Dans un tweet sur son compte X, le bureau humanitaire onusien a indiqué que les deux tiers des missions humanitaires coordonnées dans l'enclave palestinienne se heurtent à des obstacles sionistes. En moyenne, chaque mission a connu des retards d'au moins cinq heures

avant d'être autorisée à démarrer. En conséquence, les fournitures, équipements et carburants vitaux pour les générateurs de secours dans les hôpitaux n'ont pas été livrés. Depuis le 7 octobre 2023, l'entité Sioniste mène une agression barbare contre la bande de Gaza qui a fait des dizaines de milliers de martyrs, pour la plupart des enfants et des femmes, en plus d'une catastrophe humanitaire sans précédent et d'une destruction massive des infrastructures, qui ont conduit l'occupant sioniste à comparaître devant la Cour internationale de justice (CIJ) pour «génocide».

MSF dénonce les restrictions imposées à ses équipes en Cisjordanie

L'organisation internationale Médecins sans frontières (MSF) a déclaré que ses équipes en Cisjordanie occupée étaient exposées à des violences et à des restrictions de déplacement. Dans une série de messages publiés sur la plateforme «X», MSF souligne que «ses

équipes en Cisjordanie sont exposées à des violences et à des restrictions de déplacement, y compris des ambulances». Médecins sans frontières a ajouté : «Il est inacceptable que des attaques ciblent les agents de santé et compromettent l'accès aux soins de santé». Entre

jeudi et samedi soir, l'armée sioniste a lancé un assaut militaire sur le camp de Nour Shams, faisant 14 martyrs parmi les Palestiniens, selon le ministère palestinien de la Santé, et d'importantes destructions d'habitations et d'infrastructures, selon des responsables

locaux. Parallèlement à la guerre génocidaire en cours contre Ghaza depuis le 7 octobre 2023, l'armée et les colons sionistes ont intensifié leurs attaques en Cisjordanie, y compris à El Qods occupée, ce qui a fait 486 martyrs, 4 900 blessés en plus de 8 400 détenus, selon les au-

torités palestiniennes. La guerre dévastatrice à Ghaza a fait plus de 111 000 martyrs et blessés, pour la plupart des enfants et des femmes, et des destructions massives et une famine qui ont coûté la vie à des enfants, selon les autorités palestiniennes et l'ONU.

NIGER

1.692 cas de méningite notifiés dont 99 décès dans le pays (OMS)



Environ 1.692 cas de méningite ont été enregistrés au Niger dont 99 décès déclarés entre mi-mars et le 17 avril, selon les statistiques publiées par le bureau de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à Niamey. Afin de contenir la maladie, des campagnes de vaccination et de sensibilisation ont été menées par le ministère de la Santé publique avec l'appui de ses partenaires, notamment l'OMS. L'Organisation mondiale de la

Santé a fait don d'un lot de médicaments, de réactifs et de matériels de laboratoire à la Direction régionale de la santé publique (DRSP) de Niamey, foyer de l'épidémie, pour la détection des cas et la prise en charge des patients.

Le Niger, qui est situé dans la ceinture africaine de la méningite, a été touché par plusieurs épidémies de méningite qui ont entraîné 20.789 cas, dont 1.369 mortels, notifiés depuis 2015.

AFRIQUE

Les femmes africaines, 130 fois plus susceptibles de mourir de complications liées à la grossesse (ONU)

Les femmes africaines sont 130 fois plus susceptibles de mourir de complications liées à la grossesse ou à l'accouchement que les femmes d'Europe et d'Amérique du Nord, a déclaré mercredi, l'agence des Nations Unies pour la santé sexuelle et reproductive (UNFPA).

Dans un nouveau rapport intitulé «Vies entrelacées, fils d'espoir : mettre fin aux inégalités en matière de santé et de droits sexuels et génériques», l'UNFPA révèle que plus de la moitié des décès maternels évitables surviennent dans des pays en situation de crise ou de détresse, constatant que les violations des droits de santé reproductive des femmes entraînent une augmentation des décès évitables. L'étude met en évidence le rôle que jouent le racisme, le sexism et d'autres formes de discrimination dans le blocage des progrès en matière de santé sexuelle et génériques.

Selon les conclusions du document, les femmes et les jeunes filles piégées dans la pauvreté risquent davantage de mourir prématurément faute de soins de santé suffisants si elles appartiennent à des groupes minoritaires ou si elles sont prises

au piège d'un conflit. Par ailleurs, des progrès significatifs ont été réalisés dans le domaine de la santé sexuelle et génériques, qui est devenue une priorité mondiale en matière de développement durable il y a trente ans. «En l'espace d'une génération, nous avons réduit le taux de grossesse non désirée de près d'un cinquième, diminué le taux de mortalité maternelle d'un tiers et obtenu des lois contre la violence domestique dans plus de 160 pays», a déclaré la Directrice exécutive de l'UNFPA, Natalia Kanem, lors de la présentation du rapport. Selon l'ONU, 800 femmes meurent chaque jour dans le monde, en donnant naissance - un chiffre inquiétant qui n'a pas changé depuis 2016. Près de 500 de ces décès évitables surviennent chaque jour dans des pays en proie à des crises humanitaires et à des conflits. L'étude estime que si 79 milliards de dollars supplémentaires sont investis dans les pays à revenu faible et intermédiaire d'ici à 2030, 400 millions de grossesses non planifiées pourraient être évitées, un million de vies sauves et 660 milliards de dollars de bénéfices économiques pourraient être générés.

VACCINS

L'OMS organise la semaine mondiale de la vaccination

L'organisation mondiale de la Santé (OMS) organise du 22 au 28 avril, la semaine mondiale de la vaccination, ont rapporté dimanche des médias.

Ce rendez-vous annuel coïncide cette année, avec la célébration du 50ème anniversaire du lancement du programme élargi de vaccination (PEV), «témoign de nos efforts collectifs pour sauver et changer la vie d'innombrables personnes en offrant une protection contre les maladies à prévention vaccinale et en appelant les pays à investir davantage dans les programmes de vaccination afin de protéger les générations futures», souligne l'organisation dans une déclaration publiée dimanche.

L'OMS, convaincu que «sauver des vies grâce à la vaccination, c'est humainement possible», affirme que les campagnes mondiales de vaccination menées au cours de la seconde moitié du XXe siècle sont l'une des plus grandes réalisations de l'humanité.

L'organisation indique que la vaccination a, en effet, permis l'éradication de la

virole et que grâce à elle, l'humanité est en passe de vaincre la poliomyélite.

«En 50 ans à peine, nous sommes passés d'un monde où la mort d'un enfant était une crainte de beaucoup de parents à un monde où chaque enfant, s'il est vacciné, a une chance de survivre et de s'épanouir». Lors de sa création en 1974, le Programme élargi de vaccination (PEV) visait à protéger tous les enfants contre six maladies de l'enfance. Aujourd'hui, 13 vaccins sont recommandés dans tous les cas, à toutes les

étapes de la vie et 17 autres vaccins sont recommandés en fonction du contexte. Le programme, qui couvre désormais des personnes de tous âges, s'appelle aujourd'hui «Programme essentiel de vaccination». L'organisation regrette, toutefois, le ralentissement des progrès en matière de vaccination pendant la pandémie du Covid-19. Et pour cause «alors qu'en 2022 plus de quatre millions d'enfants supplémentaires ont été vaccinés dans le monde par rapport à 2021, 20 millions d'enfants

n'ont toujours pas reçu un, ou plusieurs, de leurs vaccins». L'intensification des conflits, les ralentissements économiques et la réticence croissante face à la vaccination sont quelques-unes des menaces qui pèsent sur les efforts visant à vacciner ces enfants, lit-on de même source.

L'organisation conclut que bien que la couverture vaccinale soit bonne à l'échelle mondiale (quatre enfants sur cinq étant entièrement couverts) beaucoup reste encore à faire, dans ce domaine.

BRÉSIL

Plus de 1.600 décès dus à la dengue en 2024

Le Brésil a signalé 1.601 décès confirmés dus à la dengue depuis le début de l'année, tandis que 2.061 autres font l'objet d'une enquête, a déclaré le ministère brésilien de la Santé. Au total, 3,53 millions de cas suspects de dengue ont été signalés dans tout le pays, et le taux d'incidence dans ce pays sud-américain est actuellement de 1,741 cas suspects pour 100.000 habitants, a précisé le ministère. Le nombre de décès confirmés est supérieur de 35% au total de 2023, qui était de 1.179 décès. Selon les données mises à jour vendredi dernier, ce sont les femmes qui ont le plus souffert de la maladie, représentant 55,2% des cas confirmés. Le groupe démographique le plus touché se situe dans la tranche d'âge des 20 à 29 ans. Par ailleurs, le gouvernement brésilien a appelé la population à adhérer au programme national de vaccination contre la maladie. La dengue est transmise par le moustique Aedes aegypti et peut être mortelle dans les cas graves.

Mardi 23 avril 2024

LES PRODUITS LAITIERS Bons ou mauvais pour notre santé ?

Si les produits laitiers semblent confirmer leurs bienfaits dans une nouvelle étude, ceux du lait restent controversés.

La consommation de produits laitiers reste aujourd'hui un sujet de débat constant, tant les études se contredisent. De nouvelles recherches, présentées au congrès annuel 2018 de l'ESC (Société européenne de cardiologie) en août dernier, n'ont pas fait avancer l'affaire. À l'exception du lait, qui semble augmenter le risque de cardiopathie coronarienne, les chercheurs ont constaté que les produits laitiers protégeraient à la fois de la mortalité vasculaire cérébrale, mais également de la mortalité globale.

UNE MORTALITÉ INFÉRIEURE
Pour obtenir ces résultats, le professeur Maciej Banach de l'université de médecine de Lodz (Pologne) et son équipe ont tout d'abord examiné les données d'une étude américaine sur la santé et les examens nutritionnels, réalisée entre 1999 et 2010 sur plus de 24 000 adultes. Les chercheurs ont constaté que la consommation de tous les produits laitiers était associée à des risques inférieurs de mortalité cérébrale et globale. La consommation de fromage, par exemple, était associée à un risque de mortalité globale inférieur de 8 %.

La combinaison de deux autres études suivies pendant environ 15 ans et rassemblant 636 726 participants ont confirmé ces résultats : «



Le lait diminue-t-il le risque d'ostéoporose ?

C'était l'une des nombreuses questions discutées lors du Congrès mondial consacré à l'ostéoporose et aux maladies osseuses qui vient de réunir à Milan scientifiques, médecins et chercheurs. Le point sur leurs conclusions avec deux spécialistes : le Pr Jean-Yves Reginster, Président du congrès et le Pr Bernard Cortet, président du GRIO (groupe de recherche et d'information sur les ostéoporoses).

La publication d'une étude suédoise sur la relation entre la consommation de produits laitiers et l'apparition de fractures a semé le doute sur l'intérêt de consommer du lait pour protéger ses os. Et pour cause ! Puisque chez ces femmes âgées de 39 à 74 ans au dépôt et suivies pendant 20 ans, les fractures ont été plus fréquentes chez celles qui consommaient du lait et moins fréquentes chez celles qui prenaient d'autres produits laitiers (yaourts, fromages). Difficile donc d'en tirer des conclusions.

D'autant que la consommation de lait en Scandinavie n'a rien à voir avec la nôtre : peu d'adultes en France boivent quotidiennement trois verres de lait comme c'étaient le cas de ces femmes. Et dans ces pays du Nord, « les produits laitiers sont supplémentés en vitamine D. Ainsi l'exces est mauvais pour l'os », a fait remarquer le Pr Reginster. Pour le Pr Bernard Cortet, la plus grande fréquence de fractures du col du fémur. Car le calcium n'intervient que pour une part dans la survieure de ces accidents. Plus de 50 % viennent de la gêne, même s'il existe pas de gêne de l'ostéoporose, et de la masse osseuse acquise à l'adolescence. Si elle est bonne, la perte osseuse entraînée par l'arrêt de la sécrétion hormonale à la ménopause n'aura pas de

fractures ostéoporotiques plus tard. Et des études ont montré qu'en optimisant la consommation de produits laitiers quotidiennement (deux verres de lait en plus) pendant 2 ans en période pré-pubertaire (vers 10 ans), la masse osseuse augmente de 10 %. Manger du fromage et boire du lait quand on le digère, restent donc conseillé par les spécialistes, inquiets de voir si souvent les sodas remplacer le chocolat chaud au goûter.

CE QUI COMpte, C'EST LE CALCIUM

Le calcium est le constituant minéral de l'os. Nous en perdons tous les jours dans les urines, les selles et la transpiration. Il faut donc en consommer régulièrement. Bien sûr, il ne se trouve pas que dans les produits laitiers mais c'est une des façons les plus simples d'en consommer suffisamment.

C'EST À L'ADOLESCENCE QUE SE JOUR LA SOLIDITÉ DES OS

La densité osseuse accuse à la fin de l'adolescence un recul pour 60 % dans la protection contre les

conséquences fâcheuses sur les os.

MAIS CELA NE SUFFIT PAS

LA MÉNOPAUSE N'EST PAS FAVORABLE UNE BONNE IDÉE

Pour le Pr Reginster, ce conseil est inapproprié chez les femmes qui n'ont pas bu de lait depuis longtemps. Car, comme beaucoup d'adultes, elles ont sans doute perdu l'enzyme (lactase) qui permet de le digérer correctement.

Mieux vaut qu'elles trouvent leur source de calcium ailleurs (fromage, légumes secs, tofu, eau minérale...). Et qu'elles n'oublient un autre facteur de protection importante : l'exercice physique. Trois fois 20 minutes de marche par jour est suffisant. Ce qui nécessite de bons muscles donc un apport correct de protéines que l'on trouve dans la viande, les œufs, les légumineuses et... le lait !

Lait cru : c'est quoi exactement ?

Les hommes ont consommé du lait cru pendant des milliers d'années. Des études montrent ses bienfaits pourraient bien le remettre au goût du jour. Zoom sur le lait cru avec Dominique Angèle, professeur émérite d'immunologie clinique à l'université Bourgogne Franche-Comté.

Le lait cru, c'est le lait qui sort du pis de la vache et que l'on conserve immédiatement au frais. Il ne subit aucun traitement : pas de pasteurisation (chauffé à plus de 72 °C) ni de stérilisation (chauffé à 115 °C) ou de microfiltration (passage à travers une membrane fine), des techniques qui visent à éliminer les bactéries. Par ailleurs, il n'a pas été écrémé ni "à la crème", un processus qui sert à réduire la taille des globules gras pour éviter que ceux-ci remontent à la surface. Sa texture est onctueuse et son goût prononcé. Rien à voir avec un lait "classique".

LE LAIT CRU PRÉSENTE-T-IL DES RISQUES ?
Dans notre société très à cheval entre tradition et modernité, le lait cru est souvent mal vu.

« Je ne le conseillerai pas dans les pays où l'hygiène n'est pas parfaite, mais il n'y a aucun problème avec le lait cru », assure Dominique Angèle, professeur émérite d'immunologie clinique à l'université Bourgogne Franche-Comté.

Au moins-dix fois, le produit est évidemment moins propice aux infections dues aux bactéries, au saumon fumé ou aux sardines en barquette qu'au lait cru. Par précaution, les autorités recommandent aux plus fragiles : personnes âgées, enfants, personnes immunodéprimées et femmes enceintes, chez qui une infection par *Listeria* peut avoir des conséquences graves.

QUELS SONT LES ATOUTS DU LAIT ?
Il est riche en bactéries. On entend surtout parler des mauvaises, qui provoquent des infections. Mais il existe aussi une richesse présente des atouts. "L'étude européenne Pasteur, menée pendant 15 ans auprès de 1000 enfants ayant vécu au Portugal, a montré que ceux dont la mère consommait du lait cru étaient et ceux ayant été en contact avec une large diversité de bactéries étaient plus résistants aux infections et moins sujets aux allergies", indique le Pr Vuitton.

Autre atout : le lait cru, sans transformation chimique, serait moins allergisant que les homogénéisés.

PEUT-ON LE CONSOMMER ?
Bien sûr ! Il fait merveille dans les desserts type riz au lait, yaourt flambé... Notez : "Le lait fourni sous forme quand on le fait bouillir, ce sont des protéines, pas du gras", souligne le Pr Vuitton. En le chauffant, on détruit des bactéries intéressantes mais, même "lorsqu'il est chauffé, il peut être positif pour l'immunité et le microbiote." Le lait cru est très complexe, il nous reste beaucoup de choses à découvrir", continue le chercheur.

Attention : il ne se conserve pas plus de 4 jours au frigo après la traite, donc encore moins une fois chez soi (vérifier la date sur la bouteille).

Enfants de 0 à 2 ans, y compris des bébés nourris au lait maternel pourtant censé les protéger. Son augmentation dans les pays développés pourrait être liée à un déséquilibre de la flore intestinale des rotavirus.

A noter : Selon une étude finlandaise, l'ingestion de ferments lactiques réduirait aussi la fréquence de l'allergie alimentaire. Celle-ci touche essentiellement les

immunitaires par les probiotiques. En bonne santé, notre organisme est prêt à se défendre de façon optimale, mais il n'est pas "dopé" pour autant, ce qui est rassurant ! D'autres recherches pourraient élargir l'éventail des bienfaits des ferments lactiques. Une étude suggère que, chez l'homme, la consommation de "lactobacillus casei" permet de limiter le risque de récidive du cancer de la vessie.

Chez la souris, les bifides jouent un rôle notable dans la prévention du cancer du côlon et sur l'évolution des tumeurs installées. En sera-t-il de même pour l'homme ?

Les preuves scientifiques sont encore limitées, estime Dr Moreau.

Mais la consommation régulière de yaourts et laits fermentés peut nous aider à garder un bon équilibre microbien. L'image "sainc" des flacons est certes commerciale, et leur prix élevé, mais je suis convaincu qu'une cure de temps en temps peut limiter la survenue de certaines infections. L'idéal est de varier les marques pour profiter de leurs différents atouts.

On trouve ces précurseurs ?

Dans les yaourts : en France, la dénomination est soumise à une réglementation stricte. Elle est réservée aux laits fermentés par deux couches de bactéries, "lactobacillus bulgaricus" et "streptococcus thermophilus". Ainsi, les yaourts sont des laits fermentés ; l'inverse n'est pas toujours vrai.

Dans les laits fermentés : ce terme désigne les produits fermentés par d'autres couches bactériennes. Un flacon de Yakult contient 6,5 milliards de "lactobacillus casei shirota" une bactérie très résistante aux sucs gastriques. Actimel contient les deux ferments du yaourt et du "lactobacillus casei defensis". Enfin, Bio, Ba et d'autres sont riches en bifidus actif.

Dans les compléments alimentaires : un sachet de Lactiliane, par exemple, renferme les deux couches du yaourt plus deux lactobactéries vivantes "lactobacillus acidophilus" et "bifidobacterium bifidum".

Gastro: pourquoi le lait fermenté nous fait du bien ?

Consommé depuis des siècles, le lait fermenté a toujours été paré de vertus. Aujourd'hui, il est de plus en plus présent dans nos cuisines. Et c'est tant mieux car il contient des milliards de probiotiques, des bactéries vivantes qui ont des effets bénéfiques sur notre santé...



enfants de 0 à 2 ans, y compris des bébés nourris au lait maternel pourtant censé les protéger. Son augmentation dans les pays développés pourrait être liée à un déséquilibre de la flore intestinale des rotavirus.

Régime : 4 idées reçues sur les yaourts

Longtemps vendu en pharmacie pour les personnes ayant des problèmes de digestion, le yaourt est aujourd'hui le lait fermenté le plus consommé en France. Un plaisir gustatif que l'on peut consommer sans modération, même quand on est au régime !

Les yaourts aux fruits sont trop riches en matières grasses

Les yaourts aux fruits contiennent seulement 1,7 g de matière grasse pour 100 g en moyenne. Selon l'Inpes, un yaourt gras contient plus de 50 % de matière grasse.

A noter : un pot de 125 g de yaourt aux fruits apporte 175 mg de potassium, 143 mg de calcium (soit 16 % des apports nutritionnels conseillés), 90 mg de phosphore (15 % des apports nutritionnels conseillés) ainsi que de nombreuses vitamines du groupe B : B2, B3, B5, B6, B9 et B12.

rôle notable dans la prévention du cancer du côlon et sur l'évolution des tumeurs installées. En sera-t-il de même pour l'homme ?

"Les preuves scientifiques sont encore limitées, estime Dr Moreau.

Mais la consommation régulière de yaourts et laits fermentés peut nous aider à garder un bon équilibre microbien. L'image "sainc" des flacons est certes commerciale, et leur prix élevé, mais je suis convaincu qu'une cure de temps en temps peut limiter la survenue de certaines infections. L'idéal est de varier les marques pour profiter de leurs différents atouts.

On trouve ces précurseurs ?

Dans les yaourts : en France, la dénomination est soumise à une réglementation stricte. Elle est réservée aux laits fermentés par deux couches de bactéries, "lactobacillus bulgaricus" et "streptococcus thermophilus". Ainsi, les yaourts sont des laits fermentés ; l'inverse n'est pas toujours vrai.

Dans les laits fermentés : ce terme désigne les produits fermentés par d'autres couches bactériennes. Un flacon de Yakult contient 6,5 milliards de "lactobacillus casei shirota" une bactérie très résistante aux sucs gastriques. Actimel contient les deux ferments du yaourt et du "lactobacillus casei defensis". Enfin, Bio, Ba et d'autres sont riches en bifidus actif.

Dans les compléments alimentaires : un sachet de Lactiliane, par exemple, renferme les deux couches du yaourt plus deux lactobactéries vivantes "lactobacillus acidophilus" et "bifidobacterium bifidum".

Les yaourts et les laits fermentés, c'est la même chose

Si les yaourts sont des laits fermentés, les laits fermentés ne sont pas tous des yaourts ! La dénomination yaourt est réservée aux laits qui ont été fermentés par deux bactéries spécifiques : "lactobacillus bulgaricus" et "streptococcus thermophilus".

A partir du moment où le lait fermenté contient d'autres bactéries que ces deux là (comme les bifidobactéries, par exemple) il ne peut plus s'appeler yaourt.

A noter : les yaourts sont pauvres en matières grasses car ils en contiennent entre 0 et 4 %, selon le taux utilisé pour leur fabrication. Le yaourt, le sucre, la farine, le lait et les additifs (colorants, parfums...) sont ajoutés au yaourt pour lui donner de la saveur et de la texture.

Les personnes intolérantes au lait peuvent pas manger de yaourt

EAUX

Les yaourts aux fruits sont très riches en sucre et en matières grasses. Ils sont donc moins bons pour la santé que les yaourts classiques.

EAUX

Les yaourts aux fruits contiennent seulement 1,7 g de matière grasse pour 100 g en moyenne. Selon l'Inpes, un yaourt gras contient plus de 50 % de matière grasse.

A noter : un pot de 125 g de yaourt aux fruits apporte 175 mg de potassium, 143 mg de calcium (soit 16 % des apports nutritionnels conseillés), 90 mg de phosphore (15 % des apports nutritionnels conseillés) ainsi que de nombreuses vitamines du groupe B : B2, B3, B5, B6, B9 et B12.

EAUX

Les yaourts aux fruits sont pauvres en matières grasses car ils en contiennent entre 0 et 4 %, selon le taux utilisé pour leur fabrication. Le yaourt, le sucre, la farine, le lait et les additifs (colorants, parfums...) sont ajoutés au yaourt pour lui donner de la saveur et de la texture.

A noter : les yaourts sont pauvres en matières grasses car ils en contiennent entre 0 et 4 %, selon le taux utilisé pour leur fabrication. Le yaourt, le sucre, la farine, le lait et les additifs (colorants, parfums...) sont ajoutés au yaourt pour lui donner de la saveur et de la texture.

A noter : les yaourts sont pauvres en matières grasses car ils en contiennent entre 0 et 4 %, selon le taux utilisé pour leur fabrication. Le yaourt, le sucre, la farine, le lait et les additifs (colorants, parfums...) sont ajoutés au yaourt pour lui donner de la saveur et de la texture.

SAHARA OCCIDENTAL

Le Front Polisario réitère sa reconnaissance envers l'Algérie pour son soutien continu à la lutte du peuple sahraoui contre l'occupant marocain

Le Bureau permanent du Secrétariat national du Front Polisario a exprimé sa reconnaissance envers l'Algérie, Gouvernement et peuple, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour son soutien continu à la lutte du peuple sahraoui dans différents domaines pour faire face à l'agression expansionniste marocaine, indique le communiqué final de la réunion du bureau.

Présidée par Brahim Ghali, président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), et secrétaire général du Front Polisario, la réunion a porté sur la rencontre de M. Ghali et le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en présence des délégués des deux pays, qui a coïncidé avec "la réunion du Conseil de sécurité sur le Sahara occidental et sur la portée de la solidité de l'alliance stratégique entre les deux pays".

Le document a réitéré "la reconnaissance du peuple sahraoui envers la République algérienne, Gouvernement et peuple, sous la direction du président Abdelmadjid Tebboune, pour son soutien au peuple sahraoui

dans différents domaines, pour faire face à l'agression expansionniste marocaine, conformément à l'engagement de l'Algérie à soutenir la lutte des peuples pour l'exercice de leurs droits à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux principes de la Révolution de novembre, et aux dispositions de la Charte des Nations Unies et de l'Acte constitutif de l'Union africaine".

Concernant la Conférence arabe de solidarité avec le peuple sahraoui récemment organisée dans les camps de réfugiés, le Bureau a exprimé "la reconnaissance du peuple sahraoui pour la solidarité arabe partisane et populaire qui fait face aux parties

arabes officielles impliquées dans l'agression contre le peuple de la République sahraouie, aux côtés du régime marocain expansionniste".

Dans le même contexte, la réunion a salué "les éléments de l'Armée populaire de libération sahraouie qui prouvent chaque jour leur courage et leur détermination à poursuivre la guerre de libération pour le recouvrement de la souveraineté nationale sur l'ensemble du territoire de la République sahraouie". Le document a également salué "la résistance des héros de l'Intifada qui font face à l'occupant marocain depuis l'intérieur de ses prisons et tout au long des territoires occupés".

NIGERIA

Six soldats tués dans une embuscade tendue par des bandits

Six soldats nigérians ont été tués dans une embuscade dans le centre du Nigeria, où l'armée lutte contre des gangs criminels, a annoncé l'armée dimanche soir. Depuis des années dans le nord-ouest et le centre du Nigeria, des bandits font des incursions dans des villages isolés où ils tuent et enlèvent des habitants contre rançon et brûlent les maisons après les avoir pillées.

Ces gangs, connus pour

leurs enlèvements massifs d'écoliers, vivent dans des campements situés dans une vaste forêt à cheval sur les Etats du Niger, de Kaduna, de Zamfara et de Katsina. Vendredi dans l'Etat du Niger, les militaires qui menaient une opération contre les bandits dans le district de Shiroro, un de leurs bastions, ont été pris dans une embuscade, et six soldats ont été tués dans les échanges de coups de feu qui ont suivi, a déclaré l'ar-

mée dans un communiqué. "Deux officiers et quatre soldats ont perdu la vie", y précise le général Onyema Nwachukwu, porte-parole de l'armée nigériane, promettant "la vengeance" de l'armée. Deux autres soldats ont également été blessés dans l'embuscade, et hospitalisés, précise le communiqué, ajoutant: "Les troupes ont vaillamment combattu l'embuscade, éliminé plusieurs des terroristes et mis la main sur certains de

leurs équipements". Les bandits, qui procèdent à des enlèvements contre rançon, sont motivés par l'appât du gain, mais ils collaborent de plus en plus avec les terroristes de Boko Haram et du pseudo Etat islamique en Afrique de l'ouest (ISWAP) qui mènent depuis 15 ans une insurrection dans le nord-est du pays, malgré les promesses des gouvernements successifs du pays de mettre un terme à l'insécurité.

SOUDAN

Affrontements entre l'armée et les forces de soutien rapide au Kordofan du Nord

Des affrontements ont éclaté dimanche à l'aube entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR) dans la ville d'El Obeid, capitale de l'Etat du Kordofan du Nord, ont rapporté des médias citant des sources locales.

Selon ces sources, les affrontements ont éclaté dans le quartier "Unité 13", à l'ouest de la ville d'El Obeid. Des témoins oculaires ont rapporté qu'ils avaient entendu des bruits d'énormes explosions et des tirs nourris, tandis que les bruits de coups de

feu se poursuivent. Pour le moment, aucun détail n'a été rapporté sur l'ampleur des pertes.

Mercredi, environ 25 civils ont été tués dans des affrontements armés qui ont éclaté entre l'armée et les Forces de soutien rapide à El Fasher, la capitale de l'Etat du Darfour Nord, selon l'organisation soudanaise de défense des droits humains, "Emergency Lawyers".

La semaine dernière, le conflit au Soudan entre l'armée et les Forces de soutien rapide est entré dans sa

deuxième année, avec une détérioration de la situation humanitaire dans le pays. En un an, ce conflit armé a fait des milliers de morts, selon les experts des Nations unies. Il a également poussé le pays, qui compte 48 millions d'habitants, au bord de la famine, détruit des infrastructures déjà délabrées et déplacé plus de 8,5 millions de personnes, selon les estimations de l'ONU. Les Nations unies ont déclaré récemment qu'environ 25 millions de personnes, soit la moitié de la population du Soudan, ont besoin d'aide.

PLUIES AU BURUNDI

Environ 2.500 déplacés dans un glissement de terrain

Environ 2.500 personnes ont été déplacées et un enfant tué vendredi soir au Burundi dans un glissement de terrain consécutif aux pluies quasi-interrrompues dans le pays depuis septembre, ont annoncé samedi les autorités locales.

Le sinistre a eu lieu vendredi vers 20H30 à une trentaine de km de la capitale Bujumbura, dans la province de Rumonge (sud-

ouest) où il a causé "de nombreux dégâts", a déclaré aux médias l'administratrice de la commune de Muhuta, Scholastique Niyonsavye. Au Burundi, les pluies ont été quasi-continues depuis septembre, au lieu des deux saisons des pluies habituelles (septembre-janvier et mars-mai).

Le gouvernement du Burundi et la représentante de l'ONU sur place ont récem-

ment un appel à une aide financière pour faire face aux "effets dévastateurs" des pluies saisonnières qui, exacerbées par le phénomène climatique El Niño, ont fait près de 100.000 déplacés. "On dénombre jusqu'à présent un enfant de 5 ans tué par l'effondrement de la maison parentale, 4 blessés qui sont en train d'être soignés, (...) 2.485 déplacés et plus de 500 hectares de champs détruits", a précisé

Mme Niyonsavye. "Ces déplacés, dont beaucoup de femmes et d'enfants, n'ont rien pu emporter avec eux dans leur fuite, ils manquent de tout et n'ont pas encore eu à manger depuis hier soir", a-t-elle ajouté, en lançant un "appel à l'aide". El Niño, qui a débuté mi-2023 et pourrait durer jusqu'au mois de mai, a régulièrement eu des conséquences dévastatrices en Afrique de l'Est.

EST DE LA RD CONGO

Des milliers de personnes affectées par des inondations à Uvira

Plus de 7.000 ménages et une cinquantaine d'écoles sont affectés par des inondations à Uvira, sur la rive nord du lac Tanganyika, dans l'est de la République démocratique du Congo, où les autorités locales ont appelé vendredi le gouvernement congolais à leur venir en aide.

Des pluies torrentielles se sont abattues ces derniers jours sur Uvira, dans la province du Sud-Kivu, frontalière de Bujumbura, capitale économique du Burundi, elle aussi touchée par les inondations.

"Au moins 4.500 maisons se sont écroulées, plus de 2.000 parcelles ont disparu et plus de 7.000 ménages ont été affectés par le débordement des rivières en crue et la montée des eaux du lac Tanganyika", a expliqué Dominique Kalonzo, responsable de communication à la mairie d'Uvira.

Il a aussi indiqué que 53 écoles étaient "envahies par les eaux", selon un rapport de la mairie établi en début de semaine. "Les sinistrés ont été accueillis dans des familles et d'autres passent la nuit à la belle étoile", a fait savoir Kalonzo.

"Un appel urgent est ainsi lancé par la mairie d'Uvira au gouvernement congolais et aux humanitaires, car Uvira risque d'être frappée par des épidémies", s'est-il inquiété. Depuis des semaines, de fortes pluies s'abattent sur la région, faisant monter les eaux du Tanganyika et les multiples rivières qui se jettent dans ce lac, deuxième plus grand d'Afrique.

CENTRAFRIQUE

L'ONU déplore les "tueries" d'une trentaine de civils en 12 jours

La force de l'ONU en Centrafrique a assuré mercredi qu'une trentaine de civils ont été tués en 12 jours dans différentes régions du pays et exhorté rebelles et milices d'autodéfense à "cesser immédiatement les hostilités".

La mission de l'ONU pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca) "condamne fermement les tueries ignobles d'une trentaine de civils lors d'attaques perpétrées" entre le 2 et le 14 avril dans le sud-est, le sud et l'ouest du pays, a-t-elle dit dans un communiqué. La force de maintien de la paix de la Minusca, arrivée en 2014, compte aujourd'hui quelque 14.000 Casques bleus.

"À Lime (nord-ouest), le 2 avril, des présumés éléments (du mouvement rebelle) 3R (Retour, Réclamation et Réhabilitation, ndlr) ont massacré 24 civils, y compris des femmes et des enfants", écrit la Minusca, sans autre précision.

"Les corps de trois civils ainsi que celui d'une quatrième personne ont été retrouvés" le 13 avril "par des habitants du village de Tabane", près de Zémio, dans le sud-est, toujours selon la Minusca. "Le 14 avril (...), la Force a découvert des corps dans le village de Pologbota", à quelque 300 km plus à l'ouest, a ajouté la Minusca, sans en préciser le nombre ni les circonstances de leur mort. "La Minusca exhorte les groupes armés et les groupes d'auto-défense (...) à cesser immédiatement les hostilités et les violences dont les principales victimes sont les civils", conclut-elle. "La situation sécuritaire s'est dégradée ces dernières semaines" dans la préfecture du Haut-Mbomou, où est situé Zémio, "avec les attaques enregistrées contre les civils", déplore la force, qui dispose de contingents de Casques bleus portugais dans cette région.

APS

AGGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA 11 000 disparus sous les décombres (autorités sanitaires)

Au moins 11.000 Palestiniens sont toujours portés disparus à Ghaza, théâtre d'une agression génocidaire sioniste depuis plus de six mois, selon les autorités sanitaires de l'enclave palestinienne.

Dans un communiqué publié dimanche, le porte-parole de l'autorité sanitaire de Ghaza, Ashraf Al-Qudra, a déclaré : "Il y a 11 000 personnes portées disparues sous les décombres dans la bande de Ghaza.

La moyenne quotidienne des

martyrs dus à l'agression de l'occupation contre la bande de Ghaza atteint 172 martyrs, dont 70 enfants". Le ministère a souligné qu'"il y a encore un certain nombre de victimes sous les décombres et sur les routes, et que les ambulances et les équipes de la protection civile ne peuvent

pas les atteindre". Le département a appelé "les familles des martyrs et des personnes disparues de l'agression contre Ghaza à compléter leurs données en s'inscrivant sur le site Internet du ministère, afin de compléter toutes les données via les archives du ministère de la Santé".

L'attaque de l'hôpital Nasser "confirme l'ampleur des crimes sionistes" (Hamas)

Le mouvement de résistance palestinien, Hamas, a déclaré, dimanche, que la découverte de dizaines de corps à l'hôpital Nasser "confirme une fois de plus l'ampleur des crimes et des atrocités commises par

l'armée d'occupation sioniste" à Ghaza. La découverte d'une fosse commune dans la zone du complexe médical Naser, à Khan-Younès, "confirme une fois de plus l'ampleur des crimes et des atrocités

commises par l'armée d'occupation et soulève des questions sur le sort des milliers de Palestiniens toujours portés disparus", indique le Hamas. Les services d'urgence palestiniens ont découvert une

fosse commune dans la zone du complexe médical Naser, à Khan-Younès, contenant les dépouilles de 50 personnes tombées en martyrs dans l'agression sioniste contre la bande de Ghaza.

La situation humanitaire à Ghaza est "catastrophique" (Rapporteur onusienne)

La rapporteuse spéciale des Nations unies sur la situation des droits de l'homme, Francesca Albanese, a alerté dimanche sur la situation humanitaire "catastrophique" à Ghaza, condamnant "les pratiques inhumaines de l'occupant sioniste".

À l'issue d'un entretien avec le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Choukri, au Caire, Mme Albanese s'est dite "profondé-

ment préoccupée" par "la situation humanitaire catastrophique du peuple palestinien à la lumière des pratiques inhumaines de l'entité sioniste dans les territoires palestiniens occupés".

De son côté, le chef de la diplomatie égyptienne a réitéré "la nécessité de mettre fin aux violations de l'occupant sioniste contre les civils à Ghaza, de fournir une livraison

d'aide complète à l'enclave et d'éliminer les violences et les attaques des colons sionistes en Cisjordanie".

Il a, en outre, mis en garde contre "les répercussions des opérations militaires sionistes en cours à Ghaza, et celles de la hausse des attaques et des activités illégales de colonisation en Cisjordanie, sur les conditions humanitaires des Palestiniens et la stabilité régionale".

LIBAN L'entité sioniste mène de nouvelles agressions contre le sud du pays, pas de victimes

L'aviation de l'entité sioniste a mené dans la nuit de dimanche à lundi un raid contre une maison dans le village de Tayr Harfa dans la ville de Sour dans le sud du Liban, sans faire de victimes, a rapporté l'Agence nationale d'information (ANI). Selon ANI, "des avions de l'entité ennemis ont bombardé

vers minuit une maison de trois étages dans le village de Tayr Harfa, dans le secteur ouest, la détruisant complètement et causant des dommages considérables aux biens, aux infrastructures et aux maisons environnantes. Une station-service a également été gravement endommagée". D'autre part, aux pre-

mières heures de l'aube, les vallées adjacentes aux villages de Beit Leif, Al-Qaozah et Ramia ont été la cible de tirs intermittents d'artillerie sioniste, d'après la même source. Et lundi matin également, l'ennemi (sioniste) a ouvert le feu avec ses mitrailleuses lourdes en direction des forêts près du village

de Ayta el-Chaab" dans le sud du pays, a ajouté le média. Depuis le début de l'agression sioniste contre la bande de Ghaza en Palestine occupée le 7 octobre 2023, l'entité sioniste a intensifié ses agressions au Liban, principalement dans le sud, faisant des dizaines de martyrs et de blessés.

GESTION DES MIGRATIONS L'UE devrait accorder prochainement une importante aide au Liban

L'Union européenne (UE) devrait annoncer, dans les prochains jours, l'octroi d'une "importante" aide financière au Liban pour soutenir le pays face aux multiples difficultés auxquelles il est confronté et gérer de possibles flux migratoires en cas d'escalade des conflits dans la région, ont indiqué plusieurs responsables européens. Il s'agit d'un paquet d'aide économique qui devrait être présenté par la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, lors de son voyage à Beyrouth le 2 mai prochain. "Un paquet spécifique de soutien économique pour le Liban sera annoncé pour la gestion des migrations, mais aussi pour le pays lui-même, qui fait face à de multiples difficultés, ce qui, je pense, sera un pas de plus dans notre approche holistique pour traiter les migrations", a affirmé le président chypriote, Nikos Christodoulidis, à des médias européens. Selon les informations obtenues par ces médias, le paquet pourrait ressembler aux accords qui visent à fournir une aide financière en échange du contrôle des migrants que l'UE a signés avec la Tunisie, la Mauritanie et l'Egypte au cours des derniers mois. Craignant de nouvelles vagues de migration vers l'Europe, en raison des

tensions dans la région, les dirigeants de l'UE veulent prendre les devants et délocaliser les procédures, sous diverses formes. Chypre sera particulièrement préoccupé par les flux migratoires qui pourraient atteindre l'île, et elle a déjà soulevé la question avec ses partenaires européens. Selon un diplomate chypriote qui a requis l'anonymat, "Chypre et le Liban seront les premières victimes géographiques" d'une escalade des conflits dans la région suite aux récents événements opposant l'entité sioniste à l'Iran, en plus de l'agression génocidaire que mène, depuis plus de 6 mois, l'occupant sioniste contre les Palestiniens de la bande de Ghaza. D'ailleurs, le président du Conseil européen, Charles Michel, a souligné, lors de sa visite à Rome, que la gestion des migrations, le retour et les accords avec les pays tiers resteront une priorité pour l'UE pour la prochaine législature. Lors du sommet du 17 et 18 avril, les dirigeants de l'UE ont énoncé, dans les conclusions, leur objectif de travailler avec tous les partenaires de la région pour éviter une nouvelle escalade, notamment au Liban, rappelant leur "soutien ferme au Liban et à la population libanaise". Plus de 400.000 réfugiés palestiniens sont

déjà installés au Liban depuis 75 ans, selon des responsables libanais qui craignent que l'agression sioniste à Ghaza crée une nouvelle vague de migration vers le Liban. De plus, le Liban héberge plus de 1,5 million de réfugiés syriens. Cette situation, combinée à la crise socio-économique actuelle du pays, à l'instabilité politique et à la prévalence de conflits dans le sud du pays, a engendré des problèmes importants qui affectent, à la fois, les réfugiés et la population en général. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) estime que plus de 50 % de la population libanaise vit en dessous du seuil de pauvreté et qu'environ 90 % des réfugiés syriens ne peuvent satisfaire leurs besoins fondamentaux, tels que l'accès aux soins de santé, à la nourriture et à l'éducation, et doivent se tourner vers l'aide humanitaire. Des données européennes montrent que l'agression sioniste dans la bande de Ghaza et à l'intérieur des frontières du Liban ont entraîné le déplacement interne de près de 100.000 personnes jusqu'à présent. Les dirigeants européens craignent que le moindre élément déclencheur ne crée des vagues de migration interne, puis externe, vers l'UE.

SUÈDE Des femmes manifestent contre l'inaction du gouvernement face au réchauffement climatique

Plusieurs centaines de femmes ont entouré le Parlement suédois d'une longue écharpe rouge tricotée à la main, dimanche, pour protester contre l'inaction des responsables politiques face au réchauffement climatique, ont rapporté des médias. Répondant à l'appel du mouvement Mothers Rebellion, elles ont défilé autour du Riksdag, le Parlement suédois, en portant près de 3.000 écharpes rouges de 1,5 mètre, pour demander aux politiques de respecter l'engagement de limiter le réchauffement climatique à +1,5 C, selon les médias.

Chantant et défilant avec des pancartes appelant entre autres à "sauver le climat pour l'avenir des enfants", elles ont marché en déroulant leurs écharpes sur plusieurs centaines de mètres. L'exécutif dirigé par le Premier ministre conservateur, Ulf Kristersson, et soutenu par l'extrême-droite des Démocrates de Suède risque de ne pas tenir ses objectifs climatiques à l'horizon 2030, a récemment indiqué une agence chargée de l'évaluation de la politique climatique.

Selon le Conseil suédois de la politique climatique, le gouvernement a pris des décisions, notamment fiscales, qui vont augmenter les émissions de gaz à effet de serre à court terme.

Le mouvement mondial Mothers Rebellion a été développé par un groupe de mères en Suède, Allemagne, Etats-Unis, Zambie et Ouganda. Il organise des mouvements pacifiques dans des lieux publics en s'asseyant, chantant mais n'utilise pas la désobéissance civile.

SRI LANKA L'ONU réclame justice pour les victimes des attentats de Pâques

Les Nations unies ont appelé le Sri Lanka à remédier à son "déficit de responsabilité" et à garantir la justice dimanche, date à laquelle le pays commémore le cinquième anniversaire du massacre de 279 personnes, l'attaque terroriste la plus meurtrière de l'histoire de l'île.

Une "enquête approfondie et transparente" doit être menée pour découvrir les responsables de l'attaque du dimanche de Pâques 2019, a déclaré Marc-André Franche, coordinateur de l'ONU dans le pays lors d'une cérémonie commémorative à Colombo.

Trois églises et trois hôtels avaient été ciblés par un attentat-suicide, attribué à un groupe terroriste local revendiquant son affiliation à l'organisation terroriste auto-proclamée "Etat islamique" (EI/Daesh). Parmi les victimes, 45 étrangers, dont des touristes qui visitaient l'île 10 ans après la fin d'un conflit ethnique brutal qui avait fait plus de 100.000 morts depuis 1972, ont trouvé la mort dans l'attaque. "Le Sri Lanka souffre d'un déficit persistant en matière de responsabilité, que ce soit pour des crimes de guerre présumés, des violations plus récentes des droits de l'homme, la corruption ou l'abus de pouvoir, et ce déficit doit être comblé si le pays veut aller de l'avant", a déclaré M. Franche. Il a souligné que les victimes cherchaient toujours à obtenir justice bien que la Cour suprême du pays ait déclaré l'ancien président Maithripala Sirisena et ses hauts fonctionnaires responsables de ne pas avoir empêché l'attaque. Le bureau des droits de l'homme des Nations unies a demandé à Colombo de publier les conclusions complètes des enquêtes précédentes sur les attentats du dimanche de Pâques et de mettre en place une commission d'enquête indépendante, a-t-il noté.

COLOMBIE Des dizaines de milliers de personnes manifestent contre le gouvernement

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche dans les principales villes de Colombie contre le gouvernement, ont rapporté des médias. A l'appel des organisations médicales, de l'opposition, des forces politiques centristes et d'anciens alliés qui rejettent plusieurs réformes dont son projet de nationalisation des services de santé, ces manifestants ont protesté aussi contre la violence qui se poursuit malgré les négociations de paix avec les groupes armés. Dans la capitale, malgré la pluie, des dizaines de milliers de manifestants se sont dirigés vers la place de Bolívar, voisine du siège de la présidence, selon ces médias. A Cali (sud-ouest), Medellín (nord-ouest), Barranquilla (nord), Bucaramanga (nord-est) et dans d'autres villes, les manifestants ont rejoint le mouvement avec des drapeaux colombiens.

HUMOUR

Le 6^e Festival du rire "Algé'Rire" du 30 avril au 3 mai prochain

Des humoristes algériens et étrangers parmi les plus connus de la comédie et du stand-up, animeront la 6^e édition du Festival international du rire "Algé'Rire", prévu du 30 avril au 3 mai prochain au Palais de la culture Moufdi-Zakaria à Alger, ont indiqué dimanche à Alger les organisateurs.

Placée sous le signe "100% rire ensemble", cette édition a pour objectif de "faire rayonner l'humour algérien, africain et international", a souligné lors d'un point de presse Tarik Ouhadj, fondateur de "Broshing Events", agence organisatrice de cet événement.

Au menu de cette édition, des spectacles animés par une trentaine de comédiens algériens et étrangers, un spectacle "100% féminin", en plus d'une représentation, mettant en scène de jeunes talents du stand-up algérien.

Parallèlement aux spectacles de one-man-show et les sketchs, les organisateurs proposent un espace "Kids Corner", dédié aux enfants et aux plus petits, avec des animations et ateliers ludiques et créatifs en plus des spectacles de marionnettes et de clowns. Organisé depuis 2013 par "Broshing Events", le Festival international du rire "Algé'Rire" réunit chaque année un grand nombre de spectateurs.



PRESSE

Leila Zerguit installée à la tête de la Direction générale du journal "El Djoumhuria"

Le Secrétaire général du ministère de la Communication, Mokhtar Khaldi, a présidé, dimanche à Oran, l'installation de Leila Zerguit en qualité de nouvelle directrice générale du journal "El Djoumhuria", en remplacement de Mohamed Alem.

M. Mokhtar Khaldi a déclaré, lors de la cérémonie d'installation qu'il a présidée au nom du ministre de la Communication, et à laquelle a assisté le Secrétaire général de la wilaya d'Oran, Fodil Aïdouni et des représentants de la presse locale, ainsi que les cadres du quotidien "El Djoumhuria", que ce journal "est une entreprise de

presse prestigieuse ayant son impact et sa place dans le paysage médiatique en Algérie", soulignant "qu'elle paraît aujourd'hui sous un nouveau visage à travers son site électronique".

Il a rappelé que "le journal a abordé nombreux de dossiers politiques, économiques et sportifs et comprenait parmi ses effectifs des journalistes talentueux dont certains ne sont plus de ce monde et d'autres ont été victimes de la nébuleuse terroriste de la déennie noire, à l'instar de Djamel Zaïter et Bakhti Benabouda et mise sur de jeunes journalistes qui contribuent énormément à

porter haut et avec splendeur la voix d'El Djoumhuria".

Le même responsable a ajouté que "la nouvelle directrice générale, Leila Zerguit jouit d'une riche carrière et une place prépondérante dans la scène médiatique en ayant beaucoup donné au journal".

Rappelant, dans cet ordre d'idées, qu'elle a été lauréate de la sixième édition du Prix du Président de la République du journaliste professionnel, il a indiqué que cette distinction est une fierté pour le secteur de la presse et la wilaya d'Oran.

De son côté, Leila Zerguit a remercié le ministre

de la Communication, M.

Mohamed Laagab, pour la confiance placée en elle, affirmant qu'elle "sera à la hauteur de cette confiance pour servir les intérêts du journal et ceux du pays".

Elle a déclaré, en outre, qu'elle compte sur les efforts réunis de tous, journalistes, travailleurs et techniciens, afin d'atteindre l'objectif escompté, à savoir celui de voir cette école prestigieuse dans la presse et l'information dans la plénitude de ses performances, de préserver son rayonnement et hisser son statut sur la scène médiatique algérienne.

BATNA

Le 4^e Festival international "Imedghassen" du cinéma, du 11 au 15 mai prochains (communiqué)

La ville de Batna accueillera, du 11 au 15 mai prochains, sous le patronage du ministère de la Culture et des arts, la 4^e édition du Festival international "Imedghassen" du cinéma, consacré aux courts-métrages de fiction, selon un communiqué publié dimanche par les organisateurs de la manifestation.

La cérémonie d'ouverture du festival, organisé par la coopérative culturelle "El-Lemsa", en coordination avec l'association "Thaziri" pour la culture et les arts, aura lieu dans la salle de spectacle du théâtre régional Salah-Lembarkia de Batna, précise le document.

Selon le même communiqué, 21

courts-métrages de fiction seront projetés les 12, 13 et 14 mai à la cinémathèque de Batna, au centre-ville, dans le cadre d'un concours doté de huit (8) prix, en plus de la projection de films palestiniens en solidarité avec le peuple de Palestine et ce, lors de la présentation de longs-métrages programmés hors compétition.

Le communiqué des organisateurs ajoute que 3 ateliers de formation, dédiés aux métiers du cinéma (écriture de scénarii, réalisation, jeu d'acteur) seront organisés au profit des jeunes amateurs du 7^{ème} art.

Des invitations ont été adressées à des invités d'honneur d'Iran, de Serbie, de Bulgarie, en plus de 25 artistes

algériens, pour assister à cette 4^e édition du festival qui mettra à l'honneur d'illustres noms du cinéma algérien, lit-on également dans le communiqué qui précise que cet événement donnera lieu, grâce à la collaboration du Centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel, à des projections de films dans les villes de Merouana, de Timgad et d'El Madher.

Des visites de découverte seront aussi organisées à l'intention des participants et des invités du festival dans plusieurs sites archéologiques et touristiques de la wilaya, tels que le mausolée royal numide Imedgassen, situé dans la commune de Boumia.

SÉTIF

Les 9^{èmes} Journées nationales de la chanson chaâbie du 30 avril au 4 mai prochains (association)

La ville de Sétif accueillera du 30 avril au 4 mai prochains, les 9^{èmes} Journées nationales de la chanson chaâbie qui réunira, cette année, 19 artistes, a indiqué dimanche le président de l'association locale "El Rochd Ethakafi", organisatrice de la manifestation. Mustapha Bouthiche a précisé, dans une déclaration à l'APS, que la commission de sélection des

textes des chansons, composée d'universitaires, d'artistes et de poètes dans le domaine de la poésie populaire, a choisi 19 artistes amateurs issus de plusieurs régions du pays dont, pour la première fois, une voix féminine de la wilaya de Tipasa. Précisant que les lauréats des trois premières places du concours organisé pour l'occasion se verront attri-

buer des prix d'encouragement, M. Bouthiche a précisé que depuis mars 2024, date d'ouverture de la période de dépôt des candidatures, les organisateurs ont accusé réception de 42 demandes de participation.

En marge de la manifesta-

tion qui aura pour théâtre la maison de la culture "Houari-Boumediene", une aile sera réservée à l'exposition d'œuvres littéraires du regretté poète et écrivain Tayeb Guettal (1950-2023), selon la même source, qui a conclu en indiquant qu'un concours national de poésie, ouvert à toutes les catégories d'âge, initié en hommage au poète disparu et à ses contributions à la culture, accompagnera ces journées dédiées à la chanson chaâbie.

APS

PATRIMOINE

La wilaya d'Oran recèle plus de 70 grottes datant de la préhistoire (chercheur)

La wilaya d'Oran recèle 73 grottes et foyers en plein air datant de la préhistoire, a indiqué le chercheur Massinissa Ourabah. Ces sites, constituant de véritables trésors culturels et touristiques, nécessitent d'être réhabilités et de faire l'objet de fouilles approfondies par des spécialistes, a soutenu M. Ourabah lors d'une conférence abordant l'inventaire des grottes et des foyers en plein air préhistoriques, animée au Musée national "Ahmed Zabana" d'Oran, à l'occasion du mois du patrimoine (18 avril-18 mai).

L'inventaire de ces sites a été opéré de la période allant de 2007 à 2010 par une équipe pluridisciplinaire constituée d'enseignants universitaires spécialistes en histoire, géologie et architecture, a fait savoir le chercheur qui a fait partie de cette équipe qui s'étaient basée sur le fonds archivistique du Musée "Ahmed Zabana" pour l'élaboration et la finalisation de l'inventaire.

Ces sites, largement méconnus des Oranais, sont localisés au niveau des chaînes montagneuses dont le mont Murdjadjao qui abrite 27 grottes sur le territoire de la commune de Misserghine, Djebel K'har (Gdyel), la bande côtière de la wilaya, notamment Ain Franine, El Ancor et Kristel, a fait observer M. Ourabah qui est chargé du patrimoine à la Direction de la Culture et des Arts de la wilaya d'Oran.

La grotte de Saint-Roch située au niveau de la bande côtière d'Ain El Türk, est considérée parmi les plus anciennes recensées dans la capitale de l'Ouest, à l'instar de celle d'"El Kouatel" datant de plus de 4.000 ans, implantée dans le quartier "Kouchet El Djir" dans la commune d'Oran et qui est incluse dans la liste du patrimoine national, a encore fait savoir le chercheur.

Toutes ces grottes étaient habitées à cette époque de l'histoire, sachant que la salle de la Préhistoire du Musée "Ahmed Zabana" conserve des ossements et des outils en pierre importants retrouvés à l'intérieur de certaines d'entre elles, notamment à "El Guettara" dans la forêt de M'Sila (commune de Boutellis) et au mont Murdjadjao, selon Massinissa Ourabah qui a affirmé leur utilisation autrefois dans la vie quotidienne.

Il convient de rappeler que le Musée national "Ahmed Zabana" d'Oran a programmé une série de conférences et de rencontres, dont l'animation sera assurée par des chercheurs, à l'occasion du mois du Patrimoine célébré, cette année, sous le slogan "Le patrimoine culturel et la gestion des risques dans un contexte de crises et de catastrophes".

CINÉMA

Le long-métrage "Civil War" domine encore le box-office nord-américain

Le dérangeant "Civil War", qui raconte la descente aux enfers d'une Amérique divisée dans un avenir proche, reste de justesse en tête du box-office nord-américain ce week-end, selon les projections dimanche du cabinet spécialisé Exhibitor Relations.

Le long-métrage choquant et dystopique avec Kirsten Dunst, Jesse Plemons (qui forment un couple dans la vraie vie) et Wagner Moura a récolté 11 millions de dollars de vendredi à dimanche aux Etats-Unis et au Canada, d'après la même source.

Kirsten Dunst y campe une photожournaliste traversant un pays ravagé par une guerre civile. Juste derrière, arrive le film d'horreur "Abigail" avec 10 millions de dollars. Dans ce film non dénué d'humour, des criminels kidnappent la fille d'un membre de la pègre, avant de se rendre compte qu'elle est un vampire et qu'elle va leur faire payer son enlèvement.

En troisième position, on retrouve "Godzilla x Kong: Le Nouvel Empire", son immense reptile et son célèbre gorille avec 9,5 millions de dollars. "The Ministry of Gentlemanly Warfare" est quatrième avec 9 millions.

Ce film d'action de Guy Ritchie, avec Henry Cavill, Eiza González et Henry Golding, raconte l'histoire du recrutement de soldats hautement qualifiés pour combattre les forces allemandes pendant la Seconde Guerre mondiale. "Spy x Family Code: White", film d'animation japonais, se place à la cinquième place avec 4,9 millions de dollars.

Voici le reste du Top 10:

- 6 - "Kung Fu Panda 4" (4,6 millions)
- 7 - "S.O.S. Fantômes: La Menace de glace" (4,4 millions de dollars)
- 8 - "Dune: Deuxième Partie" (2,9 millions)
- 9 - "Monkey Man" (2,2 millions)
- 10 - "La Malédiction: l'origine" (1,7 million).

INTERNET

Meta: la protection des données n'est pas une option, juge le régulateur européen

Meta et les opérateurs de réseaux sociaux ne doivent pas "transformer le droit fondamental à la protection des données" en une "option payante" pour leurs usagers, a estimé mercredi le Comité européen de la protection des données (EDPB).

"Les plateformes doivent donner aux utilisateurs un véritable choix. Les systèmes que nous voyons aujourd'hui exigent généralement des individus soit qu'ils paient soit qu'ils acceptent l'usage de toutes leurs données", a déclaré Anu Talus, présidente de l'EDPB.

Les opérateurs de plateformes "doivent veiller à tout moment à éviter de transformer le droit fondamental à la protection des données en une fonctionnalité que les usagers doivent payer pour en bénéficier", a-t-elle souligné.

Cet avis très attendu de l'organisme qui réunit les autorités de protection des données des pays de l'UE --plus la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein--

vise la formule d'abonnement payant lancée par Meta.

Depuis novembre, le géant américain propose aux utilisateurs européens de Facebook et Instagram de choisir entre continuer à utiliser gratuitement ces services en consentant à livrer leurs données personnelles à des fins de publicité ciblée ou payer un abonnement pour ne plus voir de publicités.

Ce système est présenté par le groupe comme une façon de se mettre en conformité avec les règles européennes sur le traitement des données qui lui ont déjà valu plusieurs condamnations et amendes. Mais les défenseurs de la vie privée yvoient une pratique injuste et une violation du droit des consomma-

tors. L'avis de l'EDPB avait été sollicité par les autorités de protection des données des Pays-Bas, de Norvège et de Hambourg (Allemagne). Dans ce système d'abonnement payant, "la plupart des utilisateurs consentent au traitement de leurs données afin d'utiliser le service et ne comprennent pas toutes les implications de leurs choix", indique l'organisation.

Les grandes plateformes sont tenues d'envisager "une alternative équivalente sans frais", précise l'EDPB. "Cette alternative gratuite devrait être élégante et être dépourvue de publicité ciblée, par exemple avec des formes de publicité basée sur un volume beaucoup plus réduit de don-



nées personnelles, voire n'imposant pas le traitement de données personnelles", poursuit-il.

La Malaisie ordonne à Meta et à TikTok de présenter des plans contre les contenus préjudiciables

La Malaisie a ordonné aux géants de l'internet Meta et TikTok de présenter des plans pour lutter contre les contenus en ligne jugés préjudiciables, ont annoncé mardi les autorités, après que le pays a signalé une hausse des contenus choquants sur les réseaux sociaux.

Le gouvernement a recensé plus de 50.000 cas de ce type sur divers réseaux sociaux, notamment Facebook (groupe Meta) et TikTok sur le seul premier tri-

mestre cette année, ont indiqué la police nationale et la Commission des communications et du multimédia dans un communiqué.

Sur l'ensemble de l'année dernière, le nombre de cas était d'environ 43 000, ont-ils ajouté. Sans donner d'exemples précis, les autorités se sont dites particulièrement préoccupées par les publications liées à la race, à la religion et à la royaute.

Lundi, Meta et TikTok ont participé à une réunion dirigée par le ministre malaisien des Communications, Fahmi Fadil. Les deux entreprises ont été invitées à intensifier leurs efforts de surveillance, notamment en supprimant les publications liées aux escroqueries et aux jeux illégaux.

TikTok et Meta ont été invités à fournir un plan d'amélioration et une stratégie avec des détails complets, comme

convenu lors de la réunion", selon le communiqué.

Il n'a pas été fixé de délai ni précisé quelles seraient les sanctions si les entreprises concernées ne respectaient pas ces demandes.

Le gouvernement malaisien a déjà reproché à ces deux sociétés de ne pas supprimer rapidement ce qu'il considérait comme un contenu préjudiciable.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE



EPE / SPA ALGERIE TELECOM

Capital Social de 115 000 000 000 DA RC n° 02 B18083 NIF 000216001808337
DIRECTION OPÉRATIONNELLES TÉLÉCOMMUNICATIONS D'ALGER CENTRE
SOUS-DIRECTION FONCTIONS SUPPORT
DÉPARTEMENT PATRIMOINE ET MOYENS

AVIS D'ANNULATION

La Direction Opérationnelle des Télécommunications d'Alger Centre informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre N° 04/DOTALGER CENTRE/SDFS/DPM/2024, portant sur la Prestation de nettoyage et de désherbage au niveau des sites de la DOT Alger Centre, que cedernier est annulé.

DK NEWS

Anep : 2416012991 du 23/04/2024

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIZI-OUZOU
CONSERVATION DES FORETS

MISE EN DEMEURE N° 01

Monsieur le gérant de l'entreprise EURL EFOVERT, éluant domicile au village Chevava, commune Boumouh , Wilaya de Tizi-Ouzou, titulaire de la convention N°346/227/2023 du 27/08/2023 relative à la réalisation des Travaux Sylvicoles sur (86 Ha), entrant dans le cadre du programme 2022, au vu du retard important accusé pour la réalisation des travaux dans les délais contractuels, est mise en demeure d'installer l'ensemble de ses chantiers et de les renforcer en moyens humains et matériels et de terminer les travaux conformément aux prescriptions spéciales prévus dans la convention.

Dans la négative et faute par l'entreprise d'installer et de renforcer les chantiers dans un délai de Quinze (15) jours à compter de la date de parution de cette présente mise en demeure, et de terminer les travaux conformément aux prescriptions techniques contenues dans la convention, l'administration prendra les dispositions réglementaires prévues par le décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

DK NEWS

Anep : 2416013049 du 23/04/2024

DK NEWS

Anep : du 23/04/2024

BASKETBALL - SUPER - DIVISION (MESSIEURS)
Le programme de la 26^e journée



Programme de la 26^e journée du Championnat d'Algérie de basket-ball, Super-Division (messieurs), prévue mardi (15h00) :

ASS Oum El Bouaghi - USM Blida
 CSC G de Constantine - NA Hussein-Dey
 NB
 Staouéli - OS Bordj Bou Arreridj
 MC Alger - RC Rouiba
 WO Boufarik - TRA Draria
 USM Alger - CRB Dar Beïda
 M Ouled Chebel - CR Béni Saf
 US Sétif - PS El-Eulma

Classement	Pts	J
1. WO Boufarik	47	25
2. NB Staouéli	43	25
--, MC Alger	43	25
(2 forfaits)		
4. TRA Draria	42	25
5. NA Hussein-Dey	40	25
--, Rouiba CB	40	25
--, USM Alger	40	25
--, USM Blida	40	25
9. CSC Gué de Constantine	37	25
--, US Sétif	37	25
11. CR Béni Saf	36	25
12. PS El-Eulma	32	25
13. OS BB Arreridj	31	25
--, M.Ouled-Chebel	31	25
--, CRB Dar Beïda	31	25
(1 forfait)		
16. ASS O. El Bouaghi	27	25.

HANDBALL - CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS (ORAN-2024)
Quatre sur cinq formations algériennes (messieurs) passent au tour principal

Quatre des cinq clubs algériens engagés dans le championnat d'Afrique masculin de handball des vainqueurs de coupes qui se déroule à Oran, ont validé leurs billets au tour principal, à l'issue du premier tour clôturé samedi soir.

Il s'agit de l'OM Annaba, la JSE Skikda, le CRB Mila et la HBC El Biar, qui vont concourir avec quatre autres formations, à savoir, Al Ahly et le Zamalek (Egypte), ES Tunis et la JS Kinshasa (RD Congo).

Les Annabis, les premiers à avoir composé leur ticket pour le tour suivant, voient en cette qualification une manière de se consoler après leur échec à passer aux play-offs du championnat d'Excellence, eux qui détiennent le sacre de la précédente édition de la coupe d'Algérie.

C'est d'ailleurs cette performance qui leur a permis de participer pour la première fois de l'histoire du club dans cette joute africaine.

Les protégés de Hichem Boudrali ont remporté deux victoires pour autant de matchs contre respectivement Red Star de la Côte d'Ivoire (28-20) et leurs compatriotes du CRB Mila, (30-27) qui ont remplacé, à la dernière minute, les Congolais de Caïman dans le groupe B.

Avec quatre points au compteur, l'OMA passe à la première position de son groupe suivi par le CRB Mila qui a eu son salut au nul décroché dans les derniers instants de son deuxième match face à Red Star (23-23), et qui lui a permis de s'offrir le deuxième billet du groupe.

"Je suis amplement satisfait de cette performance, vu qu'il s'agit de notre première participation dans une compétition africaine, et vu aussi que nous étions

VOLLEY-BALL - CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS (1/4 DE FINALE)
Défaite de l'ASV Blida devant le M. Boussalem (0-3)

Les volleyeurs algériens de l'ASV Blida ont été éliminés par leurs homologues tunisiens du Mouloudia Boussalem sur le score de (3 - 0) en quart de finale disputé dimanche au Caire (Egypte).

La formation tunisienne (tenant du titre) a remporté les sets comme suit (25-15, 25-23 et 25-16).

L'ASV Blida qui avait bouclé la phase de poules avec un bilan de quatre succès contre une défaite, s'est qualifiée hier samedi, pour les quarts aux dépens des Congolais de la Green Team sur le score de 3 sets à 0 (25-18, 25-19, 25-22). Le second club algérien de volley-ball présent au rendez-vous cairote, le WA Tlemcen éliminé en 8^e de finale par Police VB du Rwanda (2-3 : 27-25, 28-30, 25-22, 19-25, 5-15), s'est imposé ce dimanche, en match de classement devant les Ivoiriens de l'AS INJS par 3-0 (25-14, 26-24 et 25-14).

Le six tlemcénien avait, rappelle-t-on, bouclé la phase de poules avec un bilan de deux succès, respectivement, devant Wolaitta SC d'Ethiopie et l'AS INJS de Côte d'Ivoire, contre deux défaites face aux Tunisiens du Mouloudia Bou Salem (tenants du trophée) et les Libyens d'Al Nasr SC.

Lors de la dernière édition du Championnat d'Afrique des clubs de volleyball, disputée en 2023 en Tunisie, le club tunisien, Mouloudia Bou Salem avait été sacré devant les Egyptiens du Zamalek



SC, alors que l'équipe algérienne de la JSC Ouled Adouane s'était hissée à la troisième place du podium pour sa première participation.

Résultats des quarts de finale / dimanche :

PA Douala (Cameroun) - Al Nasr SC (Libye)	2-3
Port Autonome (Kenya) - Prison (Kenya)	1-3
Mouloudia de Bou Salem (Tunisie) - ASV Blida	3-0
Al-Ahly SC (Egypte) - Police VB (Rwanda)	(19h00)

CYCLISME SUR ROUTE - COUPE D'ALGÉRIE 2024

L'épreuve des dames reportée à une date ultérieure (Fédération)



L'édition 2024 de la Coupe d'Algérie (seniors/dames) de cyclisme sur route, initialement prévue du 22 au 24 avril courant à Biskra, a été finalement reportée à une date ultérieure, pour des raisons organisationnelles, a appris l'APS dimanche auprès des organisateurs.

Les épreuves des messieurs (juniors/seniors) seront donc les seules à se dérouler à la date indiquée, à commencer par un contre-la-montre individuel de 20 kilomètres, avant de laisser place à une course sur route, prévue le lendemain, sur un circuit fermé dans la ville d'El Kantara.

Les juniors seront appelés à parcourir 94,6 km, alors que les seniors devront en faire 111,8 km", a détaillé la Fédération algérienne dans un communiqué.



invités à la dernière minute à ce tournoi ce qui a engendré une grosse fatigue chez les joueurs contraints de faire un voyage de 12 heures par route et enchaîner deux matchs en l'espace de 24 heures", a déclaré l'entraîneur du CRBM, Ali Benlachhab.

Et d'ajouter : "On profite de la journée de repos qui précède le début du tour principal pour bien récupérer et aborder l'étape suivante avec de meilleures ambitions".

Quant à la JSES, sa victoire lors de la première journée contre l'ES Ain Toua (25-23), le double champion d'Algérie en titre, lui a suffi pour accompagner le favori en puissance pour le sacre africain Al-Ahly dans cette poule A.

Les Skikdis n'ont pas réussi l'exploit lors de leur deuxième match, samedi,

contre le récent vainqueur de la Supercoupe d'Afrique (défaite 30-19).

"On est venu avec notre effectif habituel sans avoir recours à des renforts.

On a voulu donner l'occasion à nos jeunes pour gagner en expérience, même si la mission était difficile dans ce deuxième match contre Al Ahly vu la différence de niveau entre les deux antagonistes.

On joue sans pression.

Notre objectif est de profiter de cette compétition pour bien préparer les play-offs du championnat d'Algérie", a indiqué l'entraîneur de la JSES, Lakhdar Arrouche.

Il a, en outre, rappelé que son club "est réputé pour son école de formation, ce qui rend son effectif instable, puisqu'il enregistre plusieurs départs chaque sa-

son, parmi eux des joueurs qui évoluent maintenant à l'étranger".

Le quatrième club algérien concerné par le tour principal est le HBC El Biar qui a été contraint de disputer deux rencontres face au même adversaire, la JS Kinsasha (deux victoires 31-20 et 37-23), et ce, après le forfait du troisième club du groupe, APR (Rwanda).

Ce dernier s'est déplacé en Algérie avec seulement sept joueurs, rappelle-t-on.

L'entraîneur de la formation algérienne, Lamine Sahli, a mis en valeur cette performance, "surtout qu'il s'agit de la première participation de l'équipe masculine de son club dans cette compétition africaine", a-t-il dit, promettant de "tout faire" pour accéder en demi-finale.

Chez les dames, les deux représentants algériens dans l'épreuve, à laquelle prennent part huit équipes réparties sur deux groupes, le HBC El Biar et le CF Boumerdès comptent chacun zéro point après deux journées, durant lesquelles ils ont perdu leurs deux premiers matchs.

Le HBCEB s'est incliné respectivement contre Primeiro d'Angola (32-19) et la GGSP du Congo (23-19) pour le compte du groupe A, tandis que le CF Boumerdès a été battu par Petro d'Angola (31-23) et l'AS Otho du Congo (26-22), dans le groupe B.

Lors de la dernière journée du premier tour lundi, le HBCEB affrontera Al Ahly d'Egypte (16h00) au Palais des sports "Hamou Boutlélis", alors que le CF Boumerdès sera opposé à Abidjan HBC (Côte d'Ivoire) à la même salle à partir de 18h00.

APS

COUPE D'ALGÉRIE (DEMI-FINALES)

Un choc et un derby pour deux places en finale

Les demi-finales de la Coupe d'Algérie de football 2023-2024, prévues mardi et mercredi, offriront deux belles affiches entre pensionnaires de la Ligue 1 Mobilis : MC Alger-CS Constantine et CR Belouizdad-USM Alger, avec l'enjeu pour chaque formation de composer son ticket pour la grande finale.



La commission d'organisation de "Dame Coupe" a décidé de faire jouer ces deux rencontres sur terrain neutre. L'affiche entre le "Doyen" et le CSC aura lieu mardi au stade Miloud-Hadefi d'Oran à huis clos (21h00), alors que le derby algérois est programmé mercredi au stade Nelson-Mandela de Baraki (21h00). Le CSC qui court après son premier trophée de son histoire, aura à cœur de se qualifier à sa première finale et du coup espérer mettre fin à plusieurs tentatives infructueuses. Les Constantinois, qui occupent la position de dauphin en Ligue 1 Mobilis, derrière le solide leader MC Alger et adversaire du jour, avaient atteint le dernier carré à quatre reprises (1986-1987, 1991-1992, 2011-2012, et 2018-2019), sans pour autant parvenir à franchir cet avant-

dernier stade de la compétition. Toutefois, leur mission ne sera pas facile devant l'un des spécialistes de l'épreuve. Avec 8 trophées, le MCA occupe la tête du classement des clubs les plus titrés dans l'épreuve populaire en compagnie de l'ES Sétif, du CRB, et de l'USMA.

Le club algérois qui a fait un grand pas pour décrocher le titre de champion, vise désormais le doublé, cela passera inéluctablement par un succès face au CSC, qui reste sur une bonne dynamique, puisqu'il a enchaîné, vendredi face à l'USM Khénchela (2-1), un septième succès de rang, toutes compétitions confondues.

Le Mouloudia, dont le dernier trophée remonte à 2016 (face au NA Hussein-Dey 1-0, NDLR), devra puiser dans ses ressources face à un adversaire

qui lui avait infligé sa première défaite de la saison en championnat (2-1 à Constantine, NDLR). Le match de mardi sera le 7e dans l'histoire des confrontations en Coupe d'Algérie entre les deux clubs. Auparavant, MCA et CSC se sont rencontrés à six reprises. Les deux clubs sont à égalité parfaite, puisqu'ils ont décroché trois succès chacun.

La rencontre entre le MCA et le CSC sera dirigée par le directeur de jeu Benbrahim Lahliou qui sera assisté de Gourari Mokrane et Ouard Benslama Yacine. Le quatrième arbitre sera Boukhalfa Nabil. La VAR a été confiée à l'arbitre international, Mustapha Ghorbal, assisté de Ouahab Asma Fériel.

USMA-CRB, comme on se retrouve

Le tirage au sort des demi-fi-

nales, effectué mercredi dernier, a donné lieu à un derby algérois alléchant et indécis entre le CR Belouizdad et l'USM Alger, qui vont se rencontrer pour la 12e fois de leur histoire en "Dame Coupe." Le Chabab, dont le dernier trophée avait été remporté en 2019 (face à la JSM Béjaïa 2-0, NDLR), mène le bal avec 4 victoires contre 2 pour l'USMA, alors que 5 confrontations se sont soldées par un nul.

Il faut remonter à 2003 pour assister au dernier match entre les deux clubs de la capitale en Coupe, à l'occasion de la finale disputée le 12 juin au stade Mustapha-Tchaker de Blida, soldée par un succès de l'USM Alger sur un but en or de Moncef Ouichaoui (2-1, après prolongation).

Distancé en Ligue 1 par le MCA, le CRB, quadruple cham-

pion d'Algérie en titre, aura à cœur de sauver sa saison. Idem pour l'USMA, qui n'a plus goûté à la joie de soulever le trophée depuis 2013 (face au MCA 1-0, NDLR).

Le moindre pronostic serait difficile à émettre puisque les empoignades entre le CRB et l'USMA ont souvent été serrées et indécises, même si le club de Soustara partira avec un ascendant psychologique important pour avoir remporté les deux manches du championnat cette saison (aller : 2-1, retour : 1-0).

La demi-finale entre le CRB et l'USMA sera arbitrée par Bekhoussa Lotfi, assisté de Zerhouni Abbes Akram et Abane Adel. Le quatrième arbitre sera Gamouh Youcef. La VAR sera dirigée par l'arbitre international, Mustapha Ghorbal, assisté de Ouahab Asma Fériel.

Le programme

Programme des demi-finales de la Coupe d'Algérie de football 2023-2024, prévues mardi et mercredi :

Mardi, 23 avril 2024 :

Au stade Miloud-Hadefi d'Oran : MC Alger- CS Constantine (21h00) huis clos.

Mercredi, 24 avril 2024 :

Au stade Nelson-Mandela de Baraki (Alger) : CR Belouizdad- USM Alger (21h00).

Le coup d'envoi des demi-finales décalé à 21h00 (FAF)

Le coup d'envoi des demi-finales de la Coupe d'Algérie de football Mobilis 2024 MCA-CSC et USMA-CRB, initialement prévu à 20h45 a été décalé d'un quart d'heure, sur demande de la télévision nationale "EPTV", diffuseur de la compétition, a annoncé lundi la Fédération algérienne de football (FAF). "La commission d'organisation de la Coupe d'Algérie de football Mobilis 2024 a annoncé avoir accepté la demande formulée par l'EPTV, diffuseur exclusif

de la compétition, de décaler le coup d'envoi des demi-finales d'un quart d'heure", indiqué l'instance dans un communiqué publié sur son site officiel. Par conséquent, les matchs : MC Alger-CS Constantine prévu ce mardi 23 avril au stade Miloud Hadefi d'Oran et USM Alger-CR Belouizdad, prévu le lendemain, mercredi 24 avril au stade Nelson Mandela de Baraki débuteront à 21h00.

APS

JSK Assemblés généraux Aujourd'hui au siège de Mobilis à Bab Ezzouar

Par Yanis F

Assemblés formation de Djurdjura (JSK) tiendra aujourd'hui son assemblée générale ordinaire (AGO) qui sera suivie le même jour par une assemblée extraordinaire (AGEX) au cours de laquelle l'actionnaire majoritaire du club de Ligue 1 algérienne de football Mobilis obilis

La formation de Djurdjura sera au rendez-vous avec un événement très attendu par ses supporters, et ce, avec le déroulement d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la SSPA/JSK, au siège de l'actionnaire majoritaire de la société sportive, en

l'occurrence ATM Mobilis aujourd'hui.

Après une saison ratée, puisque le club Kabyle a connu une instabilité sur le plan sportif avec des résultats négatifs (élimination dès le premier tour de la coupe d'Algérie et actuellement classé au milieu du tableau avec 30 point avec deux match en moins face au rouge et Noir et l'étoile de Benaknoun à sept journées de la fin du championnat ligue une mobilis), plus les multiples erreurs commises par les dirigeants soit sur le plan recrutement et gestion du club sur le plan sportif, la colère a pris de l'amplieur au sein des supporters qui ont réclamé un changement digne de ce nom au sein de leur club. Ce bilan jugé déjà négatif a

pussé le propriétaire de la SSPA/JSK, Mobilis à provoquer cette AGEX dont l'ordre du jour est de discuter avec les autres actionnaires afin qu'ils céderent leurs actions ainsi que l'installation d'une nouvelle direction, selon nos sources.

Qui sera le nouveau directeur sportif Hakim Medane ou Karim Doudane

Parmi les changements prévus par Mobilis, l'ancien manager général de l'équipe nationale d'Algérie et ancien membre du bureau fédéral, Hakim Medane ou mèche manager Karim Doudane sera officiellement installé comme nouveau directeur sportif. Il aura toutes les prérogatives nécessaires pour

mener le département sportif de la JSK. En ce qui concerne le département administratif, selon toujours nos sources, un ancien haut cadre de l'état est présent pour succéder à l'actuel président du conseil d'administration, Achour Chelloul.

Un centre de formation pour bientôt

Selon toujours nos sources, le premier opérateur téléphonique mobile, Mobilis a officiellement dégagé une enveloppe pour la construction d'un centre de formation pour la JSK. D'ailleurs, un directeur de ce projet devrait être nommé aujourd'hui pour suivre ce projet qui lancé juste après la fin saison.

Y.F.

LIGUE 2 AMATEUR (GR. CENTRE-EST / MISE À JOUR DE LA 21^E JOURNÉE) **JS Bordj Menael- USM Annaba: match décisif pour les deux équipes**

Le match JS Bordj Menael - USM Annaba, prévu ce mardi (15h00) au stade Djilali Boumaâna de Boumerdès pour la mise à jour de la 21^e journée de Ligue 2 algérienne de football (Groupe Centre Est), revêt une importance capitale pour les deux antagonistes, car si les "Coquelicots" (40/32 pts) cherchent à monter sur le podium, les Tuniques Rouges (14e/23 pts) espèrent surtout se sortir de la zone de turbulences.

Le match sera officié par l'arbitre Sahouadj, qui sera assisté dans sa tâche par MM. Rezga et Haouché, au moment où le quatrième arbitre sera Mr Chihoui. Les autres matchs s'étaient joués les 30 mars dernier et le 5 avril courant et avaient majoritairement tourné à l'avantage des clubs hôtes.

L'Olympique Akbou, en leader incontesté de ce groupe était le seul à avoir pu s'imposer en déplacement. C'était sur le score de deux buts à zéro chez le MO Constantine.

Joués le 30 mars :

MC El Eulma - CA Batna 0-0

IRB Ouargla - HB Chelghoum Laïd 1-0

NRB Teleghma - O Magrane 4-1

AS Ain M'lila - IB Khemis El Khechna 3-0

USM El Harrach - AS Khroub 2-1

MSP Batna - E Sour Ghozlane 4-0

Joué le 5 avril :

MO Constantine - Olympique Akbou 0-2

Mardi, 23 avril (à 15h00) :

JS Bordj Menael - USM Annaba

Classement :

	Pts	J
1). Olympique Akbou	58	23
2). MSP Batna	45	23
3). CA Batna	40	23
4). JS Bordj Ménael	32	22
--). IB Khemis Khechna	32	23
--). MO Constantine	32	23
--). NRB Teleghma	32	23
8). AS Khroub	30	23
9). IRB Ouargla	28	23
--). USM El Harrach	28	23
11). HB Chelghoum Laïd	24	23
--). O. Magrane	24	23
--). AS Ain M'lila	24	23
14). USM Annaba	23	22
15). ES Ghozlane	22	23
16). MC El Eulma	16	23

AFFAIRE EMILIANO

Sala Cardiff City estime son préjudice à 120 millions d'euros

Le club gallois Cardiff City a estimé à plus de 120 millions d'euros son préjudice financier dans le contentieux qui l'oppose à son homologue français, le FC Nantes, concernant le transfert avorté de l'attaquant argentin Emilian Sala, décédé dans un accident d'avion en 2019, a indiqué lundi son avocate.

Après "une analyse approfondie" menée par un expert judiciaire, "le préjudice de Cardiff City a été estimé à 120,2 millions d'euros", a déclaré l'avocate du club de Cardiff, Me Céline Jones, confirmant une information du journal L'Equipe.

Cette analyse doit être formellement déposée ce lundi après-midi au tribunal de commerce de Nantes, lors d'une audience technique qui doit fixer le calendrier pour la suite de la procédure dans ce dossier.

L'attaquant argentin

Emiliano Sala, âgé de 28 ans, avait trouvé la mort en janvier 2019 dans un accident d'avion au-dessus de la Manche alors qu'il rejoignait son nouveau club, Cardiff City, auquel il avait été vendu par le FC Nantes.

Cardiff City estime que le FC Nantes avait la responsabilité du vol privé à bord duquel le footballeur avait pris place et que le transfert n'était pas effectif au moment de son accident.

Le club gallois a donc saisi le tribunal de commerce de Nantes pour réclamer réparation au titre des pertes de revenus et autres préjudices subis par le club en raison du décès de Sala.

Une précédente estimation évaluait ces préjudices à 100 millions d'euros, découlant notamment des pertes financières et de réputation que représentait le passage de

Cardiff de la division 1 à la division 2.

"Si Sala avait pu jouer, il aurait forcément marqué des buts entre janvier et juin 2019 et Cardiff serait resté en première division.

Il serait irréaliste de penser qu'il n'aurait marqué aucun but", avait plaidé Me Jones lors d'une audience en juin 2023.

De leur côté, les avocats du FC Nantes n'ont pas réagi ce lundi matin, eux qui en juin dernier avaient dénoncé une attitude "jusqu'au boutiste dans toutes ses procédures" de la part du club gallois.

Dans une autre procédure liée au contentieux entre les deux clubs, le Tribunal du football de la Fifa a ordonné l'an dernier à Cardiff de régler au FC Nantes le solde du transfert du joueur argentin, soit à l'époque un peu plus de 11 millions d'euros sur un total de 17 millions.

COUPE DE LA CAF (DEMI FINALE - ALLER) **Les joueurs de l'RS Berkane refusent de disputer le match**

La rencontre entre l'USM Alger et l'équipe marocaine de l'RS Berkane, comptant pour la demi-finale aller de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF) prévue initialement dimanche à 20h00 au stade du 5 juillet 1962 à Alger, n'a pas eu lieu, suite au refus des joueurs du club marocain d'entrer sur le terrain, malgré la présence des joueurs de l'USM Alger.



"Notre équipe s'est présentée sur le terrain à l'heure du match, mais l'adversaire a refusé de disputer la rencontre, en préférant rester dans les vestiaires. Même le trio arbitral composé du Mauritanien Abdelaziz Mohamed Bouh, assisté de Seydou Tiama (Burkina Faso) et Ahonto Koffi (Togo), a refusé de rentrer sur le terrain, ce qui est contraire à tous les règlements régissant les compétitions de football ainsi que les statuts de la Confédération africaine (CAF) et l'instance internationale (Fifa).", a déclaré à la presse Toufik Koreichi, directeur sportif de l'USMA.

"Au vu des règlements relatifs à la gestion des compétitions interclubs, l'USMA est qualifiée pour

la finale sur tapis vert, en attendant que cette décision soit officialisée par l'instance de football africain dans les jours qui viennent. La Fédération algérienne de football doit prendre les mesures nécessaires. Ce n'est pas la première fois que la commission des compétitions interclubs de l'instance africaine est confrontée à une telle situation.

Elle a eu déjà, en effet, à gérer des cas similaires", a-t-il précisé. A cet égard, selon l'article 16 chapitre XI des règlements de la Coupe de la Confédération africaine (CAF), "si une équipe se retire de la compétition ou ne se présente pas à un match (...), refuse de jouer ou quitte le terrain avant la fin réglementaire de la rencontre sans l'autorisation de l'arbitre, elle

sera considérée perdante et sera définitivement éliminée de la compétition." Pourtant, toutes les conditions étaient réunies au Complexe olympique Mohamed Boudiaf d'Alger pour disputer cette rencontre des demi-finales aller de la Coupe de la Confédération africaine dans les meilleures conditions, mais le club marocain a brillé par son absence, voulant coûte que coûte jouer avec les maillots floqués avec une carte du Maroc, englobant les territoires sahraouis occupés, ce qui va à l'opposé du droit international.

En agissant de la sorte, les Marocains ont bafoué toutes les règles du sport, qui interdisent tout message ou slogan à caractère politique ou religieux. Dans la loi 4 du football relative à l'équipement

des joueurs, "l'équipement ne doit présenter aucun slogan, inscription ou image à caractère politique, religieux ou personnel.

Les joueurs ne sont pas autorisés à exhiber de slogans, messages ou images à caractère politique, religieux, personnel ou publicitaire sur leurs sous-vêtements autres que le logo du fabricant. En cas d'infraction, le joueur et/ou l'équipe sera sanctionné par l'organisateur de la compétition, par la fédération nationale ou par la Fédération internationale (FIFA). Selon l'article 50 de la Charte olympique (alinéa 2), "aucune sorte de démonstration ou de propagande politique, religieuse ou raciale n'est autorisée dans un lieu, site ou autre emplacement olympique".

Les pratiques du Club RS Berkane, "une provocation et une violation des règles du jeu" (ONJSA)

Le président de l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA), Youcef Tazir, a estimé que la tentative du club du RS Berkane d'introduire des maillots floqués d'une carte politique incluant les territoires occupés de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) "se veut une provocation et une violation des règles du football".

Dans une déclaration à l'APS, M. Tazir a souligné que "le Club du RS Berkane a tenté d'exploiter cet événement sportif à des fins politiques, en introduisant des maillots floqués d'une carte politique incluant les territoires sahraouis occupés, dans une démarche provocatrice, vu que la question du Sahara Occidental est toujours inscrite à l'ONU en tant que question de décolonisation et les règlements sportifs à l'échelle continentale et internationale bannissent ce genre de comportements".

Et d'ajouter que "la pratique du club marocain adverse de l'USMA d'Alger en demi-finale (aller) de la Coupe de la Confédération africaine de football, prévue dimanche soir au Stade olympique du 5 Juillet, n'est pas une tentative isolée, vu qu'elle a été précédée, auparavant,

par d'autres violations par le régime du Makhen qui avait utilisé plusieurs méthodes provocatrices ignobles lors des jeux méditerranéens (JM) organisés, l'été 2022, à Oran".

"Nous savons maintenant que le régime marocain cherche, en vain, à provoquer l'Algérie et son peuple.

Les choses sont tout à fait claires", a-t-il dit, affirmant que toutes les organisations internationales et régionales ne reconnaissent pas le droit du Maroc sur les territoires sahraouis, qui font aujourd'hui l'objet d'un processus de décolonisation au sein des Nations Unies.

Ainsi, les maillots du club marocain portent une carte qui n'est reconnue ni par les Nations Unies, ni par l'UA, ni par la Ligue arabe, ni par l'Organisation de la coopération islamique.

Par conséquent, les choses sont on ne peut plus claires". Le même intervenant s'est interrogé sur la partie ayant impliqué la CAF dans ce problème politique et l'adoption d'un uniforme non officiel pour le club marocain, ce qui constitue une violation flagrante des règles en vigueur dans le football continental et international.

ROMA : DYBALA VERS UNE PROLONGATION ?

Auteur d'une saison consistante avec l'AS Roma, l'attaquant Paulo Dybala (30 ans, 32 matches et 15 buts toutes compétitions cette saison) va-t-il poursuivre son aventure dans la capitale italienne ? La possibilité existe. Selon le Corriere dello Sport, la famille Friedkin, propriétaire du club romain, va prochainement rencontrer l'entourage de l'international argentin pour discuter d'une prolongation de son contrat, qui expire en juin 2025.

De retour à un très bon niveau depuis le remplacement de José Mourinho par Danièle De Rossi sur le banc de touche en janvier dernier, le champion du monde 2022 dispose d'une clause libératoire fixée à 12 millions d'euros pour les clubs non-italiens. En cas d'extension du bail de Dybala, les dirigeants giallorossi pourraient tenter de supprimer cette option.

REAL MADRID UNE SEMAINE PARFAITE POUR ANCELOTTI

Tombeur de Manchester City en Ligue des Champions, mercredi, le Real Madrid a enchaîné avec un succès contre le FC Barcelone (3-2), ce dimanche en Liga. Une semaine parfaite pour l'entraîneur de la Maison Blanche, Carlo Ancelotti.

"Je suis très fier de mes joueurs car ce furent deux matchs très exigeants. Nous les avons bien gérés et nous sommes très heureux. Maintenant, nous devons préparer la dernière ligne droite de la saison. Nous l'abordons avec beaucoup d'envie et d'enthousiasme. Je crois qu'en ensemble, nous pouvons réaliser quelque chose de positif cette saison", a jugé le manager italien face à la presse.

Un nouveau doublé Liga-C1 en vue ?

REAL MADRID VAZQUEZ RÉPOND POUR SON AVENIR

Préféré à Dani Carvajal contre le FC Barcelone (3-2) dimanche en Liga, le latéral polyvalent Lucas Vazquez (32 ans, 25 apparitions et 2 buts en Liga cette saison) a justifié la confiance de son entraîneur Carlo Ancelotti avec un penalty provoqué, un but et une passe décisive. Nommé homme du match, l'Espagnol, sous contrat jusqu'en juin prochain, dispose encore d'un avenir incertain chez les Merengue. Mais du son côté, le Madrilène a clairement une préférence. "J'aime jouer pour le Real Madrid ! Pour moi, c'est comme un rêve. Mon futur ? Je ne sais pas encore, je suis totalement concentré sur la saison", a tempéré Vazquez devant les médias. Sauf surprise, le Real devrait lui proposer une prolongation d'un an.



LEVERKUSEN WIRTZ, LE DG RECONNAÎT UNE ERREUR

Auteur d'une saison mémorable, le milieu offensif Florian Wirtz (20 ans, 43 matchs et 17 buts toutes compétitions cette saison) va-t-il quitter le Bayer Leverkusen lors du prochain mercato estival ? Après avoir fixé un tarif très élevé pour l'international allemand, le directeur général du club, Fernando Carro, a effectué un rétropédalage pour lui fermer la porte.

"J'ai fait une erreur en disant que le prix pour Florian Wirtz était d'environ 150 millions d'euros. En fait, il n'y a aucun prix à payer. Florian est intransférable", a expliqué le dirigeant espagnol pour Sport Studio.

À la maintien de l'entraîneur Xabi Alonso à la tête du néo-champion d'Allemagne, Wirtz n'a de toute façon pas l'intention de s'en aller cet été.

UDINESE CANNAVARO REPLACE CIOFFI

Avec seulement 4 victoires en 32 journées et une dangereuse 17e place au classement, l'Udinese va jouer sa survie en Serie A dans les prochaines semaines.

Pour cette mission, le club du Frioul a misé sur l'entraîneur Fabio Cannavaro, officiellement nommé ce lundi. Libre depuis son départ de Benevento en février 2023, le technicien italien remplace Gabriele Cioffi et signe un contrat jusqu'en juin prochain avec une option pour prolonger en cas de maintien. Un challenge aussi périlleux qu'excitant pour le Ballon d'Or 2006.

BARCELONE FIN DE SAISON POUR DE JONG

Coup dur confirmé pour le milieu de terrain du FC Barcelone Frenkie de Jong (26 ans, 20 matchs et 2 buts en Liga cette saison).

Contraignant de céder sa place à la 45+7e minute du Clasico contre le Real Madrid (2-3) dimanche en Liga, l'international néerlandais souffre d'une entorse de la cheville droite, selon un communiqué officiel du club catalan ce lundi.

Dans le même temps, le quotidien Sport se montre catégorique en annonçant une fin de saison avec les Blaugrana pour l'ancien prodige de l'Ajax Amsterdam, dont l'absence a été estimée à 5 semaines. Par contre, De Jong devrait bel et bien être en mesure de tenir sa place avec les Pays-Bas pour l'Euro cet été.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la S.A.R.L.
DK NEWS

Gérant
Fayçal Laouar
Directeur de publication
Smail Oulebsir

Directeur de la rédaction

Smail Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 /
E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TEL : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 / FAX : 020.05.11.48 - 020.05.13.45 - 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz - agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz - agence.ouargla@anep.com.dz - agence.constantine@anep.com.dz

PREMIÈRE RÉUNION CONSULTATIVE ALGÉRIE - TUNISIE - LIBYE

Le président de la République s'entretient à Tunis avec son homologue tunisien

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a eu, lundi à Tunis, des entretiens bilatéraux avec son frère, le président de la République tunisienne, pays frère, M. Kaïs Saïed.

Les entretiens se sont déroulés au Salon d'honneur de l'Aéroport international de Carthage.

Le président de la République est arrivé plus tôt

dans la journée à Tunis pour prendre part à la 1^{re} Réunion consultative regroupant les dirigeants de l'Algérie, de la Tunisie et de la Libye. La visite du président de la

République intervient à l'invitation de son frère le président de la République tunisienne, pays frère, M. Kaïs Saïed.

Le président de la République réaffirme le soutien constant de l'Algérie à la Tunisie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé que l'Algérie se tenait toujours aux côtés de la Tunisie, pays frère.

"Nos cours sont toujours avec le peuple tunisien et mon frère le Président Kais Saïed", a

affirmé le président de la République dans une déclaration à la presse à son arrivée à l'aéroport international de Carthage, où il a été accueilli par son homologue tunisien, M. Kaïs Saïed. "La Tunisie ne tombera jamais et demeurerà toujours debout. Puisse Allah la pro-

téger", a-t-il ajouté. De son côté, le Président Kaïs Saïed a souhaité la bienvenue au Président de la République, saluant le soutien constant de l'Algérie à son pays.

"Puisse Allah protéger la Tunisie et l'Algérie", a-t-il dit. Le président de la République,

M. Abdelmadjid Tebboune est arrivé, lundi, à Tunis pour prendre part à la première Réunion consultative regroupant les dirigeants de l'Algérie, de la Tunisie et de la Libye, à l'invitation de son frère le président de la République tunisienne, pays frère, M. Kaïs Saïed.

Efforts soutenus de l'Algérie pour relancer l'action commune dans le cadre du Maghreb arabe

L'Algérie mène, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, des efforts soutenus pour relancer l'action commune dans le cadre du Maghreb arabe, renforcer la coordination et unifier les positions en vue de relever les défis actuels au service des peuples de la région. Dans le cadre de cette démarche, le président de la République effectue une visite en Tunisie pour prendre part à la 1^{re} Réunion consultative regroupant les dirigeants de l'Algérie, de la Tunisie et de la Libye.

En prévision de ce rendez-vous, le président de la République avait tenu, début mars dernier à Alger, une rencontre tripartite avec ses frères, le président de la République tunisienne, M. Kaïs Saïed, et le président du Conseil présidentiel libyen, M. Mohamed Younes El-Menfi, lors de laquelle les trois dirigeants ont passé en revue les conclusions du 7^e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), tenu à Alger du 29 février au 2 mars 2024. Lors de cette rencontre, les dirigeants des trois pays ont également examiné la situation prévalant dans la région du Maghreb arabe, soulignant, à cette occasion, la nécessité d'unifier et d'intensifier les efforts pour relever les défis économiques et sécuritaires au service des intérêts des peuples des trois pays. Par souci d'associer tous les pays de la région à cette démarche, le président de la République a informé son frère, le président de la République islamique de Mauritanie, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, lors d'un entretien téléphonique, de la réunion tripartite ayant regroupé les présidents algérien, tunisien et libyen à l'issue du 7^e Sommet du GECF. Dans sa dernière entrevue avec les médias nationaux, le président de la République a affirmé que le projet de

bloque que les pays du Maghreb arabe entendait créer visait à relancer l'action commune et à renforcer la coordination en vue d'unifier la voix de ces pays sur plusieurs questions internationales sans exclure aucune partie.

Le président de la République veille à maintenir des contacts permanents et à se concerter avec les dirigeants des pays du Maghreb arabe, qui, outre les liens de voisinage, entretiennent avec l'Algérie des relations fraternelles et historiques ancrées, et ce, afin de concrétiser l'intégration, d'unir les efforts et d'unifier les positions en vue de relever les défis auxquels la région est confrontée, notamment la préservation de sa sécurité et de sa stabilité, la lutte contre les crimes transfrontaliers et la protection de la région de toute ingérence étrangère. Autant de dossiers dans lesquels l'Algérie joue un rôle pivot salué par la plupart des pays du monde et par des organisations internationales et régionales.

Il convient de noter ici que les relations bilatérales de l'Algérie avec la Tunisie, la Mauritanie et la Libye ont connu, ces dernières années, une dynamique importante, qui s'est traduite par les visites officielles échangées entre des responsables algériens et leurs homologues de ces pays, ainsi que par l'initiative algérienne de lancement de projets intégrés prometteurs visant à renforcer les relations avec ces pays au service d'intérêts communs.

L'attachement sincère de l'Algérie à cette démarche lui a valu d'être la destination choisie par le président tunisien, M. Kaïs Saïed, pour sa première visite à l'étranger après son accession à la magistrature suprême de son pays, en février 2020. Cette visite effectuée à l'invitation du président de la Répu-

blique, M. Abdelmadjid Tebboune, témoigne du niveau des relations entre les deux pays.

Le président de la République avait, lui aussi, effectué une visite en Tunisie, en décembre 2021, qui a été couronnée par la Déclaration de Carthage et la signature de plusieurs accords dans des domaines névralgiques, dont la justice, le jumelage entre les vilayats frontaliers, l'Industrie pharmaceutique, l'environnement et l'agriculture. Concernant la Libye, l'Algérie a mené des efforts diplomatiques soutenus pour le règlement de la crise qui traverse ce pays, loin de toute ingérence étrangère susceptible d'aggraver la crise et d'hypothéquer l'unité et la souveraineté du peuple libyen sur son territoire.

As-tit, le président du Conseil présidentiel libyen a effectué une visite en Algérie, en juillet 2021, lors de laquelle les deux pays se sont entendus sur plusieurs propositions à même de contribuer au règlement de la crise dans ce pays frère.

Lors de cette visite, le président du Conseil présidentiel libyen avait salué le rôle de l'Algérie dans les efforts visant à mettre fin aux souffrances du peuple libyen.

De son côté, le président de la République islamique de Mauritanie, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a effectué une visite en Algérie, en décembre 2021, qui a été couronnée par la signature d'accords de coopération et de mémorandums d'entente dans plusieurs secteurs.

Le président de la République et son frère le président mauritanien ont également présidé, en février dernier à Tindouf, l'inauguration des deux postes frontaliers fixes et la pose de la première pierre et l'inauguration de plusieurs projets stratégiques communs.

CULTURE

Ouverture à Alger, d'une nouvelle salle de cinéma

Une nouvelle salle de cinéma, dotée de moyens techniques et d'équipements numériques de dernière génération, a été inaugurée, dimanche à Alger, en présence de hauts responsables du ministère de la Culture et des Arts et de professionnels du 7^e Art en Algérie.

Ouverte au 3^e étage du Centre commercial "Garden City", sis dans la localité de Ouled Fayet à Dely Ibrahim, cette nouvelle salle, vient s'ajouter aux trois autres espaces de projection déjà opérationnels du "Complexe cinématographique TMV (Trending Music and Vidéo)".

Ce nouvel espace dédié au 7^e Art a été inauguré en présence du secrétaire général du départment de la Culture, Sid Ali Sebaa, représentant la ministre de la Culture et des Arts Soraya Mouloudji, du Fondateur du groupe TMV production et exploitation, Lies Aït Aoudia, ainsi que de responsables d'institutions cinématographiques sous tutelle. Le

Complexe TMV surplombe le Centre commercial "Garden City", un bâtiment emblématique qui rappelle des "images et des scènes de vie bien connues de la Casbah d'Alger", une idée de l'architecte-concepteur algérien Tarik-Bey Ramdane, Prix national d'architecture du président de la République en 2021.

Le représentant du ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a mis en exergue l'intérêt porté par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune à l'égard du Cinéma, de l'Industrie du cinéma et des professionnels du 7^e Art, encourageant l'investissement dans ce domaine, appelé à défendre, sauvegarder et promouvoir l'histoire glorieuse de l'Algérie et sa richesse culturelle".

Sid Ali Sebaa a également rappelé que la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji "a toujours veillé à l'accompagnement et au soutien de tous les projets cinématogra-

phiques à l'échelle nationale, mettant à disposition des investisseurs dans ce domaine, notamment, tous les moyens nécessaires".

En plus de deux espaces de projection d'une capacité d'accueil de 240 et 80 places, et d'une salle destinée aux projections privées de 12 places, ce complexe haut de gamme, empreint de modernité, s'est agrandi, avec "la salle de cinéma No 1", dotée d'un écran de 15m2, de Son "Dolby 7.1", d'une projection laser et de 60 places dont quatre pour PMR (personnes à mobilité réduite).

Une démonstration sur grand écran a été exécutée à travers la projection d'un court documentaire sur l'ouverture au public, en août 2023, du Complexe cinématographique TMV, suivie d'une petite rétrospective sur le cinéma et les téléfilms algériens, pour conclure en beauté avec quelques extraits rappelant le génie créatif du réalisateur Mounès Khem-

mar, présent à cette cérémonie inaugurale avec, entre autres professionnels du 7^e Art, le producteur Amer Behloui.

"Notre ambition est de soutenir la distribution et la production audiovisuelle dans ses contenus locaux", a notamment déclaré le directeur des lieux, fondateur du groupe TMV production et exploitation, Liès Aït Aoudia.

Les premiers responsables d'institutions sous tutelle, en l'occurrence, les directeurs, du Développement et de la Promotion des Arts, Bezia Cheddad, du Centre national de la Cinématographie et de l'Audiovisuel (CNCA), Moudrad Chouihé et du Centre algérien du développement du Cinéma (CADC), Zinedine Arkab, ont, pour leur part, été unanimes pour considérer que "les salles obscures, comptent parmi les plus importants maillons de la chaîne de l'Industrie cinématographique".

ROUTES

Proposition d'une voie de contournement entre les localités d'El Guitoune (Jijel) et de Takser (Bejaïa)

Une voie alternative temporaire, reliant la mecha El-Guitoune, à Zlama-Mansouriah (Jijel) à Takser (Bejaïa), a été proposée pour contourner l'effondrement "presque total" qui s'était produit samedi sur la route nationale (RN) n° 43 (Jijel-Bejaïa), endommageant, au passage 12 habitations, a fait savoir, dimanche le président de l'APC de Zlama Mansouriah.

M. Rachid Bouferoua a précisé, dans une déclaration à l'APS, qu'après le glissement de terrain qui avait provoqué l'effondrement d'un tronçon de plus de 100 m de la RN 43, près de la zone de Boulekhmais, il a été proposé, de concert avec les représentants de plusieurs secteurs, de réaliser, comme "solution d'urgence" une voie de contournement entre les localités d'El

Guitoune (Jijel) et de Takser (Bejaïa). Le même édile a rappelé que la circulation est suspendue, depuis samedi soir, entre Jijel et Bejaïa sur ce tronçon de la corniche (RN 43), "dans l'attente des solutions qu'arrêtera la commission installée à cet effet", soulignant que 12 habitations ont également été endommagées par le glissement de terrain. Les habitants des maisons en question, au nombre de 45, ont été pris en charge et relogés à titre provisoire dans l'auberge de jeunesse de Zlama Mansouriah et ce, "jusqu'aux résultats de l'expertise technique menée par l'organisme de contrôle technique", a-t-il affirmé. Le directeur des Travaux publics de la wilaya de Jijel, Slimane Khelafa, a indiqué, pour sa part, qu'à la suite de l'effondrement de la route natio-

nale n° 43 sur une longueur de plus de 100 m, la circulation a été déviée vers Bejaïa et Alger par la RN 77, via la commune de Texenna jusqu'à la wilaya de Sétif, ainsi que par la RN 27, en direction de la wilaya de Mila, avec accès à l'autoroute Est-Ouest, et ce, en attendant de trouver une solution définitive, soit au niveau de la mecha El-Guitoune, soit ailleurs".

Le même responsable a souligné qu'une commission technique constituée d'experts, d'ingénieurs et de représentants de bureaux d'études spécialisés en géologie devait se rendre sur le site de l'effondrement, dimanche soir, pour "proposer des solutions définitives à ce cas urgent".